

Direction des finances

RAPPORT N° 2024-3 - 1 . 4 . 4

au CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 24/06/2024

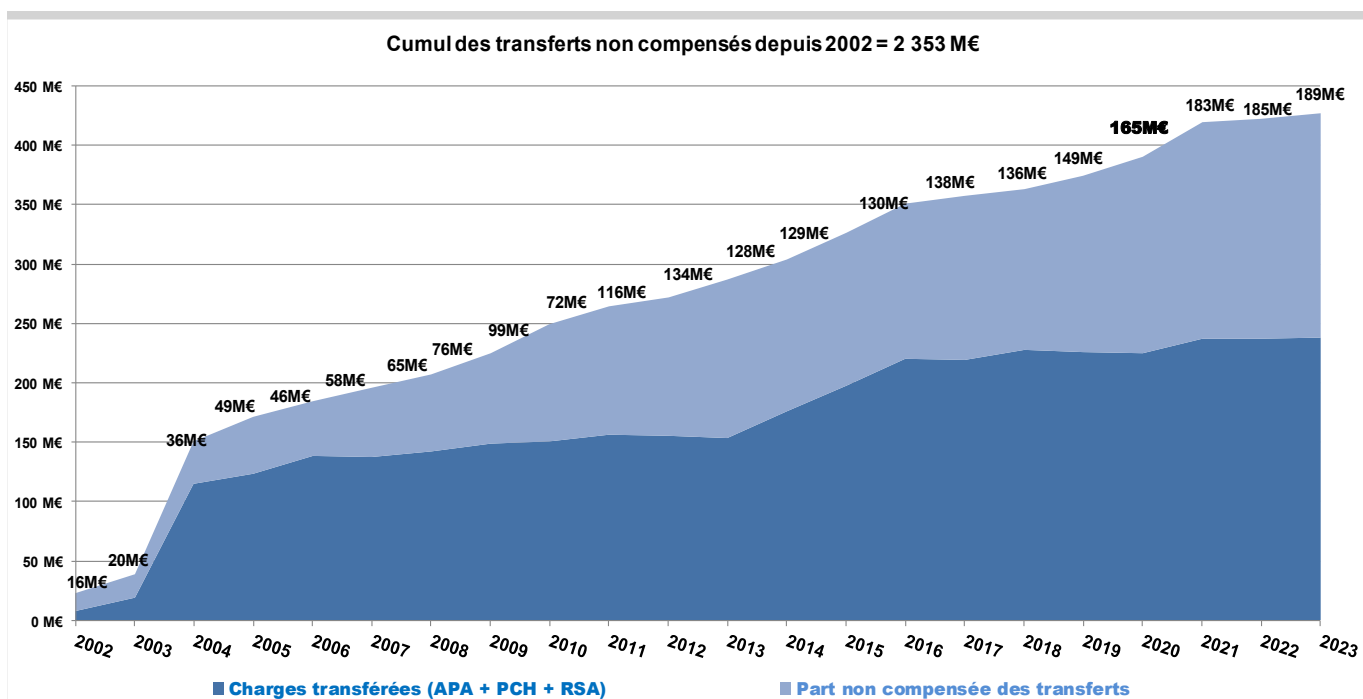
### **Compte de gestion et compte administratif 2023. Budget général.**

Le compte administratif 2023 s'inscrit dans un contexte de retournement du marché immobilier qui a généré un effondrement des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), avec une perte de 84,38 M€ et de 24% au regard du produit 2022. Cette précarisation sans précédent des ressources financières du Département, globalement en recul de 1,7% en 2023 à rapprocher de la baisse de 1,6% observée au compte administratif 2020, au plus fort de la crise sanitaire, est d'autant plus pénalisante que ses dépenses de fonctionnement ont dans le même temps progressé de manière soutenue, avec +48,14 M€ et +3,3%.

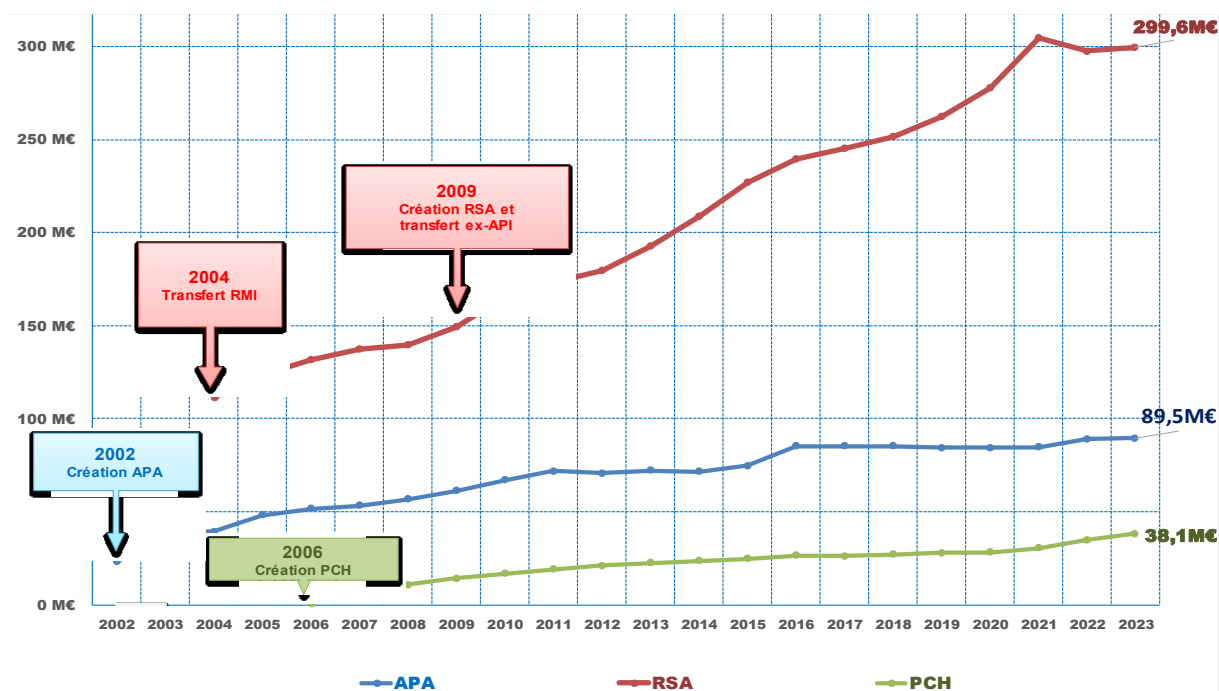
Cet effet de ciseau très marqué résulte très largement de la sous-compensation structurelle par l'Etat des dépenses d'action sociale et en particulier des allocations individuelles de solidarité (AIS), soit l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), la prestation de compensation du handicap (PCH) et le revenu de solidarité active (RSA) qui représentent une part prépondérante et globalement dynamique des dépenses de fonctionnement. Les AIS ont représenté 28,5% des dépenses de fonctionnement en 2023 contre 29,1% en 2022 et 2021 et 27,6% en 2020. Le reste à charge qui s'élevait à 184,55 M€ en 2022 est ainsi porté à 189,38 M€ en 2023, soit une augmentation de 4,83 M€ et 2,6%, contre une hausse de 1,76 M€ et 1,0% entre 2021 et 2022.

La charge des transferts supportés par la collectivité au titre des AIS atteint un montant cumulé depuis 2002 de 2 353,25 M€ en progression de 8,8% par rapport au montant cumulé à fin 2022 qui atteignait alors 2 163,87 M€. Il est à noter qu'il est tenu compte dans ce calcul de la dépense afférente à la péréquation au titre des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) qui vient diminuer les recettes perçues suite au relèvement du taux plafond qui leur est applicable.

Transferts de l'aide sociale			CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Cumul depuis transfert	
A.P.A.	Dépenses	Allocations versées	85,28 M€	85,14 M€	84,33 M€	84,26 M€	84,65 M€	89,26 M€	89,53 M€	1 487,61 M€	
	Recettes	Contribution CNSA	29,07 M€	32,82 M€	30,27 M€	28,96 M€	31,81 M€	31,72 M€	36,38 M€	479,27 M€	
	Charge nette A.P.A.		56,21 M€	52,33 M€	54,05 M€	55,30 M€	52,84 M€	57,53 M€	53,16 M€	1 008,34 M€	
R.S.A. (socle)	Dépenses	Allocations forfaitaires	218,58 M€	224,93 M€	232,35 M€	246,23 M€	275,37 M€	266,69 M€	267,77 M€	3 736,92 M€	
	Recettes	TIPP "historique"	98,42 M€	98,42 M€	98,42 M€	98,42 M€	98,42 M€	98,42 M€	98,42 M€	98,42 M€	1 981,58 M€
		FMDI	10,86 M€	11,19 M€	11,07 M€	11,61 M€	11,17 M€	13,13 M€	13,55 M€	212,16 M€	
Charge nette R.S.A. (socle)		109,31 M€	115,33 M€	122,86 M€	136,20 M€	165,78 M€	155,14 M€	155,80 M€	1 543,18 M€		
R.S.A. Allocations majorées (ex-A.P.I.)	Dépenses	Allocations forfaitaires majorées	26,83 M€	26,23 M€	29,86 M€	31,32 M€	29,18 M€	31,12 M€	31,87 M€	380,12 M€	
	Recettes	TIPP "supplémentaire"	15,08 M€	15,08 M€	15,08 M€	15,08 M€	15,08 M€	15,08 M€	15,08 M€	218,78 M€	
	Charge nette R.S.A. Allocations majorées (ex-A.P.I.)		11,74 M€	11,15 M€	14,78 M€	16,24 M€	14,10 M€	16,03 M€	16,79 M€	161,35 M€	
P.C.H.	Dépenses	PCH	26,24 M€	27,13 M€	27,91 M€	28,21 M€	30,36 M€	34,94 M€	38,14 M€	398,23 M€	
		ACTP (et autres)	12,49 M€	11,88 M€	11,30 M€	10,58 M€	10,53 M€	10,14 M€	10,47 M€	277,35 M€	
		Baisse ACTP (à déduire)	-0,17 M€	-0,61 M€	-0,58 M€	-0,73 M€	-0,05 M€	-0,39 M€	0,00 M€	-10,81 M€	
	Recettes	Contribution C.N.S.A.	10,70 M€	11,09 M€	11,35 M€	11,51 M€	11,87 M€	15,82 M€	17,45 M€	201,61 M€	
	Charge nette PCH (hors ACTP)		15,37 M€	15,43 M€	15,98 M€	15,98 M€	18,43 M€	18,73 M€	20,69 M€	185,82 M€	
Recettes du Pacte de juillet 2013 et fonds d'urgence	Recettes	Dispositif de Compensation Péréquée	12,07 M€	12,96 M€	13,56 M€	13,82 M€	14,41 M€	14,71 M€	16,34 M€	130,18 M€	
		Relèvement taux DMTO	43,00 M€	40,66 M€	45,24 M€	41,95 M€	51,88 M€	48,18 M€	37,22 M€	389,56 M€	
		Fonds d'urgence RSA	-	4,97 M€	-	3,13 M€	2,08 M€	-	3,50 M€	25,70 M€	
	Total Recettes du Pacte de juillet 2013 et fonds d'urgence		55,08 M€	58,60 M€	58,80 M€	58,90 M€	68,37 M€	62,89 M€	57,05 M€	545,43 M€	
Total Aide Sociale	Dépenses totales (hors ACTP)		356,93 M€	363,43 M€	374,44 M€	390,02 M€	419,56 M€	421,99 M€	427,32 M€	6 002,88 M€	
	Recettes totales		219,38 M€	227,80 M€	225,57 M€	225,20 M€	236,77 M€	237,45 M€	237,94 M€	3 649,63 M€	
	Charge nette totale		137,55 M€	135,64 M€	148,87 M€	164,83 M€	182,79 M€	184,55 M€	189,38 M€	2 353,25 M€	



## ÉVOLUTION DES DEPENSES DES TROIS AIS DEPUIS 2002



A cette charge des AIS devenue structurelle, s'ajoutent de nombreuses mesures décidées par l'Etat sans compensation financière ou avec des compensations sous-dimensionnées. C'est le cas en particulier de l'ensemble des mesures de revalorisation des rémunérations des agents publics qui se sont succédé au cours des trois dernières années. Pour légitimes qu'elles soient, les revalorisations du SMIC intervenues depuis 2021 et recouvrant une progression de 12,4%, comme la hausse de +1,5% de la valeur du point d'indice de la fonction publique au 1<sup>er</sup> juillet 2023 qui fait suite à celle de 3,5% intervenue en juillet 2022, l'attribution jusqu'à 9 points d'indice en début de grilles des agents de catégories C et B, l'attribution d'une prime dite de pouvoir d'achat, la réforme de la paie des assistants familiaux se sont opérées sans aucune compensation.

Le Département a également dû faire face à une inflation certes moins élevée qu'au cours des exercices antérieurs mais encore soutenue (+4,9% en 2023 contre +5,2% en 2022), mais surtout aux effets cumulés de la hausse des prix au cours des trois dernières années qui s'est établie à 12,8% globalement et à 23% pour la seule alimentation. Cette inflation pèse sur les dépenses propres de la collectivité, mais également sur celles de nombre de ses partenaires et des acteurs du territoire : établissements d'accueil des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des enfants et jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance, collèges, Ile-de-France mobilités (IDFM), Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), etc. Parmi les facteurs haussiers qui ont pesé sur les dépenses en 2023, on peut encore mentionner l'augmentation en fin d'année du nombre de mineurs non accompagnés (MNA) pris en charge par le Département ou la hausse des taux d'intérêt qui a alourdi la charge de la dette.

En dépit du dynamisme des fractions de TVA stimulées par la hausse des prix, aucune recette n'a bénéficié d'une indexation comparable à l'inflation et de fait la grande majorité d'entre elles, les dotations tout particulièrement, ont subi une nouvelle dépréciation en 2023. Cette conjonction d'une progression soutenue des dépenses et d'une érosion des recettes a affecté la trajectoire de restauration de la santé financière de la collectivité impulsée par l'Assemblée départementale depuis son élection en juin 2021, et souligné par la Chambre régionale des comptes dans son rapport d'observations de mars 2024.

Outre la présentation de la situation financière du Département, le rapport consacré au compte administratif 2023 permet de rendre compte des réalisations prises en charge par le budget général. Son examen est également l'occasion d'exposer les principaux facteurs d'évolution des dépenses, des recettes et des équilibres. La présentation ci-après tient uniquement compte des dépenses réelles, hors opérations d'ordre.

Le tableau suivant récapitule les tendances majeures constatées au compte administratif 2023, tant en évolution qu'en réalisation.

Opérations réelles en M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement (A)	1 491,89	1 539,38	1 517,67	1 598,90	1 610,91	1 583,39
<i>hors produits des cessions</i>						
<i>Taux de réalisation</i>	100,7%	103,4%	99,7%	105,5%	101,3%	98,1%
<i>taux d'évolution</i>	1,2%	3,2%	-1,4%	5,4%	0,8%	-1,7%
Dépenses de fonctionnement (B)	1 359,26	1 378,65	1 413,46	1 443,46	1 452,01	1 500,15
<i>Taux de réalisation</i>	98,6%	99,8%	99,7%	101,2%	99,3%	100,5%
<i>taux d'évolution</i>	0,1%	1,4%	2,5%	2,1%	0,6%	3,3%
<b>Autofinancement (C = A - B)</b>	132,63	160,73	104,21	155,44	158,90	83,24
<i>hors produits des cessions</i>						
<i>Taux de réalisation</i>	128,1%	151,0%	100,5%	175,8%	123,6%	68,8%
<i>Taux d'évolution</i>	14,9%	21,2%	-35,2%	49,2%	2,2%	-47,6%
<b>Opérations réelles en M€ (hors opérations de gestion active de la dette)</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Dépenses d'investissement (D)	291,3	304,6	323,0	383,5	367,8	341,2
<i>Taux de réalisation</i>	89,1%	90,8%	90,2%	101,6%	90,9%	88,2%
<i>taux d'évolution</i>	-0,8%	4,6%	6,0%	18,7%	-4,1%	-7,2%
Recettes d'investissement (E)	56,85	81,45	140,67	93,36	90,30	90,29
<i>produits des cessions inclus</i>						
<i>Taux de réalisation</i>	76,0%	92,7%	138,8%	96,3%	81,3%	89,7%
<i>taux d'évolution</i>	-18,2%	43,3%	72,7%	-33,6%	-3,3%	0,0%
<b>Besoin de financement (F = D - E - C)</b>	101,8	62,4	78,1	134,7	118,6	167,6
<i>avant reprise du résultat N-1</i>						
<b>Reprise du résultat N-1</b>	24,5	24,0	46,6	98,5	53,9	60,6
<b>Besoin de financement (après reprise du résultat N-1)</b>	77,3	38,4	31,5	36,1	64,7	107,0

(Taux de réalisation calculé sur le budget primitif)

En fonctionnement, le taux de réalisation des recettes, calculé par rapport aux crédits inscrits au budget primitif, s'établit à 98,1% et enregistre une baisse de 3,2 points par rapport au taux de réalisation 2022 qui s'élevait à 101,3%. Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement passe de 99,3% en 2022 à 100,5% en 2023. Ces niveaux d'exécution sont à rapprocher des taux moyens constatés, toujours au regard des inscriptions des budgets primitifs, sur la période 2018-2023 de 101,4% pour les recettes et de 99,9% pour les dépenses.

En investissement, le taux de réalisation des dépenses s'établit à 88,2%, niveau inférieur de 2,7 points à celui de l'exercice 2022. Pour rappel, le taux de réalisation 2021 avait atteint 101,6% à la suite de l'inscription au budget supplémentaire du reversement de l'avance remboursable de DMTO (50,00 M€). Le taux de réalisation des recettes d'investissement passe de 81,3% en 2022 à 87,7% en 2023 sous l'effet de l'augmentation des produits de cession qui s'élèvent à 6,99 M€ en 2023 contre 1,86 M€ en 2022.

Tandis que le montant des dépenses de fonctionnement progresse de 3,3%, les recettes de fonctionnement enregistrent pour leur part une baisse de 1,7%. Cet écart de 5 points accentue l'effet de ciseau pesant sur les finances départementales et provoque une chute de l'autofinancement corrigé des produits de cession, qui passe de 158,90 M€ en 2022 à 83,24 M€ en 2023, soit -47,6% et -75,66 M€. Cette évolution interrompt la reprise constatée lors du premier budget de redressement de 2022 qui avait permis d'améliorer cet autofinancement de 3,46 M€ et 2,2% entre 2021 et 2022, malgré un contexte déjà fortement contraint (155,44 M€ en 2021 et 158,90 M€ en 2022).

Les données du compte administratif mettent en lumière le fait que malgré l'ensemble des efforts réalisés en matière d'économie de gestion, la conjugaison de l'effondrement des recettes du DMTO et de l'augmentation mécanique des dépenses sociales pour l'essentiel

imposées par l'État conduisent inexorablement à une impasse budgétaire si la conjoncture économique ne se retourne pas ou si le législateur n'engage pas, de manière urgente une réforme structurelle permettant le rétablissement d'une véritable autonomie financière et fiscale des départements, soutenue par des ressources suffisantes. Cette réforme est réclamée par les associations de collectivités comme l'assemblée des départements d'Île-de-France où des départements de France au gouvernement.

## **1. Une section de fonctionnement affectée par l'augmentation des dépenses et la baisse des recettes**

### **1.1. Des dépenses de fonctionnement en augmentation soutenue en 2023**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 1 500,15 M€ en 2023, contre 1 452,01 M€ en 2022, soit une augmentation de +3,3% et de +48,14 M€.

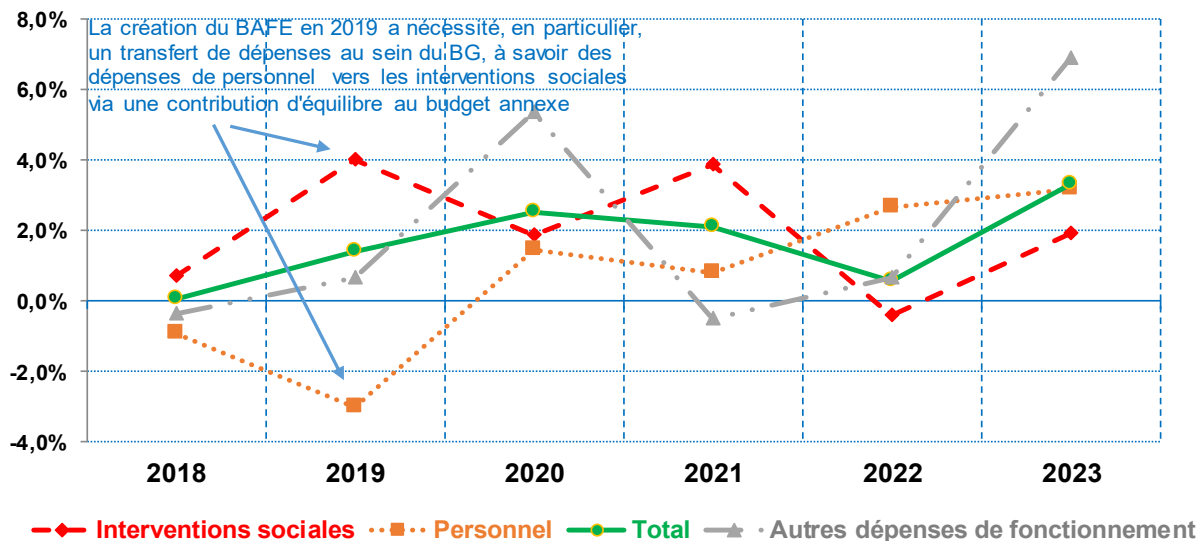
Les dépenses de personnel -hors groupes politiques connaissent une hausse de 11,61 M€ soit + 3,2% par rapport à 2022. Cette évolution recouvre une augmentation de 2,68 M€ au titre de la rémunération des assistants familiaux. Par ailleurs et comme indiqué précédemment, le SMIC a été revalorisé pour une dépense de 0,73 M€ tandis que la valeur du point d'indice a été majorée de 1,5% à compter de juillet 2023 pour une dépense estimée à 2,24 M€. Les grilles indiciaires de certains cadres d'emploi ont été modifiées pour un coût évalué à 0,37 M€. La prime pouvoir d'achat versée aux agents départementaux a représenté un montant de près de 3,00 M€.

Les dépenses liées aux interventions sociales continuent leur progression sur l'année 2023, avec une hausse de +14,61 M€ et +1,9% par rapport à 2022. Cette augmentation concerne principalement les champs de l'action sociale en faveur des personnes âgées (+ 5,54 M€) et des personnes en situation de handicap (+ 4,02 M€ dont + 3,21 M€ au titre de la PCH), ainsi que celui de la protection de l'enfance (+ 6,41 M€).

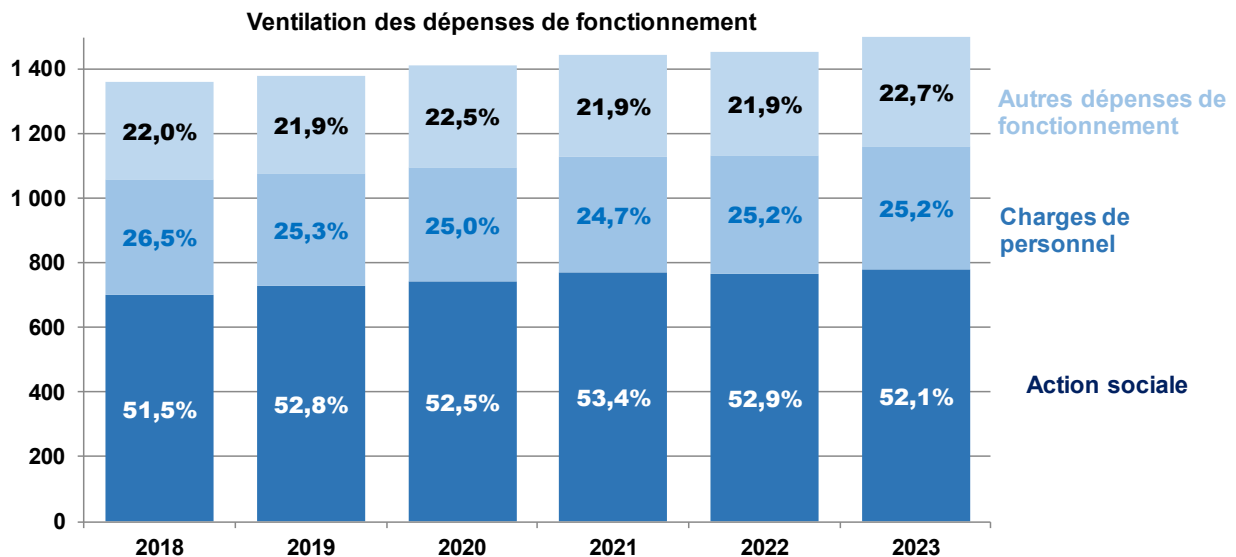
L'allocation RSA augmente de 1,84 M€ tandis que son nombre d'allocataires baisse pour la troisième année consécutive pour atteindre 43 678 allocataires sur la dernière facture acquittée en 2023 contre 44 026 allocataires à la même période en 2022. Après le pic de décembre 2020 (46 590 allocataires), le nombre d'allocataires payés poursuit sa décrue. Cette évolution s'inscrit dans la tendance observée nationalement mais, en valeur absolue, le nombre d'allocataires RSA payés par le Département demeure en 2023 nettement supérieur au niveau d'avant la crise Covid-19 (41 473 allocataires en novembre 2019).

Enfin, les autres dépenses de fonctionnement connaissent la progression la plus importante avec + 21,91 M€ et + 6,9% sous l'effet conjugué de l'augmentation des frais financiers (+11,51 M€) et de l'inflation qui a concerné notamment les achats de matériels et de fournitures ainsi que l'alimentation.

## Évolution des dépenses réelles de fonctionnement



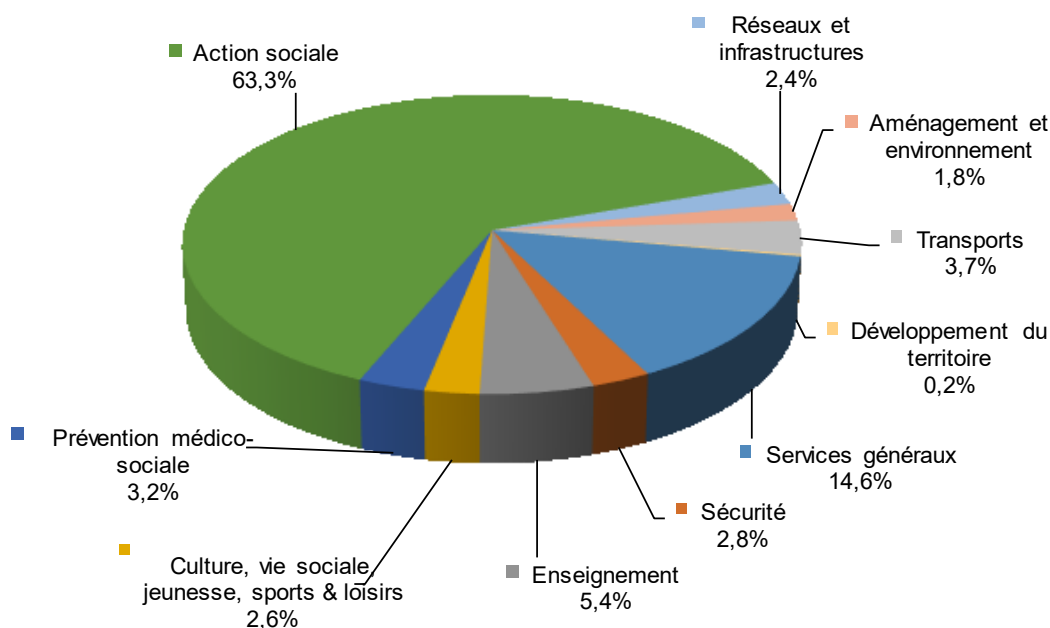
Dépenses réelles de fonctionnement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses d'action sociale	BP	702,17	725,08	741,32	741,82	759,38	772,42
	Total Inscrits	710,81	740,12	752,74	779,27	777,01	793,65
	CA	700,23	728,50	742,06	770,73	767,61	782,22
	% évolution	0,7%	4,0%	1,9%	3,9%	-0,4%	1,9%
	% structure	51,5%	52,8%	52,5%	53,4%	52,9%	52,1%
Dépenses de personnel	BP	370,34	353,82	358,81	365,94	369,33	378,39
	Total Inscrits	370,05	353,32	357,45	360,16	370,53	380,52
	CA	359,76	348,94	353,96	356,86	366,45	378,07
	% évolution	-0,9%	-3,0%	1,4%	0,8%	2,7%	3,2%
	% structure	26,5%	25,3%	25,0%	24,7%	25,2%	25,2%
Autres dépenses de fonctionnement	BP	305,46	302,72	317,87	318,77	332,97	342,45
	Total Inscrits	308,15	308,51	330,43	325,69	330,02	356,52
	CA	299,27	301,21	317,44	315,87	317,95	339,86
	% évolution	-0,3%	0,6%	5,4%	-0,5%	0,7%	6,9%
	% structure	22,0%	21,9%	22,5%	21,9%	21,9%	22,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>1 377,97</b>	<b>1 381,62</b>	<b>1 418,00</b>	<b>1 426,53</b>	<b>1 461,68</b>	<b>1 493,26</b>
Total Inscrits		1 389,02	1 401,96	1 440,63	1 465,12	1 477,56	1 530,68
CA		1 359,26	1 378,65	1 413,46	1 443,46	1 452,01	1 500,15
% exécution des dépenses		0,1%	1,4%	2,5%	2,1%	0,6%	3,3%



### 1.1.1. La place prépondérante des dépenses d'action sociale

La structure des dépenses de fonctionnement, ventilées par politique publique (dépenses de personnel comprises), illustrée par le schéma ci-dessous, confirme la place prépondérante de l'action sociale dans les politiques publiques (63,3% en 2023 contre 63,5% en 2022 et 63,80% en 2021). La ventilation des dépenses par secteur reste proche de celle constatée en 2022.

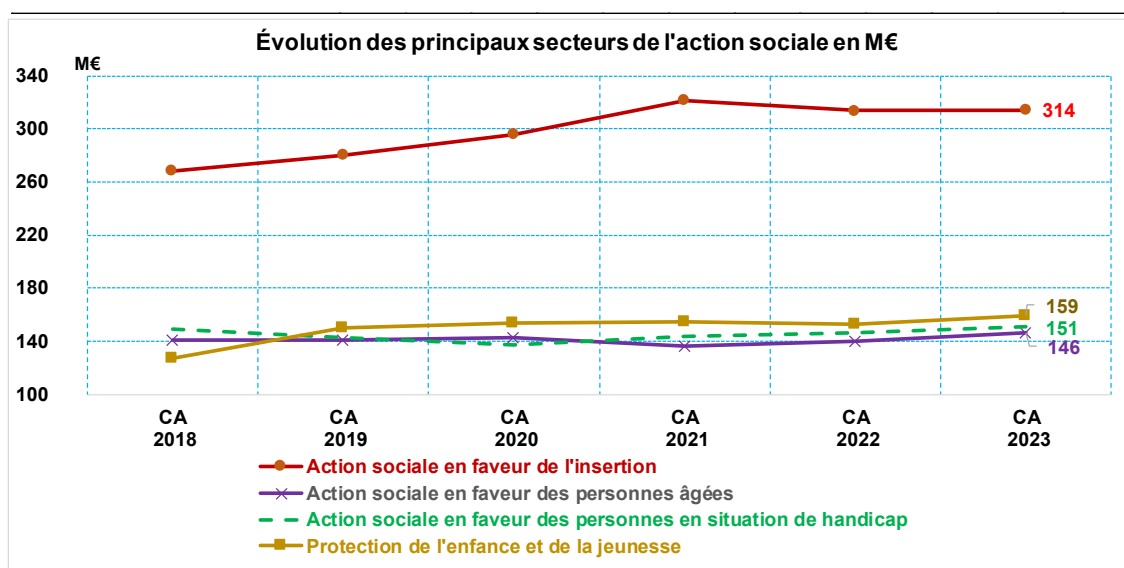
**Dépenses de fonctionnement par fonction au CA 2023  
(dépenses de personnel comprises)**



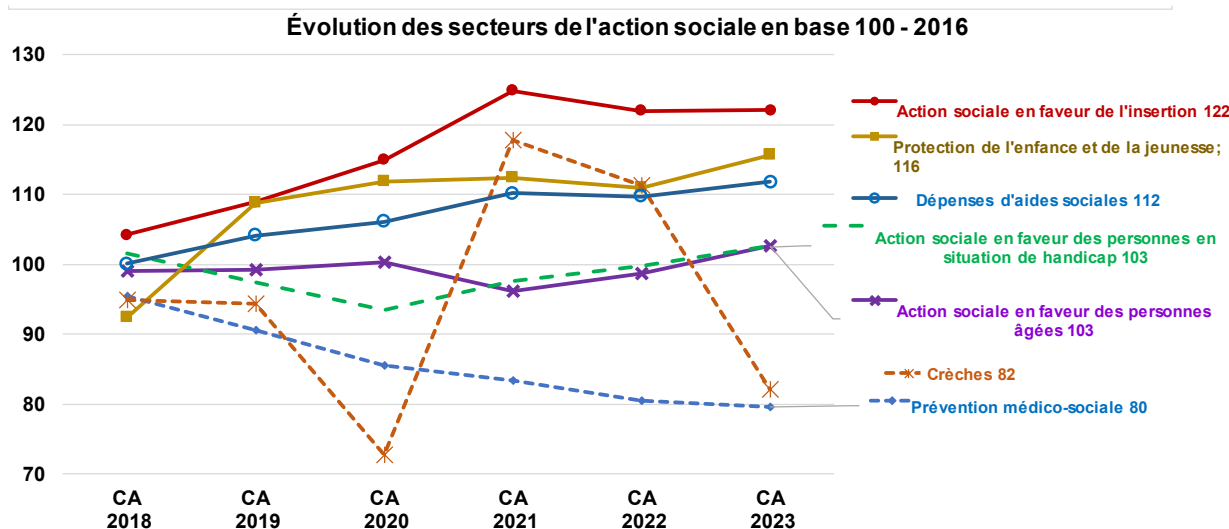
Comme chaque année depuis le transfert des compétences en matière sociale aux départements, l'action sociale, dépenses de personnel comprises, représente près de deux-tiers des dépenses de fonctionnement. Leur niveau affiche le montant le plus important jamais constaté avec +27,09 M€ par rapport à 2022.

Hors dépenses de personnel, cette forte hausse se chiffre à +14,61 M€ par rapport à 2022 et à +11,49 M€ comparativement au pic atteint en 2021.

Dépense d'Action sociale en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Action sociale en faveur de l'insertion	BP	260,49	275,13	292,09	305,51	304,57	314,53
	Total Inscrits	269,86	285,46	296,62	323,53	316,31	316,23
	CA	268,35	280,41	295,78	321,35	313,81	314,10
	% évolution	1,8%	4,5%	5,5%	8,6%	-2,3%	0,1%
	% exécution	103,0%	101,9%	101,3%	105,2%	103,0%	99,9%
Action sociale en faveur des personnes âgées	BP	144,92	143,42	142,57	140,52	144,52	142,88
	Total Inscrits	144,22	143,32	146,27	139,04	142,73	147,63
	CA	140,98	141,19	142,60	136,74	140,41	145,96
	% évolution	2,2%	0,2%	1,0%	-4,1%	2,7%	3,9%
	% exécution	97,3%	98,4%	100,0%	97,3%	97,2%	102,2%
Action sociale en faveur des personnes en situation de handicap	BP	149,29	143,77	140,81	131,96	143,47	144,20
	Total Inscrits	150,14	144,04	139,52	143,58	147,30	150,82
	CA	148,93	142,87	137,19	143,24	146,55	150,56
	% évolution	1,2%	-4,1%	-4,0%	4,4%	2,3%	2,7%
	% exécution	99,8%	99,4%	97,4%	108,5%	102,1%	104,4%
Protection de l'enfance et de la jeunesse	BP	131,41	146,94	150,46	148,83	151,96	156,56
	Total Inscrits	130,70	151,60	155,89	157,22	155,20	164,08
	CA	127,12	149,69	153,82	154,56	152,64	159,05
	% évolution	-3,0%	17,8%	2,8%	0,5%	-1,2%	4,2%
	% exécution	96,7%	101,9%	102,2%	103,9%	100,4%	101,6%
Prévention médico-sociale	BP	10,49	10,31	9,77	9,37	8,98	8,82
	Total Inscrits	10,40	10,04	9,67	9,41	9,16	8,89
	CA	9,80	9,30	8,79	8,57	8,26	8,17
	% évolution	0,2%	-5,0%	-5,5%	-2,5%	-3,6%	-1,1%
	% exécution	93,3%	90,2%	90,0%	91,5%	92,0%	92,7%
Crèches	BP	5,57	5,51	5,62	5,62	5,87	5,43
	Total Ins.	5,48	5,67	4,77	6,50	6,30	6,00
	CA	5,06	5,03	3,88	6,27	5,93	4,37
	% évol.	-10,6%	-0,6%	-22,9%	61,8%	-5,4%	-26,3%
	% exéc.	90,8%	91,1%	68,9%	111,5%	101,1%	80,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>702,17</b>	<b>725,08</b>	<b>741,32</b>	<b>741,82</b>	<b>759,38</b>	<b>772,42</b>
Total Inscrits des dépenses		710,81	740,12	752,74	779,27	777,01	793,65
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>700,23</b>	<b>728,50</b>	<b>742,06</b>	<b>770,73</b>	<b>767,61</b>	<b>782,22</b>
% évolution des dépenses		0,7%	4,0%	1,9%	3,9%	-0,4%	1,9%
% exécution des dépenses		99,7%	100,5%	100,1%	103,9%	101,1%	101,3%







### - L'insertion

Premier poste parmi les dépenses d'action sociale, l'insertion a représenté un volume de 314,10 M€ en 2023 (hors dépenses de personnel), en hausse de 0,1% et de 0,29 M€ par rapport à 2022.

- Allocation RSA (+ 0,4% pour le RSA socle, avec un montant de 267,77 M€, auxquels s'ajoutent 31,87 M€ au titre du RSA majoré soit un total de 299,64 M€). La hausse globale du coût de cette allocation correspond aux facteurs d'évolution suivants :
  - ✓ Le Département connaît depuis 2021 une trajectoire de diminution du nombre d'allocataires du RSA. Après avoir atteint un pic à 47 084 en décembre 2020, le nombre d'allocataires a diminué à 44 016 en décembre 2022 et atteint 43 678 fin 2023. Le niveau d'avant la crise sanitaire n'a pas été encore retrouvé.
    - 37 502 en 2016
    - 37 349 en 2017 (- 0,41%)
    - 40 882 en 2018 (+ 9,46%)
    - 41 473 en 2019 (+ 1,45%)
    - 46 590 en 2020 (+ 12,30%)
    - 44 212 en 2021 (- 5,10%)
    - 44 026 en 2022 (- 0,42%)
    - 43 678 en 2023 (-0,79%).

Cette baisse continue du nombre d'allocataires résulte du double effet d'une conjoncture économique plus favorable et de politiques départementales volontaristes en matière de retour à l'emploi.

- ✓ Toutefois le montant de l'allocation continue de croître en raison de la revalorisation sur la base de l'inflation du montant forfaitaire de RSA, soit au 1<sup>er</sup> avril 2023 + 1,6% qui a fait suite à une hausse exceptionnelle de + 4% en août 2022.
- Allocations et secours d'urgence
 

Avec l'objectif de simplifier le parcours des usagers et d'améliorer le pilotage et la cohérence des aides départementales, a été mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2018 le fonds unique de solidarité (FUS) qui délivre des aides financières destinées aux personnes résidant dans le Val-de-Marne et disposant de faibles ressources. En 2023, les dépenses réalisées dans ce cadre s'élèvent à 5,7 M€ soit une diminution de - 12,4% par rapport à 2022. Cette baisse s'explique en partie par le désengagement anticipé de certains CCAS, avant même la fin des conventions au 31 décembre 2023.

- Autres dépenses d'insertion sociale et professionnelle

Les autres dépenses en faveur de l'insertion diminuent de 29,2% entre 2022 et 2023. Cette diminution est en partie liée à la baisse de mobilisation de l'aide énergie.

Insertion en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Allocations RSA</b>	<b>BP</b>	<b>238,60</b>	<b>254,26</b>	<b>270,86</b>	<b>284,41</b>	<b>284,48</b>	<b>296,30</b>
	<i>Total Inscrits</i>	251,16	264,26	277,56	304,55	297,80	299,64
	<b>CA</b>	<b>251,16</b>	<b>262,20</b>	<b>277,56</b>	<b>304,55</b>	<b>297,80</b>	<b>299,64</b>
	<b>% évolution</b>	<b>2,3%</b>	<b>4,4%</b>	<b>5,9%</b>	<b>9,7%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>0,6%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>105,3%</b>	<b>103,1%</b>	<b>102,5%</b>	<b>107,1%</b>	<b>104,7%</b>	<b>101,1%</b>
<b>Insertion professionnelle au titre du RSA</b>	<b>BP</b>	<b>3,53</b>	<b>3,69</b>	<b>3,69</b>	<b>4,18</b>	<b>4,48</b>	<b>4,43</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,84	3,74	2,91	2,92	4,14	3,36
	<b>CA</b>	<b>2,84</b>	<b>2,94</b>	<b>2,91</b>	<b>2,92</b>	<b>3,74</b>	<b>3,36</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-14,7%</b>	<b>3,4%</b>	<b>-1,2%</b>	<b>0,6%</b>	<b>28,0%</b>	<b>-10,2%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>80,5%</b>	<b>79,7%</b>	<b>78,7%</b>	<b>70,0%</b>	<b>83,6%</b>	<b>75,9%</b>
<b>Autres actions au titre du RSA</b>	<b>BP</b>	<b>7,11</b>	<b>5,98</b>	<b>5,88</b>	<b>5,59</b>	<b>5,48</b>	<b>5,36</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,94	5,93	5,20	5,04	5,24	5,04
	<b>CA</b>	<b>4,91</b>	<b>4,54</b>	<b>5,20</b>	<b>5,01</b>	<b>4,52</b>	<b>4,89</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-7,6%</b>	<b>14,6%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-9,7%</b>	<b>8,2%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>69,0%</b>	<b>75,9%</b>	<b>88,5%</b>	<b>89,7%</b>	<b>82,6%</b>	<b>91,3%</b>
<b>Autres actions en faveur de l'insertion</b>	<b>BP</b>	<b>9,86</b>	<b>9,82</b>	<b>10,26</b>	<b>9,92</b>	<b>8,66</b>	<b>6,75</b>
	<i>Total Inscrits</i>	8,84	9,48	8,90	8,95	6,96	5,95
	<b>CA</b>	<b>7,41</b>	<b>8,73</b>	<b>8,07</b>	<b>6,83</b>	<b>5,64</b>	<b>3,99</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-1,8%</b>	<b>17,7%</b>	<b>-7,5%</b>	<b>-15,4%</b>	<b>-17,5%</b>	<b>-29,2%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>75,2%</b>	<b>88,9%</b>	<b>78,7%</b>	<b>68,9%</b>	<b>65,1%</b>	<b>59,1%</b>
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>260,49</b>	<b>275,13</b>	<b>292,09</b>	<b>305,51</b>	<b>304,57</b>	<b>314,53</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		269,86	285,46	296,62	323,53	316,31	316,23
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>268,35</b>	<b>280,41</b>	<b>295,78</b>	<b>321,35</b>	<b>313,81</b>	<b>314,10</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>1,8%</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,5%</b>	<b>8,6%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>0,1%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>103,0%</b>	<b>101,9%</b>	<b>101,3%</b>	<b>105,2%</b>	<b>103,0%</b>	<b>99,9%</b>

- **Les personnes âgées**

Les dépenses en faveur des personnes âgées ont représenté un volume de 145,96 M€ en 2023, en hausse de 3,9%.

- Les dépenses d'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APAD) sont en légère hausse avec + 0,2% et un montant de 57,44 M€. Le nombre de bénéficiaires disposant de droits ouverts s'élève à 16 827 en 2023 contre 15 933 en 2022. Le nombre de bénéficiaires payés en 2023 s'élève à 11 916 au titre du paiement à la personne et du paiement aux prestataires, sachant qu'un bénéficiaire peut être pris en charge dans les deux dispositifs. En effet, un bénéficiaire peut à la fois percevoir une aide au titre du paiement à la personne (aide psychologique par exemple) et une aide au titre du paiement de prestations d'un service à domicile (entretien du logement par exemple).
- Les dépenses d'allocation personnalisée d'autonomie en établissement (APAE) s'élèvent à 32,09 M€ et augmentent de 0,5% pour un nombre de bénéficiaires disposant de droits ouverts de 7 069 au 31 décembre 2023, contre 7 145 au 31 décembre 2022. La dépense 2022 s'est élevée à 31,92 M€.
- Les frais de séjour des personnes âgées demeurent stables et la dépense s'établit à un montant de 23,02 M€, du fait d'une baisse du nombre de bénéficiaires payés en unités de soins longue durée (USLD). Le nombre de bénéficiaires payés s'élève à 1 433 en 2023 contre 1 422 en 2022.

- Par ailleurs, les dépenses relatives au forfait de la carte améthyste s'élèvent à 23,0 M€ au titre de l'année 2023 contre 22,2 M€ en 2022. Le montant de ces dépenses enregistre une hausse de 3,6% et de 0,78 M€ par rapport à 2022, qui s'explique par l'augmentation du nombre de bénéficiaires, avec 48 696 au titre de l'année 2023 contre 47 020 en 2022.

Afin de maintenir une aide spécifique à destination des retraités imposables val-de-marnais, le Département a décidé de mettre en place une aide de 60 € en faveur des titulaires du Navigo sénior proposé par la Région, sous réserve de son utilisation pendant une période de six mois minima. Cette allocation a bénéficié en 2023 à 1 116 usagers pour un budget de 66 960 €. Il est important de souligner que l'année 2023 est marquée par une hausse du nombre de bénéficiaires (+ 38,46% par rapport à 2022), probablement en raison du contexte inflationniste.

Personnes âgées en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
APA à domicile	BP	49,84	49,52	50,23	50,80	56,76	56,10
	Total Inscrits	49,85	50,01	50,94	51,93	57,36	57,44
	CA	49,47	49,79	50,93	51,27	57,32	57,44
	% évolution	-1,8%	0,7%	2,3%	0,7%	11,8%	0,2%
	% exécution	99,3%	100,5%	101,4%	100,9%	101,0%	102,4%
APA en établissement	BP	35,09	35,77	34,50	34,56	33,53	32,06
	Total Inscrits	35,67	35,28	34,02	33,37	32,00	32,20
	CA	35,66	34,52	33,32	33,37	31,92	32,09
	% évolution	2,2%	-3,2%	-3,5%	0,2%	-4,3%	0,5%
	% exécution	101,6%	96,5%	96,6%	96,6%	95,2%	100,1%
Frais de séjour en établissements pour personnes âgées	BP	25,42	25,25	25,04	25,09	25,43	22,02
	Total Inscrits	25,18	24,99	26,57	25,32	23,78	23,02
	CA	25,11	24,88	26,57	25,32	23,03	23,02
	% évolution	-2,8%	-0,9%	6,8%	-4,7%	-9,0%	-0,0%
	% exécution	98,7%	98,5%	106,1%	100,9%	90,5%	104,5%
Mobilité des personnes âgées (carte s améthyste, allocations taxi)	BP	26,66	26,65	25,77	23,92	22,30	22,13
	Total Inscrits	26,65	26,83	25,77	22,73	22,80	23,13
	CA	24,90	26,82	23,68	21,73	22,31	23,12
	% évolution	15,0%	7,7%	-11,7%	-8,2%	2,7%	3,6%
	% exécution	93,4%	100,6%	91,9%	90,8%	100,1%	104,5%
Autres actions en faveur des personnes âgées	BP	7,92	6,24	7,03	6,15	6,50	10,57
	Total Inscrits	6,88	6,21	8,97	5,69	6,79	11,84
	CA	5,84	5,18	8,10	5,06	5,83	10,29
	% évolution	12,0%	-11,3%	56,3%	-37,5%	15,1%	76,6%
	% exécution	73,8%	83,1%	115,3%	82,3%	89,7%	97,4%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>144,92</b>	<b>143,42</b>	<b>142,57</b>	<b>140,52</b>	<b>144,52</b>	<b>142,88</b>
Total Inscrits des dépenses		144,22	143,32	146,27	139,04	142,73	147,63
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>140,98</b>	<b>141,19</b>	<b>142,60</b>	<b>136,74</b>	<b>140,41</b>	<b>145,96</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>2,2%</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,9%</b>
% exécution des dépenses		97,3%	98,4%	100,0%	97,3%	97,2%	102,2%

- **Les personnes en situation de handicap**

Les dépenses en faveur des personnes en situation de handicap ont représenté en 2023 un volume de 150,56 M€, hors dépenses de personnel, en progression de 2,7%.

- L'hébergement des personnes en situation de handicap constitue toujours le premier poste de dépenses dans le champ de l'autonomie, avec 87,0 M€ en 2023. Au cours de l'exercice 2023, le niveau de ces dépenses a baissé de - 2,1% et de - 1,85 M€ par rapport à 2022. Cette évolution conjugue une augmentation des coûts moyens payés dans les établissements et la réception tardive de certaines factures.
- L'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) connaît une hausse de 3,2% et de 0,33 M€ par rapport à 2022, après cinq années de baisses consécutives en lien avec l'extinction progressive de ce dispositif suite à la création de la prestation de compensation du handicap (PCH). Au 31 décembre 2023, 1 339 bénéficiaires disposaient de droits ouverts contre 1 532 en 2022. Cette hausse résulte d'une augmentation du coût moyen de cette prestation qui s'élève à 626,77 € en 2023 contre 580,40 € en 2022. Cette allocation recouvre encore une dépense de 10,47 M€.
- Les dépenses afférentes à la PCH augmentent de 9,2% en 2023 pour s'établir à 38,14 M€ contre 34,94 M€ en 2022. Le montant moyen du plan de compensation est passé de 946 € en 2022 à 974 € mensuels en 2023. Il est à noter qu'au 31 décembre 2023, le nombre de personnes ayant au moins un droit ouvert à la MDPH a été porté à 119 000 contre 111 000 en 2022, soit 7 000 bénéficiaires de plus, ce qui constitue un marqueur de l'activité toujours croissante de cette entité.
- Le nombre d'abonnés bénéficiant du service de transport adapté à la demande, Filival, s'élève à 1 984 usagers val-de-marnais.

Personnes en situation de handicap en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Prestation de compensation du handicap (PCH)</b>	<b>BP</b>	<b>28,29</b>	<b>28,57</b>	<b>28,18</b>	<b>28,33</b>	<b>33,71</b>	<b>34,93</b>
	<i>Total Inscrits</i>	28,18	28,35	28,22	30,36	35,13	38,14
	<b>CA</b>	<b>27,13</b>	<b>27,91</b>	<b>28,21</b>	<b>30,36</b>	<b>34,94</b>	<b>38,14</b>
	<b>% évolution</b>	<b>3,4%</b>	<b>2,9%</b>	<b>1,1%</b>	<b>7,6%</b>	<b>15,1%</b>	<b>9,2%</b>
	<b>% exécution</b>	95,9%	97,7%	100,1%	107,2%	103,6%	109,2%
<b>Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)</b>	<b>BP</b>	<b>11,57</b>	<b>10,82</b>	<b>10,10</b>	<b>9,80</b>	<b>9,64</b>	<b>9,77</b>
	<i>Total Inscrits</i>	11,93	11,32	10,59	10,56	10,19	10,52
	<b>CA</b>	<b>11,88</b>	<b>11,30</b>	<b>10,58</b>	<b>10,53</b>	<b>10,14</b>	<b>10,47</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>3,2%</b>
	<b>% exécution</b>	102,7%	104,5%	104,7%	107,4%	105,2%	107,1%
<b>Frais d'hébergement des personnes handicapées</b>	<b>BP</b>	<b>91,16</b>	<b>91,01</b>	<b>89,14</b>	<b>80,77</b>	<b>86,02</b>	<b>85,29</b>
	<i>Total Inscrits</i>	92,60	91,25	88,03	87,71	88,87	87,03
	<b>CA</b>	<b>92,60</b>	<b>91,21</b>	<b>86,53</b>	<b>87,62</b>	<b>88,85</b>	<b>87,00</b>
	<b>% évolution</b>	<b>2,0%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,4%</b>	<b>-2,1%</b>
	<b>% exécution</b>	101,6%	100,2%	97,1%	108,5%	103,3%	102,0%
<b>Développement de l'offre de l'aide à domicile</b>	<b>BP</b>	<b>7,79</b>	<b>7,43</b>	<b>7,22</b>	<b>7,33</b>	<b>7,50</b>	<b>7,15</b>
	<i>Total Inscrits</i>	9,11	9,04	8,76	9,40	8,60	10,33
	<b>CA</b>	<b>9,11</b>	<b>8,67</b>	<b>8,76</b>	<b>9,40</b>	<b>8,69</b>	<b>10,33</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-6,9%</b>	<b>-4,8%</b>	<b>1,0%</b>	<b>7,4%</b>	<b>-7,6%</b>	<b>19,0%</b>
	<b>% exécution</b>	116,9%	116,8%	121,2%	128,3%	115,9%	144,4%
<b>Aide à l'autonomie et aux déplacements</b>	<b>BP</b>	<b>0,16</b>	<b>0,39</b>	<b>0,29</b>	<b>0,29</b>	<b>0,29</b>	<b>1,36</b>
	<i>Total Inscrits</i>	3,36	3,66	3,01	3,58	4,19	4,20
	<b>CA</b>	<b>3,36</b>	<b>3,43</b>	<b>2,30</b>	<b>3,40</b>	<b>3,72</b>	<b>4,11</b>
	<b>% évolution</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,1%</b>	<b>-32,8%</b>	<b>47,4%</b>	<b>9,5%</b>	<b>10,5%</b>
	<b>% exécution</b>	2 104,0%	880,1%	795,6%	1 172,7%	1 274,9%	301,9%
<b>Maison départementale des personnes handicapées</b>	<b>BP</b>	<b>4,63</b>	<b>0,11</b>	<b>0,11</b>	<b>0,06</b>	<b>0,08</b>	<b>0,08</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,66	0,11	0,11	0,06	0,08	0,34
	<b>CA</b>	<b>4,66</b>	<b>0,11</b>	<b>0,11</b>	<b>0,06</b>	<b>0,08</b>	<b>0,34</b>
	<b>% évolution</b>	<b>8,8%</b>	<b>-97,6%</b>	-	<b>-50,0%</b>	<b>45,5%</b>	<b>318,9%</b>
	<b>% exécution</b>	100,6%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	418,9%
<b>Autres actions</b>	<b>BP</b>	<b>5,69</b>	<b>5,45</b>	<b>5,77</b>	<b>5,39</b>	<b>6,23</b>	<b>5,61</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,31	0,31	0,80	1,90	0,24	0,26
	<b>CA</b>	<b>0,20</b>	<b>0,23</b>	<b>0,71</b>	<b>1,88</b>	<b>0,13</b>	<b>0,17</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-7,3%</b>	<b>17,0%</b>	<b>205,7%</b>	<b>165,9%</b>	<b>-93,0%</b>	<b>27,9%</b>
	<b>% exécution</b>	3,5%	4,2%	12,2%	34,8%	2,1%	3,0%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>149,29</b>	<b>143,77</b>	<b>140,81</b>	<b>131,96</b>	<b>143,47</b>	<b>144,20</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		150,14	144,04	139,52	143,58	147,30	150,82
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>148,93</b>	<b>142,87</b>	<b>137,19</b>	<b>143,24</b>	<b>146,55</b>	<b>150,56</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>1,2%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-4,0%</b>	<b>4,4%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,7%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		99,8%	99,4%	97,4%	108,5%	102,1%	104,4%

- **La protection de l'enfance et de la jeunesse**

Les dépenses en faveur de l'aide sociale à l'enfance ont représenté en 2023 un volume de 159,05 M€ hors dépenses de personnel, et connaissent par rapport à l'exercice 2022 une hausse de 4,2%, a contrario de la baisse de - 1,2% constatée au cours de l'exercice précédent. Elles intègrent la participation de 22,09 M€ du budget général au budget annexe des foyers de l'enfance (BAFE), en hausse de 5,3% par rapport à 2022.

L'augmentation générale des dépenses de protection de l'enfance et de la jeunesse résulte de l'évolution contrastée des principaux postes budgétaires suivants :

- Les dépenses relatives à l'hébergement et à l'accueil familial d'un montant de 107,28 M€ progressent de +2,3% et de +2,41 M€ par rapport à 2022. Cette augmentation intègre :
  - ✓ les maisons d'enfants à caractère social (MECS et MECS-MIE) pour un montant de 59,17 M€ (+8% et + 4,18 M€) accueillant 833 jeunes au 31 décembre 2023.
  - ✓ l'accueil familial départemental d'un montant de 26,27 M€ (+11% et + 2,69 M€) accueillant 605 jeunes au 31 décembre 2023.
- Les dépenses d'aide à la famille d'un montant de 8,77 M€ baissent de -7,8% et de - 0,74 M€. Cette diminution correspond pour partie à l'arrêt de l'élargissement ponctuel des critères appliqués dans le cadre du FUS lors de la pandémie pour soutenir les Val-de-Marnais les plus en difficultés sur le volet économique.
- Les dépenses en faveur des actions éducatives et de prévention (10,26 M€) sont en baisse de - 2,9% et de - 0,30 M€ par rapport à 2022.
- Les autres dépenses relatives aux actions de protection de l'enfance et de la jeunesse sont en hausse de 58,4% et 3,93 M€ par rapport à 2022 en raison de l'augmentation des effectifs confiés à l'aide sociale à l'enfance et de l'accueil d'enfants nécessitant un accompagnement éducatif spécialisé.

L'exercice 2023 aura en particulier enregistré une hausse de 17% du nombre d'admissions de nouveaux mineurs non accompagnés, avec 443 MNA confiés en 2023 contre 377 en 2022.

Protection de l'enfance et de la jeunesse en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Frais de séjour en établissements, en accueil familial et autres lieux</b>	<b>BP</b>	<b>86,47</b>	<b>84,57</b>	<b>88,56</b>	<b>84,83</b>	<b>91,12</b>	<b>94,21</b>
	<i>Total Inscrits</i>	96,53	101,37	106,35	107,92	106,41	109,92
	<b>CA</b>	<b>94,36</b>	<b>101,37</b>	<b>106,18</b>	<b>107,00</b>	<b>104,87</b>	<b>107,28</b>
	<b>% évolution</b>	<b>4,4%</b>	<b>7,4%</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,8%</b>	<b>-2,0%</b>	<b>2,3%</b>
	<b>% exécution</b>	109,1%	119,9%	119,9%	126,1%	115,1%	113,9%
<b>Aides à la famille et à l'enfance</b>	<b>BP</b>	<b>10,33</b>	<b>10,04</b>	<b>8,80</b>	<b>8,82</b>	<b>7,33</b>	<b>8,24</b>
	<i>Total Inscrits</i>	10,27	10,10	10,39	10,91	9,61	9,19
	<b>CA</b>	<b>9,83</b>	<b>10,25</b>	<b>10,37</b>	<b>10,81</b>	<b>9,52</b>	<b>8,77</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-8,0%</b>	<b>4,3%</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>-12,0%</b>	<b>-7,8%</b>
	<b>% exécution</b>	95,2%	102,1%	117,8%	122,6%	129,9%	106,4%
<b>Actions éducatives et de prévention</b>	<b>BP</b>	<b>0,41</b>	<b>0,47</b>	<b>0,55</b>	<b>0,60</b>	<b>0,47</b>	<b>0,51</b>
	<i>Total Inscrits</i>	11,29	10,77	11,18	10,45	10,56	10,31
	<b>CA</b>	<b>11,27</b>	<b>10,77</b>	<b>11,18</b>	<b>10,45</b>	<b>10,56</b>	<b>10,26</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-32,8%</b>	<b>-4,5%</b>	<b>3,8%</b>	<b>-6,5%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-2,9%</b>
	<b>% exécution</b>	2 748,8%	2 290,8%	2 032,2%	1 742,2%	2 261,4%	2 010,9%
<b>Budget annexe des foyers de l'enfance - participation d'équilibre</b>	<b>BP</b>	-	<b>19,97</b>	<b>20,07</b>	<b>21,55</b>	<b>22,29</b>	<b>22,34</b>
	<i>Total Inscrits</i>	-	20,15	20,91	21,84	21,44	23,48
	<b>CA</b>	-	<b>19,00</b>	<b>20,05</b>	<b>20,57</b>	<b>20,97</b>	<b>22,09</b>
	<b>% évolution</b>	-	-	<b>5,5%</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,9%</b>	<b>5,3%</b>
	<b>% exécution</b>	-	95,2%	99,9%	95,5%	94,1%	98,8%
<b>Autres actions de protection de l'enfance et de la jeunesse</b>	<b>BP</b>	<b>34,21</b>	<b>31,89</b>	<b>32,47</b>	<b>33,03</b>	<b>30,76</b>	<b>31,25</b>
	<i>Total Inscrits</i>	12,61	9,21	7,07	6,09	7,18	11,18
	<b>CA</b>	<b>11,66</b>	<b>8,31</b>	<b>6,04</b>	<b>5,72</b>	<b>6,73</b>	<b>10,66</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-12,3%</b>	<b>-28,8%</b>	<b>-27,3%</b>	<b>-5,2%</b>	<b>17,6%</b>	<b>58,4%</b>
	<b>% exécution</b>	34,1%	26,0%	18,6%	17,3%	21,9%	34,1%
<b>Total BP des dépenses</b>	<b>131,41</b>	<b>146,94</b>	<b>150,46</b>	<b>148,83</b>	<b>151,96</b>	<b>156,56</b>	
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	130,70	151,60	155,89	157,22	155,20	164,08	
<b>Total CA des dépenses</b>	<b>127,12</b>	<b>149,69</b>	<b>153,82</b>	<b>154,56</b>	<b>152,64</b>	<b>159,05</b>	
<b>% évolution des dépenses</b>	<b>-3,0%</b>	<b>17,8%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-1,2%</b>	<b>4,2%</b>	
<b>% exécution des dépenses</b>	96,7%	101,9%	102,2%	103,9%	100,4%	101,6%	

- **La prévention médico-sociale**

Les dépenses en faveur de la protection maternelle et infantile, ainsi que de la prévention santé ont représenté en 2023 un volume de 8,17 M€ hors dépenses de personnel, en baisse de -1,1%.

Le financement des centres de protection maternelle et infantile - centres de santé sexuelle, qui recouvre les consultations pédiatriques pour les enfants âgés de 0 à 6 ans, les consultations de gynécologie et le suivi de grossesse, réalisés dans les centres de PMI départementaux et conventionnés, est en diminution de -1% par rapport à 2022. Cette diminution s'explique par la poursuite du transfert progressif des missions de PMI assurées par les équipes de la Caisse primaire d'assurance maladie du Val-de-Marne au Conseil départemental, avec une baisse des financements destinés aux centres conventionnés et une augmentation des dépenses directes de personnel. Elle résulte également d'une baisse de l'achat de vaccins et des prestations d'interprétariat mieux maîtrisées. Cette évolution recouvre également un transfert de crédits relatifs aux subventions aux associations intervenant dans le champ de la prévention et la santé vers la direction en charge des actions en faveur de la santé.

Prévention médico-sociale en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>PMI et planification familiale</b>	<b>BP</b>	<b>10,05</b>	<b>9,80</b>	<b>9,34</b>	<b>8,94</b>	<b>8,59</b>	<b>8,42</b>
	<i>Total Inscrits</i>	9,91	9,57	9,24	9,01	8,78	8,49
	<b>CA</b>	<b>9,37</b>	<b>8,90</b>	<b>8,46</b>	<b>8,28</b>	<b>7,93</b>	<b>7,85</b>
	<b>% évolution</b>	<b>0,1%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-1,0%</b>
	<b>% exécution</b>	93,2%	90,8%	90,6%	92,6%	92,3%	93,2%
<b>Prévention et éducation pour la santé</b>	<b>BP</b>	<b>0,44</b>	<b>0,51</b>	<b>0,43</b>	<b>0,43</b>	<b>0,39</b>	<b>0,40</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,50	0,47	0,43	0,40	0,38	0,40
	<b>CA</b>	<b>0,43</b>	<b>0,40</b>	<b>0,33</b>	<b>0,29</b>	<b>0,33</b>	<b>0,32</b>
	<b>% évolution</b>	<b>3,1%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-18,6%</b>	<b>-12,7%</b>	<b>16,2%</b>	<b>-3,7%</b>
	<b>% exécution</b>	96,0%	79,3%	76,5%	67,2%	85,8%	80,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>10,49</b>	<b>10,31</b>	<b>9,77</b>	<b>9,37</b>	<b>8,98</b>	<b>8,82</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		10,40	10,04	9,67	9,41	9,16	8,89
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>9,80</b>	<b>9,30</b>	<b>8,79</b>	<b>8,57</b>	<b>8,26</b>	<b>8,17</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>0,2%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-1,1%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		93,3%	90,2%	90,0%	91,5%	92,0%	92,7%

- **Les crèches**

En 2023, les dépenses directes en faveur des crèches se sont élevées à 4,37 M€ (hors dépenses de personnel), en baisse par rapport à 2022 avec -26,3% et -1,56 M€ ce qui reflète l'effort réalisé pour contenir les dépenses.

- Les dépenses d'alimentation sont en baisse (-48,6%), soit -0,67 M€ en raison du passage en liaison froide (livraison de repas par l'unité centrale de production Eugénie Brazier).
- Les dépenses relatives aux prestations d'intérim sont en baisse par rapport à l'année précédente et atteignent 0,95 M€. La mise en place d'une méthode de rationalisation et de répartition des missions d'intérim par territoire a permis d'affecter les missions disponibles aux absences prioritaires et ainsi de contenir le niveau du recours à ces prestations.

Crèches en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Alimentation</b>	<b>BP</b>	<b>1,56</b>	<b>1,40</b>	<b>1,27</b>	<b>1,23</b>	<b>1,53</b>	<b>1,20</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,36	1,26	0,92	1,21	1,60	1,35
	<b>CA</b>	<b>1,33</b>	<b>1,19</b>	<b>0,79</b>	<b>1,19</b>	<b>1,37</b>	<b>0,70</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-8,7%</b>	<b>-10,4%</b>	<b>-33,8%</b>	<b>50,5%</b>	<b>15,5%</b>	<b>-48,6%</b>
	<b>% exécution</b>	85,4%	85,3%	62,1%	96,6%	89,5%	58,7%
<b>Autres achats de fournitures</b>	<b>BP</b>	<b>0,98</b>	<b>0,99</b>	<b>0,92</b>	<b>0,89</b>	<b>0,82</b>	<b>0,81</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,99	0,98	0,71	0,85	0,76	0,85
	<b>CA</b>	<b>0,83</b>	<b>0,82</b>	<b>0,63</b>	<b>0,81</b>	<b>0,72</b>	<b>0,74</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-22,9%</b>	<b>27,8%</b>	<b>-10,1%</b>	<b>2,6%</b>
	<b>% exécution</b>	84,5%	82,8%	68,6%	90,9%	88,5%	92,3%
<b>Prestations d'interimaires</b>	<b>BP</b>	<b>0,96</b>	<b>1,00</b>	<b>1,28</b>	<b>1,24</b>	<b>1,20</b>	<b>1,34</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,09	1,40	0,94	1,40	1,63	1,58
	<b>CA</b>	<b>1,07</b>	<b>1,19</b>	<b>0,55</b>	<b>1,40</b>	<b>1,63</b>	<b>0,95</b>
	<b>% évolution</b>	<b>12,6%</b>	<b>11,3%</b>	<b>-53,7%</b>	<b>155,6%</b>	<b>15,8%</b>	<b>-41,7%</b>
	<b>% exécution</b>	111,0%	118,6%	42,7%	113,1%	135,4%	71,0%
<b>Entretien et réparations dans les bâtiments et entretien des terrains</b>	<b>BP</b>	<b>1,48</b>	<b>1,48</b>	<b>1,52</b>	<b>1,50</b>	<b>1,61</b>	<b>1,57</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,51	1,35	1,50	1,65	1,61	1,62
	<b>CA</b>	<b>1,43</b>	<b>1,29</b>	<b>1,38</b>	<b>1,53</b>	<b>1,54</b>	<b>1,46</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-12,5%</b>	<b>-9,2%</b>	<b>6,8%</b>	<b>10,6%</b>	<b>0,8%</b>	<b>-5,3%</b>
	<b>% exécution</b>	96,3%	87,5%	91,2%	101,6%	95,7%	92,7%
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	<b>0,59</b>	<b>0,65</b>	<b>0,64</b>	<b>0,77</b>	<b>0,71</b>	<b>0,52</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,54	0,67	0,71	1,38	0,71	0,60
	<b>CA</b>	<b>0,41</b>	<b>0,54</b>	<b>0,53</b>	<b>1,35</b>	<b>0,67</b>	<b>0,52</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-46,9%</b>	<b>31,0%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>155,8%</b>	<b>-50,2%</b>	<b>-22,9%</b>
	<b>% exécution</b>	68,9%	82,5%	82,8%	176,1%	95,0%	100,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>5,57</b>	<b>5,51</b>	<b>5,62</b>	<b>5,62</b>	<b>5,87</b>	<b>5,43</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		5,48	5,67	4,77	6,50	6,30	6,00
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>5,06</b>	<b>5,03</b>	<b>3,88</b>	<b>6,27</b>	<b>5,93</b>	<b>4,37</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-10,6%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-22,9%</b>	<b>61,8%</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-26,3%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		90,8%	91,1%	68,9%	111,5%	101,1%	80,5%

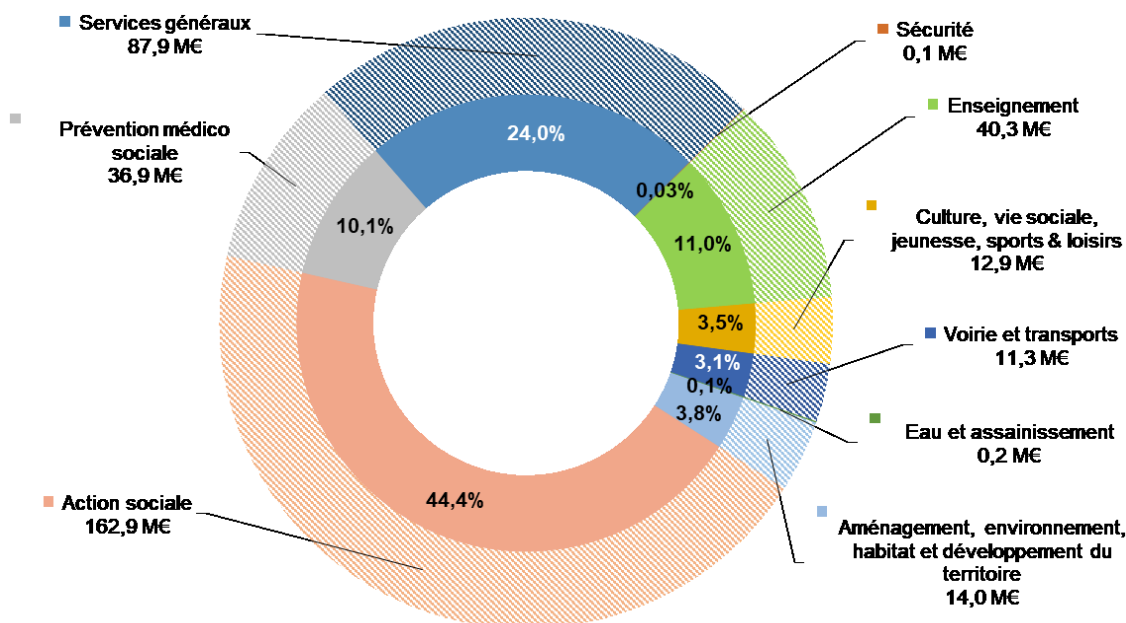
### 1.1.2. Des dépenses de personnel en augmentation soutenue

Les dépenses de personnel, hors frais de fonctionnement des groupes d'élus, s'élèvent à 378,07 M€ en 2023, en augmentation de 3,2% par rapport à 2022. Elles représentent 25,2% des dépenses totales de fonctionnement tout comme en 2022 et leur part relative demeure donc stable au regard des autres dépenses de fonctionnement.

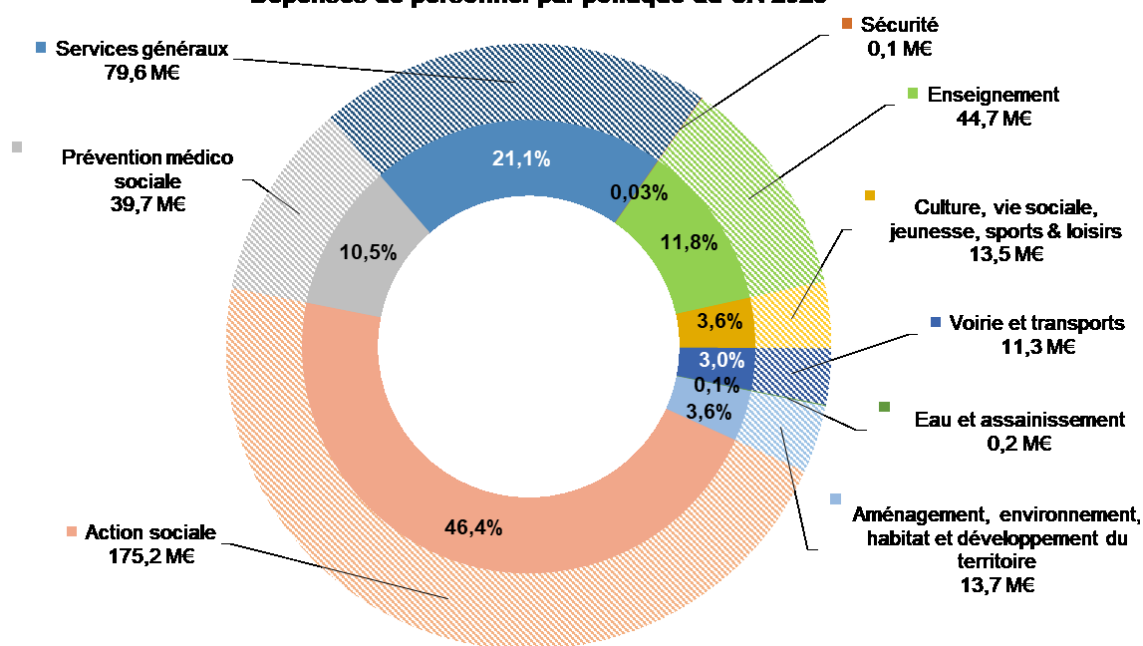
Reflétant le poids des dépenses d'action sociale et médico-sociale dans le budget départemental, les effectifs affectés à ces politiques publiques recouvrent le principal poste de dépenses de personnel avec 46,4%.



### Dépenses de personnel par politique au CA 2022



### Dépenses de personnel par politique au CA 2023



Comme indiqué précédemment, l'évolution des dépenses de personnel repose principalement sur la hausse du SMIC, l'augmentation de la valeur du point d'indice, la refonte des grilles de certains cadres d'emploi de catégories B et C, le glissement vieillissement technicité (GVT) et le versement de la prime de pouvoir d'achat. Le nombre d'emplois affectés au budget général au 31 décembre 2023 s'élevait à 7 215,5.

Dépenses de personnel en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Rémunérations du personnel titulaire	BP	225,29	214,71	214,63	212,47	213,34	210,92
	Total Inscrits	223,75	212,68	211,32	210,16	213,57	209,39
	CA	217,11	207,94	206,77	206,94	210,24	209,87
	% évolution	-1,1%	-4,2%	-0,6%	0,1%	1,6%	-0,2%
	% exécution	96,4%	96,8%	96,3%	97,4%	98,5%	99,5%
Rémunérations des assistants familiaux	BP	17,07	17,39	18,92	22,69	22,63	24,91
	Total Inscrits	17,07	18,02	21,12	21,40	23,60	26,81
	CA	16,57	17,81	21,06	21,40	23,60	26,28
	% évolution	4,3%	7,5%	18,2%	1,6%	10,3%	11,3%
	% exécution	97,1%	102,4%	111,3%	94,3%	104,3%	105,5%
Rémunérations du personnel non titulaire	BP	26,98	27,38	30,73	33,35	34,93	37,24
	Total Inscrits	28,11	28,28	30,89	32,05	34,81	41,91
	CA	29,71	29,72	32,71	33,94	36,03	42,06
	% évolution	9,9%	0,0%	10,1%	3,8%	6,2%	16,7%
	% exécution	110,1%	108,5%	106,4%	101,8%	103,2%	112,9%
Rémunérations du personnel rémunéré à la vacation	BP	0,25	0,25	0,26	0,26	0,26	0,26
	Total Inscrits	0,25	0,26	0,26	0,25	0,26	0,26
	CA	0,23	0,17	0,15	0,14	0,13	0,12
	% évolution	-17,0%	-23,6%	-11,5%	-11,1%	-5,8%	-9,3%
	% exécution	89,0%	67,9%	59,6%	53,0%	49,9%	45,3%
Emplois aidés	BP	1,08	0,09	0,04	0,04	0,04	0,04
	Total Inscrits	1,08	0,09	0,04	0,04	0,04	0,04
	CA	0,23	0,06	0,01	0,01	-	-
	% évolution	-76,3%	-75,5%	-80,2%	-47,2%	-	-
	% exécution	21,5%	64,1%	30,6%	16,1%	-	-
Rémunérations des apprentis	BP	1,00	1,11	1,11	1,11	1,13	1,11
	Total Inscrits	1,00	1,11	1,11	1,11	1,13	1,11
	CA	1,08	1,11	1,01	1,20	1,57	1,69
	% évolution	2,9%	2,9%	-8,9%	19,1%	30,1%	7,9%
	% exécution	107,8%	99,6%	90,7%	108,0%	139,2%	151,6%
Charges sociales	BP	90,55	84,90	84,60	87,22	88,21	94,55
	CA	87,00	84,02	84,12	84,36	85,81	88,71
	% évolution	-3,9%	-3,4%	0,1%	0,3%	1,7%	3,4%
	% exécution	96,1%	99,0%	99,4%	96,7%	97,3%	93,8%
	Impôts, taxes et versements sur rémunérations	BP	7,68	7,55	8,46	8,74	8,75
Total Inscrits		7,79	7,55	8,48	8,75	8,75	8,88
CA		7,79	8,04	8,08	8,74	9,05	9,34
% évolution		4,2%	3,2%	0,4%	8,2%	3,6%	3,2%
% exécution		101,5%	106,6%	95,5%	99,9%	103,5%	100,5%
Autre personnel extérieur	BP	0,43	0,44	0,06	0,06	0,06	0,06
	Total Inscrits	0,43	0,44	0,12	0,19	0,06	0,06
	CA	0,04	0,07	0,04	0,15	0,03	-
	% évolution	-81,3%	96,5%	-40,0%	248,7%	-79,7%	-
	% exécution	8,6%	16,5%	79,6%	277,4%	56,4%	-
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>370,34</b>	<b>353,82</b>	<b>358,81</b>	<b>365,94</b>	<b>369,33</b>	<b>378,39</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		<i>370,05</i>	<i>353,32</i>	<i>357,45</i>	<i>360,16</i>	<i>370,53</i>	<i>380,52</i>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>359,76</b>	<b>348,94</b>	<b>353,96</b>	<b>356,86</b>	<b>366,45</b>	<b>378,07</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-0,9%</b>	<b>-3,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,2%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>97,1%</b>	<b>98,6%</b>	<b>98,7%</b>	<b>97,5%</b>	<b>99,2%</b>	<b>99,9%</b>

### 1.1.3. D'autres dépenses de fonctionnement en forte hausse

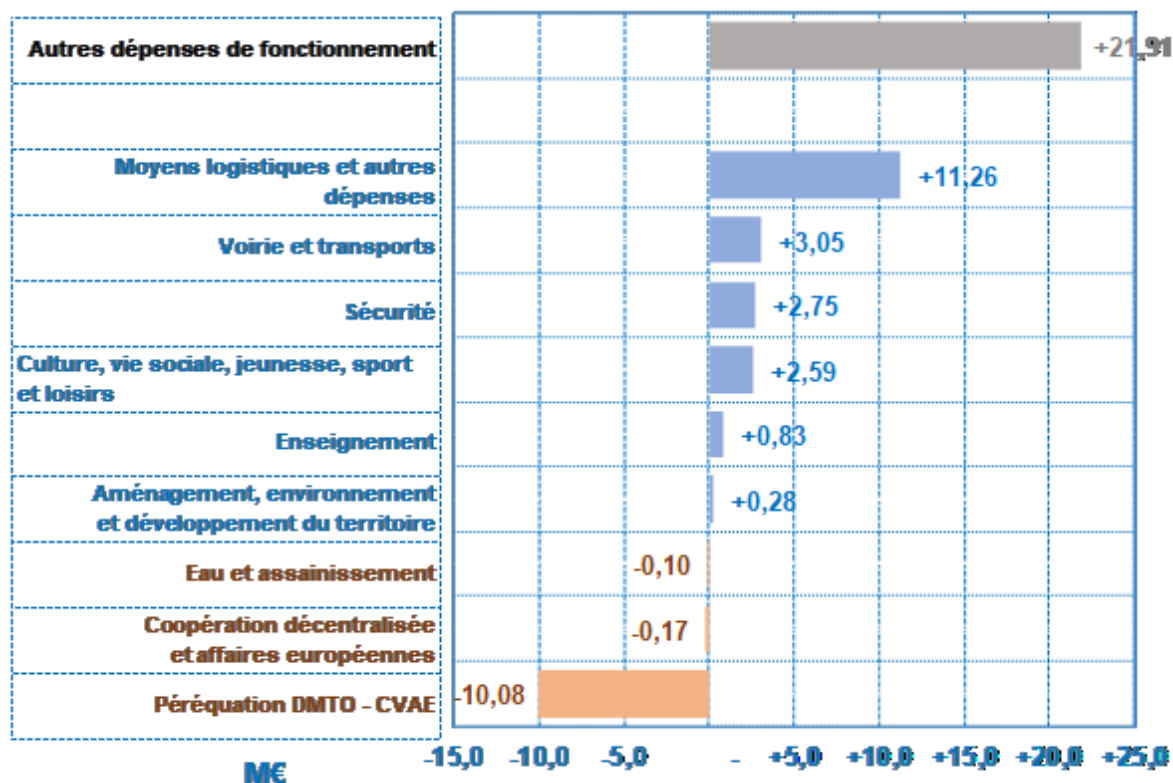
Les autres dépenses d'un montant de 339,86 M€ enregistrent globalement une hausse de 6,9% et de 21,91 M€ en 2023 par rapport à 2022, alors même que les dépenses de péréquation ont diminué de 10,08 M€. Une fois neutralisées les dépenses de péréquation, la hausse des autres dépenses de fonctionnement est par conséquent portée à près de 32 M€.

Elle se concentre principalement sur les frais financiers (+11,51 M€) et les moyens logistiques et autres dépenses (+11,26 M€) en lien avec l'inflation. S'y ajoute l'augmentation de participations obligatoires telles que celles versées à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (+2,70 M€) ou à Ile-de-France mobilités (+ 3,01 M€). C'est ensuite le secteur de la culture, de la vie sociale, de la jeunesse et des loisirs qui connaît une augmentation de 2,59 M€.

#### Évolution des autres dépenses de fonctionnement aux comptes administratifs depuis 2018 (en M€)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	<b>299,27</b>	<b>301,21</b>	<b>317,44</b>	<b>315,87</b>	<b>317,95</b>	<b>339,86</b>
Moyens logistiques et autres dépenses	60,76	59,75	67,40	68,66	65,48	76,74
Voirie et transports	44,39	44,84	45,31	45,71	46,28	49,33
Eau et assainissement	17,37	17,37	18,16	19,45	19,10	19,01
Aménagement, environnement et développement du territoire	16,59	16,69	15,40	16,80	15,43	15,71
Enseignement	31,72	32,21	33,84	35,38	35,77	36,60
Sécurité	34,08	35,00	36,34	37,84	39,20	41,94
Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	36,44	36,45	34,54	32,63	34,59	37,17
Coopération décentralisée et affaires européennes	1,09	1,16	0,44	0,33	0,43	0,26
Frais financiers	15,58	14,99	13,83	13,53	14,25	25,75
Péréquation DMTO - CVAE	41,26	42,75	52,17	45,53	47,43	37,34

## Évolution des autres dépenses de fonctionnement entre 2022 et 2023 (en M€)



### - Les charges à caractère général

En 2023, les charges à caractère général se sont élevées à 76,74 M€ hors dépenses de personnel, en hausse de 17,2% et 11,26 M€ par rapport à 2022. Hors dotations aux provisions réalisées à hauteur de 2,80 M€ en 2023, les autres charges à caractère général sont en hausse de 10,99 M€ et de 17,5% par rapport à 2022.

Hors dotations aux provisions, les charges à caractère général sont principalement composées :

- des frais locatifs et d'assurances (10,83 M€) qui progressent de 15,5% sous l'effet notamment des dépenses de primes d'assurance qui triplent entre 2022 et 2023 en raison de la livraison du site Eiffel, qui a en outre conduit à recourir à la location de places de parking supplémentaires.
- des frais d'entretien, de réparation, de nettoyage et de gardiennage (13,74 M€) qui augmentent de 9,2% par rapport à 2022. Cette hausse (+1,16 M€) découle principalement de l'augmentation du nombre de sites sous surveillance qui sont passés de 3 à 7 en 2023 ainsi que de la remise en état des quatre bâtiments libérés par le personnel départemental dans le cadre du projet Cap Echat.
- des achats de matières et de fournitures (13,35 M€) en hausse de 44,1%, par rapport à 2022. Cette évolution s'explique principalement par une hausse du coût des fluides (électricité, gaz) liée à l'inflation, ainsi qu'à la mise en service de l'unité centrale de production Eugénie Brazier.
- de la contribution au budget annexe de restauration (13,39 M€) qui progresse de 41,5% par rapport à l'exercice 2022.

- des frais de communication, de relations publiques et de documentation (3,24 M€) en baisse de 17,7% par rapport à 2022 et qui connaissent leur niveau le plus bas de ces six dernières années.
- de diverses autres dépenses qui incluent notamment les autres subventions et participations, les cotisations versées à des organismes, le coût des créances admises en non-valeur, ainsi que les dépenses exceptionnelles. Sur l'exercice 2023, ces dépenses baissent de 3,1% par rapport 2022, soit - 0,4 M€. Cette baisse est principalement liée à l'évolution de deux postes de dépenses :
  - ✓ les frais postaux
  - ✓ les aides à la personne (bourses et allocations diverses aux familles).

Moyens logistiques et autres dépenses en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Frais locatifs et assurances	BP	8,58	8,58	9,10	9,54	10,15	10,14
	Total Inscrits	8,70	8,78	8,69	9,33	9,90	11,91
	CA	8,51	8,62	8,26	9,16	9,38	10,83
	% évolution	1,0%	1,4%	-4,2%	11,0%	2,4%	15,5%
	% exécution	99,2%	100,5%	90,7%	96,0%	92,4%	106,8%
Entretien, réparations, nettoyage et gardiennage	BP	10,07	11,00	11,13	11,12	13,02	15,25
	Total Inscrits	10,19	11,84	11,11	12,40	13,44	14,90
	CA	9,62	11,04	10,56	11,81	12,59	13,74
	% évolution	15,1%	14,7%	-4,4%	11,8%	6,6%	9,2%
	% exécution	95,6%	100,4%	94,9%	106,2%	96,7%	90,1%
Etudes, prestations de service et honoraires	BP	5,50	5,61	5,82	5,72	5,43	5,13
	Total Inscrits	5,70	6,23	5,57	5,39	5,65	7,52
	CA	5,13	5,67	4,42	4,51	4,27	5,82
	% évolution	-5,9%	10,5%	-22,0%	1,9%	-5,2%	36,2%
	% exécution	93,3%	101,2%	76,0%	78,9%	78,7%	113,5%
Communication, relations publiques et documentation	BP	5,72	5,49	5,61	5,39	4,64	4,42
	Total Inscrits	6,21	5,74	5,19	5,15	4,81	4,38
	CA	5,27	5,30	4,10	4,55	3,94	3,24
	% évolution	-4,1%	0,5%	-22,6%	10,9%	-13,4%	-17,7%
	% exécution	92,2%	96,5%	73,1%	84,4%	84,8%	73,3%
Achat de matières et de fournitures	BP	10,77	9,96	9,69	8,97	10,08	15,80
	Total Inscrits	10,79	9,76	17,61	10,43	9,87	15,21
	CA	9,57	9,22	16,07	9,60	9,26	13,35
	% évolution	1,0%	-3,7%	74,3%	-40,2%	-3,6%	44,1%
	% exécution	88,8%	92,5%	165,8%	107,0%	91,9%	84,5%
Contribution au budget annexe de restauration	BP	6,94	7,24	7,75	8,22	9,86	10,70
	Total Inscrits	7,11	7,53	8,38	8,95	9,53	13,47
	CA	6,82	7,40	7,42	8,20	9,46	13,39
	% évolution	1,9%	8,6%	0,3%	10,5%	15,4%	41,5%
	% exécution	98,2%	102,2%	95,7%	99,7%	95,9%	125,2%
Contribution au budget annexe du laboratoire départemental de santé environnementale (BALDSE)	BP	1,30	1,32	1,33	1,18	1,44	1,62
	Total Inscrits	1,30	1,32	1,34	1,38	1,38	1,56
	CA	1,14	1,03	1,14	1,14	1,07	1,18
	% évolution	-	-9,6%	10,3%	0,7%	-6,5%	10,6%
	% exécution	87,4%	78,0%	85,4%	96,7%	74,2%	73,0%
Autres charges de gestion courante	BP	4,07	3,65	3,62	3,11	4,52	4,28
	Total Inscrits	4,11	3,72	4,35	3,38	4,69	4,27
	CA	2,76	1,72	2,91	2,03	3,16	2,23
	% évolution	11,9%	-37,7%	69,0%	-30,1%	55,2%	-29,2%
	% exécution	68,0%	47,2%	80,4%	65,4%	69,9%	52,2%
Frais postaux	BP	2,65	2,65	2,60	2,43	2,63	2,32
	Total Inscrits	2,76	2,60	2,43	2,60	2,50	2,28
	CA	2,75	2,57	2,38	2,56	2,45	2,22
	% évolution	-3,9%	-6,3%	-7,7%	7,8%	-4,3%	-9,3%
	% exécution	103,8%	97,1%	91,3%	105,4%	93,3%	95,9%
Autres charges exceptionnelles	BP	0,09	0,15	0,74	0,17	0,20	0,46
	Total Inscrits	0,12	0,19	0,30	3,89	0,28	0,45
	CA	0,06	0,08	0,28	3,80	0,16	0,06
	% évolution	-61,4%	45,7%	234,0%	1 237,1%	-95,9%	-61,2%
	% exécution	64,9%	57,2%	38,5%	2 188,7%	80,0%	13,1%
Dotations aux provisions (risques ou charges exceptionnelles)	BP	0,23	-	1,35	0,15	3,83	2,80
	Total Inscrits	2,23	-	1,35	4,50	2,55	2,80
	CA	2,23	-	1,35	4,50	2,53	2,80
	% évolution	-70,3%	-	-	232,6%	-43,8%	10,8%
	% exécution	985,6%	-	-	-	-	100,0%
Indemnités et fonctionnement des groupes d'élus	BP	3,33	3,34	3,36	3,36	3,36	3,44
	Total Inscrits	3,33	3,34	3,36	3,36	3,39	3,44
	CA	3,24	3,26	3,20	3,35	3,36	3,41
	% évolution	-0,3%	0,7%	-1,9%	4,7%	0,4%	1,4%
	% exécution	97,2%	-	-	-	-	100,0%
Autres dépenses	BP	3,08	2,91	2,94	3,94	4,20	3,69
	Total Inscrits	3,22	3,36	5,36	3,40	3,59	4,21
	CA	3,67	3,83	5,31	3,45	3,86	4,46
	% évolution	0,6%	4,5%	38,7%	-35,0%	11,7%	15,6%
	% exécution	119,0%	131,7%	180,8%	87,6%	91,7%	121,0%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>62,32</b>	<b>61,89</b>	<b>65,04</b>	<b>63,31</b>	<b>73,37</b>	<b>80,03</b>
Total Inscrits des dépenses		65,76	64,40	75,04	74,17	71,57	86,38
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>60,76</b>	<b>59,75</b>	<b>67,40</b>	<b>68,66</b>	<b>65,48</b>	<b>76,74</b>
% évolution des dépenses		-6,4%	-1,7%	12,8%	1,9%	-4,6%	17,2%
% exécution des dépenses		97,5%	96,5%	103,6%	108,5%	89,2%	95,9%

- Les réseaux et les infrastructures

- ✓ **La voirie et les transports**

En 2023, les dépenses de voirie et de transports se sont élevées à 49,33 M€, hors dépenses de personnel, en augmentation de 6,6% par rapport à 2022.

Le montant alloué à l'entretien et aux réparations du réseau routier est de 4,20 M€, en hausse de 0,5%. La participation du Département au fonctionnement d'Île-de-France mobilités a été portée de 40,12 M€ en 2022 à 43,13 M€ en 2023, en hausse de 7,5% et de 3,01 M€.

Les crédits relatifs aux autres dépenses d'un montant de 2,01 M€ sont en hausse de 0,02 M€ et de 1,1%. Cette variation est principalement liée aux dépenses relatives à la réservation de cars pour les sorties scolaires des collégiens.

Voirie et transports en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Entretien et réparations du réseau routier</b>	BP	4,15	4,17	4,44	4,28	4,35	4,02
	Total Inscrits	4,16	4,30	4,89	4,30	4,20	4,29
	CA	4,10	4,22	4,84	4,27	4,18	4,20
	% évolution	-5,0%	3,1%	14,6%	-11,9%	-2,1%	0,5%
	% exécution	98,8%	101,3%	108,9%	99,6%	96,1%	104,3%
<b>Participation au fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités</b>	BP	38,49	38,85	39,04	39,68	40,12	43,13
	Total Inscrits	38,41	38,85	39,29	39,56	40,12	43,13
	CA	38,41	38,85	39,29	39,56	40,12	43,13
	% évolution	0,8%	1,1%	1,1%	0,7%	1,4%	7,5%
	% exécution	99,8%	100,0%	100,6%	99,7%	100,0%	100,0%
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	BP	2,05	1,97	1,91	1,90	2,05	2,25
	Total Inscrits	2,08	1,88	1,35	2,04	2,16	2,24
	CA	1,88	1,77	1,18	1,88	1,98	2,01
	% évolution	4,8%	-6,0%	-33,3%	59,5%	5,4%	1,1%
	% exécution	91,6%	89,8%	61,8%	99,1%	96,7%	89,0%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>44,69</b>	<b>44,98</b>	<b>45,40</b>	<b>45,87</b>	<b>46,52</b>	<b>49,40</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		<i>44,66</i>	<i>45,02</i>	<i>45,52</i>	<i>45,91</i>	<i>46,47</i>	<i>49,66</i>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>44,39</b>	<b>44,84</b>	<b>45,31</b>	<b>45,71</b>	<b>46,28</b>	<b>49,33</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>0,4%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,2%</b>	<b>6,6%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>99,3%</b>	<b>99,7%</b>	<b>99,8%</b>	<b>99,7%</b>	<b>99,5%</b>	<b>99,9%</b>

- ✓ **L'eau et l'assainissement**

Ces dépenses s'élèvent à 19,01 M€ en 2023, en diminution de 0,5% et 0,10 M€ par rapport à 2022 (19,10 M€).

Cette évolution correspond principalement à la baisse de la contribution du budget principal au budget annexe d'assainissement. En effet, la part relative à l'exploitation des ouvrages d'eaux pluviales a nécessité un financement plus faible au regard du niveau des dépenses.

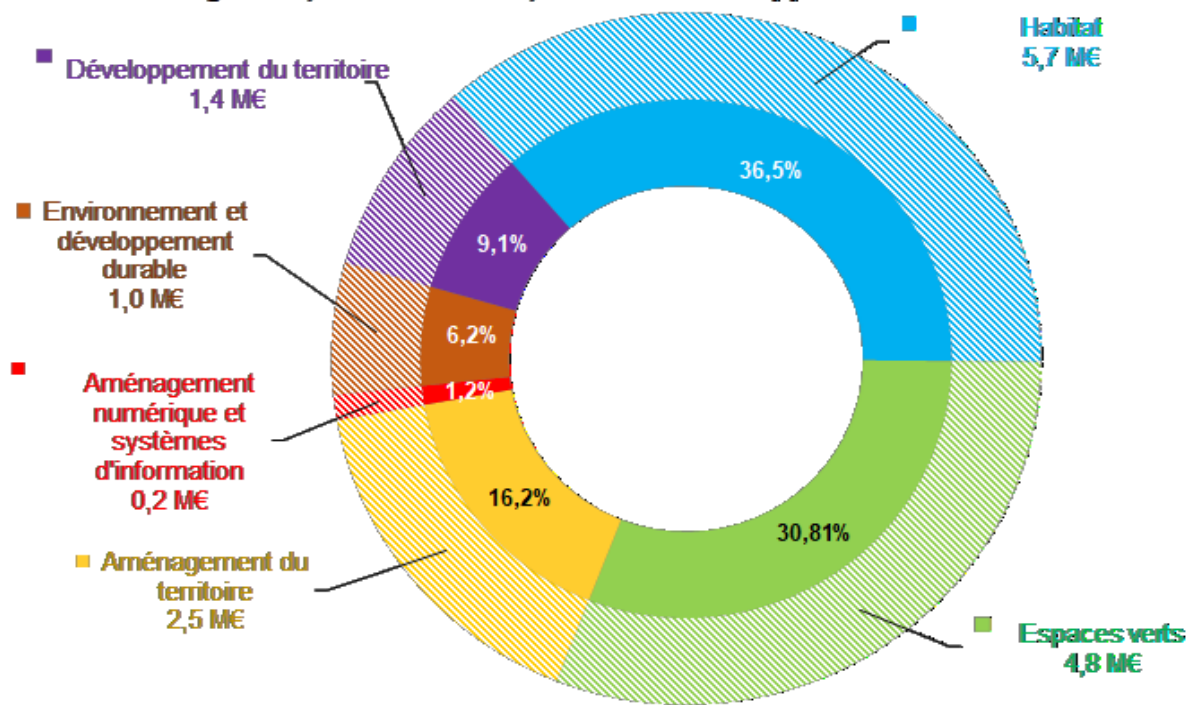
Eau et assainissement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Entretien et réparations du réseau d'assainissement et des perrés</b>	<b>BP</b>	<b>0,75</b>	<b>0,78</b>	<b>0,78</b>	<b>0,77</b>	<b>0,86</b>	<b>0,80</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,80	0,83	0,84	1,33	0,91	0,85
	<b>CA</b>	<b>0,80</b>	<b>0,83</b>	<b>0,84</b>	<b>1,32</b>	<b>0,91</b>	<b>0,83</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-5,8%</b>	<b>3,8%</b>	<b>1,1%</b>	<b>58,0%</b>	<b>-31,3%</b>	<b>-8,7%</b>
	<b>% exécution</b>	107,2%	107,0%	108,2%	173,1%	105,7%	104,4%
<b>Contribution du budget général au budget annexe d'assainissement</b>	<b>BP</b>	<b>15,33</b>	<b>15,52</b>	<b>16,45</b>	<b>16,77</b>	<b>17,30</b>	<b>17,52</b>
	<i>Total Inscrits</i>	15,34	15,52	16,36	16,75	17,33	17,19
	<b>CA</b>	<b>14,89</b>	<b>15,03</b>	<b>15,81</b>	<b>16,73</b>	<b>16,80</b>	<b>16,56</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-1,3%</b>	<b>0,9%</b>	<b>5,2%</b>	<b>5,8%</b>	<b>0,4%</b>	<b>-1,4%</b>
	<b>% exécution</b>	97,1%	96,9%	96,2%	99,8%	97,1%	94,5%
<b>Organisations de regroupement (syndicats mixtes)</b>	<b>BP</b>	<b>1,73</b>	<b>1,50</b>	<b>1,50</b>	<b>1,50</b>	<b>1,39</b>	<b>1,59</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,70	1,50	1,50	1,39	1,39	1,59
	<b>CA</b>	<b>1,67</b>	<b>1,50</b>	<b>1,50</b>	<b>1,38</b>	<b>1,38</b>	<b>1,59</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-10,0%</b>	-	<b>-7,7%</b>	-	<b>14,8%</b>
	<b>% exécution</b>	96,6%	100,0%	100,0%	92,3%	100,0%	100,0%
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	<b>BP</b>	<b>0,01</b>	<b>0,02</b>	<b>0,02</b>	<b>0,02</b>	<b>0,01</b>	<b>0,02</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,01	0,02	0,02	0,02	0,01	0,03
	<b>CA</b>	<b>0,01</b>	<b>0,01</b>	<b>0,01</b>	<b>0,01</b>	<b>0,01</b>	<b>0,03</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-0,0%</b>	<b>-3,2%</b>	-	<b>9,4%</b>	<b>24,7%</b>	<b>102,4%</b>
	<b>% exécution</b>	99,3%	48,7%	48,7%	53,3%	113,4%	120,6%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>17,81</b>	<b>17,81</b>	<b>18,74</b>	<b>19,06</b>	<b>19,55</b>	<b>19,93</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		17,85	17,87	18,72	19,48	19,64	19,65
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>17,37</b>	<b>17,37</b>	<b>18,16</b>	<b>19,45</b>	<b>19,10</b>	<b>19,01</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-1,7%</b>	<b>0,0%</b>	<b>4,5%</b>	<b>7,1%</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-0,5%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		98%	98%	97%	102%	98%	95%

✓ L'aménagement, l'environnement, l'habitat et le développement du territoire

Les secteurs de l'aménagement, de l'environnement, de l'habitat et du développement du territoire ont représenté en 2023 un montant de dépenses de 15,71 M€, en hausse de 1,8% et 0,28 M€. Ces dernières augmentent principalement au titre du secteur de l'habitat.



## Aménagement, environnement, habitat et développement du territoire au CA 2023



Aménagement, environnement et développement du territoire en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Logement	BP	7,31	6,96	6,97	7,00	6,85	6,73
	Total Inscrits	7,16	6,94	6,92	7,07	6,89	6,75
	CA	6,80	6,81	5,49	6,37	5,42	5,74
	% évolution	-5,9%	0,2%	-19,4%	16,1%	-15,0%	6,0%
	% exécution	92,9%	97,9%	78,7%	91,0%	79,1%	85,3%
Espaces verts	BP	4,02	4,02	4,18	4,09	4,68	4,99
	Total Inscrits	4,03	3,99	4,23	4,62	4,87	5,13
	CA	4,01	3,96	4,19	4,49	4,71	4,84
	% évolution	0,3%	-1,4%	5,8%	7,1%	5,0%	2,8%
	% exécution	99,8%	98,4%	100,1%	109,7%	100,5%	97,0%
Aménagement du territoire	BP	3,09	3,03	3,30	3,07	2,86	2,64
	Total Inscrits	3,02	3,25	3,25	3,39	2,87	2,68
	CA	2,97	3,18	3,17	3,23	2,73	2,55
	% évolution	-10,5%	7,1%	-0,5%	2,1%	-15,7%	-6,5%
	% exécution	96,2%	104,9%	95,9%	105,4%	95,3%	96,4%
Aménagement numérique et systèmes d'information	BP	0,16	0,16	0,20	0,29	0,29	0,29
	Total Inscrits	0,11	0,27	0,36	0,35	0,29	0,26
	CA	0,10	0,27	0,35	0,34	0,29	0,18
	% évolution	42,9%	155,1%	32,5%	-2,8%	-15,0%	-37,0%
	% exécution	65,6%	167,2%	177,3%	118,9%	101,0%	63,6%
Environnement et développement durable	BP	1,22	1,18	1,16	1,12	1,08	0,99
	Total Inscrits	1,10	1,24	0,97	1,12	1,07	1,22
	CA	0,99	1,10	0,82	1,00	0,93	0,97
	% évolution	-14,8%	11,9%	-25,8%	21,8%	-6,7%	4,0%
	% exécution	80,8%	93,5%	70,6%	89,5%	86,2%	97,5%
Sous-Total Aménagement et environnement	BP	15,81	15,35	15,82	15,56	15,76	15,64
	Total Inscrits	15,42	15,68	15,72	16,55	15,99	16,04
	CA	14,87	15,32	14,02	15,43	14,07	14,28
	% évolution	-5,7%	3,0%	-8,5%	10,1%	-8,8%	1,5%
	% exécution	94,1%	99,8%	88,6%	99,2%	89,3%	91,3%
Développement du territoire	BP	1,92	1,83	1,44	1,42	1,34	1,55
	Total Inscrits	1,83	1,44	1,40	1,43	1,38	1,58
	CA	1,71	1,37	1,38	1,37	1,36	1,43
	% évolution	-62,0%	-19,9%	0,9%	-1,1%	-0,6%	5,4%
	% exécution	89,2%	74,9%	96,1%	96,7%	101,5%	92,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>17,73</b>	<b>17,18</b>	<b>17,26</b>	<b>16,98</b>	<b>17,10</b>	<b>17,19</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		<i>17,25</i>	<i>17,12</i>	<i>17,13</i>	<i>17,97</i>	<i>17,37</i>	<i>17,62</i>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>16,59</b>	<b>16,69</b>	<b>15,40</b>	<b>16,80</b>	<b>15,43</b>	<b>15,71</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-18,2%</b>	<b>0,6%</b>	<b>-7,7%</b>	<b>9,1%</b>	<b>-8,1%</b>	<b>1,8%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>93,6%</b>	<b>97,2%</b>	<b>89,2%</b>	<b>98,9%</b>	<b>90,3%</b>	<b>91,4%</b>

## ✓ L'aménagement et l'environnement

### - Le logement

Le niveau des dépenses 2023 dans le domaine du logement est de 5,74 M€ en hausse de 6,0% par rapport à 2022 soit + 0,32 M€. Un volume de 93,2% de ces crédits 2023 a été consacré au soutien à l'accès et au maintien dans le logement au travers du fonds de solidarité habitat (FSH).

Ces aides visent notamment à soutenir les familles aux ressources modestes lors de l'accès à un logement, à s'y maintenir en cas de dettes locatives et à faire face aux impayés de factures d'électricité, de gaz et d'eau.

Les variations observées sont les suivantes :

- Une hausse des aides au maintien dans le logement du FSH (+ 2,6% et + 0,13 M€) avec un niveau d'exécution des crédits inscrits au BP de 84,8% contre 81,0% en 2022. Cette hausse de consommation de crédits s'inscrit au niveau des subventions versées aux distributeurs d'énergie qui sont en augmentation de 60,5% et 0,75 M€ avec un niveau de réalisation équivalent à 131% par rapport aux crédits inscrits au BP.

Les subventions au titre du maintien dans les lieux sont en diminution de 34,5% et 0,36 M€ avec un niveau de réalisation également en baisse (45,1% par rapport aux crédits inscrits au BP).

Les subventions au titre de l'accès aux logements sont en diminution de 33,9% et 0,42 M€ avec un niveau de réalisation également en baisse (59,4% par rapport aux crédits inscrits au BP).

- Le soutien aux associations œuvrant dans le domaine de l'habitat est en hausse de 45,0% cette année avec un montant de 0,32 M€, en lien avec des retards en 2022 dans la production des justificatifs nécessaires au mandatement.

Les dépenses de remises gracieuses ont enregistré une baisse, avec - 76,4% et - 0,02 M€.

#### - Les espaces verts

Espaces verts en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Entretien des terrains</b>	<b>BP</b>	<b>2,63</b>	<b>2,63</b>	<b>2,81</b>	<b>2,61</b>	<b>2,93</b>	<b>2,92</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,73	2,63	2,85	2,95	3,05	3,00
	<b>CA</b>	<b>2,72</b>	<b>2,62</b>	<b>2,84</b>	<b>2,92</b>	<b>3,04</b>	<b>2,98</b>
	<b>% évolution</b>	<b>1,3%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>8,5%</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,1%</b>	<b>-1,9%</b>
	<b>% exécution</b>	103,4%	99,7%	101,2%	111,9%	103,8%	102,0%
<b>Fournitures et petits équipements</b>	<b>BP</b>	<b>0,41</b>	<b>0,46</b>	<b>0,41</b>	<b>0,41</b>	<b>0,44</b>	<b>0,50</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,43	0,44	0,40	0,41	0,45	0,50
	<b>CA</b>	<b>0,43</b>	<b>0,43</b>	<b>0,38</b>	<b>0,39</b>	<b>0,42</b>	<b>0,44</b>
	<b>% évolution</b>	<b>8,3%</b>	<b>1,4%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>3,5%</b>	<b>7,6%</b>	<b>4,8%</b>
	<b>% exécution</b>	104,5%	94,4%	91,9%	95,1%	96,2%	87,5%
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	<b>0,98</b>	<b>0,93</b>	<b>0,97</b>	<b>1,07</b>	<b>1,32</b>	<b>1,57</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,87	0,91	0,98	1,26	1,37	1,63
	<b>CA</b>	<b>0,87</b>	<b>0,91</b>	<b>0,97</b>	<b>1,18</b>	<b>1,25</b>	<b>1,42</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-6,0%</b>	<b>4,2%</b>	<b>7,4%</b>	<b>21,5%</b>	<b>6,2%</b>	<b>13,5%</b>
	<b>% exécution</b>	88,3%	96,9%	100,4%	110,0%	94,8%	90,6%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>4,02</b>	<b>4,02</b>	<b>4,18</b>	<b>4,09</b>	<b>4,68</b>	<b>4,99</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		4,03	3,99	4,23	4,62	4,87	5,13
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>4,01</b>	<b>3,96</b>	<b>4,19</b>	<b>4,49</b>	<b>4,71</b>	<b>4,84</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>0,3%</b>	<b>-1,4%</b>	<b>5,8%</b>	<b>7,1%</b>	<b>5,0%</b>	<b>2,8%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		100%	98%	100%	110%	101%	97%

Les dépenses de gestion et d'entretien des espaces verts s'élèvent à 4,84 M€, en hausse de 2,8% et 0,13 M€ par rapport à 2022 (4,71 M€).

Les dépenses réalisées dans les parcs départementaux diminuent de 1,9% et représentent 61,5% des dépenses dédiées aux espaces verts, soit 2,98 M€. Elles recouvrent notamment l'entretien des surfaces dans un contexte de réchauffement climatique, ainsi que l'entretien préventif et correctif des équipements (jeux, bassins...).

Les crédits relatifs aux autres dépenses sont en hausse de 13,5% et concernent principalement :

- . Le recours à des agents de sécurité dans les parcs départementaux, afin de juguler les incivilités liées à la fréquentation, mais également pour éviter de nouvelles intrusions, notamment sur les parcs des Lilas, des Hautes bruyères et de la Plage bleue
- . La location de matériel indispensable à l'entretien des parcs
- . L'entretien des coulées vertes du fait de l'augmentation des surfaces à entretenir
- . L'augmentation des subventions aux associations.

#### - **L'aménagement du territoire**

Les dépenses d'aménagement du territoire sont en baisse de 6,5% et représentent 16,2% des dépenses du secteur, soit 2,55 M€. Elles correspondent aux projets d'aménagement, au développement de partenariats avec les aménageurs ainsi qu'à la participation aux dynamiques de territoire.

Le Département apporte son soutien au syndicat d'action foncière (SAF'94) en prenant en charge 50% des intérêts d'emprunt. En 2023, on constate une baisse du niveau des bonifications des prêts de 0,02 M€.

Par ailleurs, la collectivité a fixé le taux de la part départementale de la taxe d'aménagement (TAM) à 2,5%. La répartition de ce taux s'établit à hauteur de 2,25% pour le financement des espaces naturels sensibles et de 0,25% pour le financement du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE). La participation au fonctionnement du CAUE a été stable en 2023 par rapport à 2022 avec un montant de 1,2 M€. En effet, aux termes de la convention en vigueur jusqu'en 2023, le Département lui a garanti, indépendamment du rendement de la taxe d'aménagement, un montant annuel minimum de 1,2 M€, réparti en trois versements de 0,4 M€. Si le rendement de la taxe d'aménagement lui ouvre droit à un financement supérieur, un ajustement du montant déjà versé s'effectue en année n+1. Compte tenu du rendement de la taxe d'aménagement en 2022, aucun versement complémentaire n'a été réalisé en 2023.

#### - **L'aménagement numérique et les systèmes d'information**

Les dépenses relatives à l'aménagement numérique et aux systèmes d'information connaissent une baisse de 37,0% par rapport à 2022 et s'établissent à 0,18 M€. Cette évolution est de nature purement comptable, la facturation au Département par le Rectorat de ses interventions de maintenance et d'assistance wifi ayant été tardive et n'ayant pas permis de régler toutes les dépenses budgétées.

#### - **L'environnement et le développement durable**

Les dépenses consacrées à l'environnement et au développement durable sont en hausse de 4,0% par rapport à 2022, soit + 0,04 M€. Cette évolution est notamment liée à la progression des dépenses réalisées pour l'analyse de la qualité de l'eau dans les bâtiments départementaux.

L'analyse des eaux destinées à la consommation humaine dans les bâtiments départementaux est régie par l'article L.1321-1 du code de la santé publique. De plus, l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010 impose de contrôler annuellement la teneur en légionnelle dans l'eau chaude sanitaire. Tous ces contrôles sont assurés par le Laboratoire départemental de santé environnementale. Le nombre d'analyses sur l'année 2023 s'élève à 2 315 contre 2 239 en 2022.

- **L'enseignement**

En 2023, les dépenses du secteur de l'enseignement se sont élevées à 36,60 M€ hors dépenses de personnel, en progression de 2,3% par rapport à 2022, soit +0,83 M€. Cette augmentation est principalement due aux variations suivantes :

- Avec un montant total de 17,69 M€, l'enveloppe allouée à la dotation de fonctionnement aux collèges publics augmente de 13,5% par rapport à 2022 (+2,10 M€). Il s'est en effet avéré nécessaire d'abonder les budgets des collèges dont les consommations de fluides ont été fortement impactées à la hausse dans un contexte inflationniste des coûts de l'énergie. Par ailleurs, cette dépense augmente sous l'effet de l'ouverture de deux nouveaux collèges en septembre 2023 (Gisèle Halimi à Ivry-sur-Seine et Desroches-Noblecourt à Villeneuve-le-Roi) et du fonctionnement en année pleine du collège Nelson Mandela à Champigny-sur-Marne ouvert en septembre 2022.
- L'enveloppe allouée à la dotation de fonctionnement aux collèges privés augmente de 0,2% par rapport à 2022 (+0,02 M€). Par un effet mécanique, cette dotation suit la même courbe d'évolution que celle relative aux collèges publics car elle s'appuie sur les mêmes critères de calcul (masse salariale, nombre de collégiens...).
- L'aide à la demi-pension des collégiens recouvre une dépense globale de 2,50 M€ en diminution de 19,9%. Cette évolution à la baisse tient aux délais de traitement des dossiers transmis par les collèges en toute fin d'année 2023, qui compte tenu des dates de clôture comptable avancées, ont basculé sur l'exercice 2024.

Enseignement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Dotation de fonctionnement aux collèges publics</b>	<b>BP</b>	<b>13,56</b>	<b>14,01</b>	<b>14,64</b>	<b>14,61</b>	<b>14,97</b>	<b>15,99</b>
	<i>Total Inscrits</i>	13,82	14,39	14,50	14,89	15,60	17,75
	<b>CA</b>	<b>13,81</b>	<b>14,39</b>	<b>14,28</b>	<b>14,89</b>	<b>15,59</b>	<b>17,69</b>
	<b>% évolution</b>	<b>3,4%</b>	<b>4,2%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,7%</b>	<b>13,5%</b>
	<b>% exécution</b>	101,8%	102,8%	97,5%	102,0%	104,1%	110,6%
<b>Dotation de fonctionnement aux collèges privés et forfait d'externat</b>	<b>BP</b>	<b>7,28</b>	<b>7,38</b>	<b>7,38</b>	<b>7,38</b>	<b>7,38</b>	<b>7,45</b>
	<i>Total Inscrits</i>	7,35	7,35	7,30	7,39	7,45	7,47
	<b>CA</b>	<b>7,35</b>	<b>7,35</b>	<b>7,30</b>	<b>7,39</b>	<b>7,45</b>	<b>7,47</b>
	<b>% évolution</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,2%</b>
	<b>% exécution</b>	101,0%	99,6%	98,9%	100,1%	101,0%	100,2%
<b>Aide à la demi-pension</b>	<b>BP</b>	<b>2,91</b>	<b>2,90</b>	<b>2,90</b>	<b>2,90</b>	<b>2,93</b>	<b>2,92</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,90	3,44	2,93	2,95	3,13	2,74
	<b>CA</b>	<b>2,89</b>	<b>3,44</b>	<b>2,79</b>	<b>2,89</b>	<b>3,12</b>	<b>2,50</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-11,1%</b>	<b>19,0%</b>	<b>-18,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>7,8%</b>	<b>-19,9%</b>
	<b>% exécution</b>	99,4%	118,7%	96,3%	99,8%	106,7%	85,7%
<b>Entretien et réparations dans les collèges</b>	<b>BP</b>	<b>4,02</b>	<b>4,02</b>	<b>3,92</b>	<b>3,88</b>	<b>3,88</b>	<b>3,92</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,89	4,30	4,78	4,98	5,05	5,64
	<b>CA</b>	<b>4,50</b>	<b>3,98</b>	<b>4,62</b>	<b>4,68</b>	<b>4,67</b>	<b>4,99</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-7,2%</b>	<b>-11,5%</b>	<b>15,9%</b>	<b>1,4%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>6,7%</b>
	<b>% exécution</b>	112,1%	99,1%	117,8%	120,5%	120,3%	127,4%
<b>Enseignement supérieur</b>	<b>BP</b>	<b>0,03</b>	<b>0,18</b>	<b>0,18</b>	<b>0,18</b>	<b>0,15</b>	<b>0,14</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,11	0,18	0,18	0,16	0,16	0,14
	<b>CA</b>	<b>0,11</b>	<b>0,14</b>	<b>0,15</b>	<b>0,13</b>	<b>0,14</b>	<b>0,11</b>
	<b>% évolution</b>	<b>333,3%</b>	<b>29,1%</b>	<b>12,1%</b>	<b>-16,2%</b>	<b>6,9%</b>	<b>-21,3%</b>
	<b>% exécution</b>	385,3%	77,1%	86,4%	73,3%	89,6%	79,8%
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	<b>BP</b>	<b>3,99</b>	<b>3,47</b>	<b>5,63</b>	<b>5,54</b>	<b>4,92</b>	<b>4,81</b>
	<i>Total Inscrits</i>	3,37	3,16	5,11	5,76	5,39	4,44
	<b>CA</b>	<b>3,05</b>	<b>2,90</b>	<b>4,70</b>	<b>5,39</b>	<b>4,79</b>	<b>3,84</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-4,9%</b>	<b>61,7%</b>	<b>14,8%</b>	<b>-11,2%</b>	<b>-19,9%</b>
	<b>% exécution</b>	76,7%	83,8%	83,4%	97,3%	97,3%	79,8%
<b>Total BP des dépenses</b>	<b>31,78</b>	<b>31,95</b>	<b>34,65</b>	<b>34,49</b>	<b>34,24</b>	<b>35,23</b>	
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	32,43	32,83	34,79	36,14	36,78	38,17	
<b>Total CA des dépenses</b>	<b>31,72</b>	<b>32,21</b>	<b>33,84</b>	<b>35,38</b>	<b>35,77</b>	<b>36,60</b>	
<b>% évolution des dépenses</b>	<b>-0,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,6%</b>	<b>1,1%</b>	<b>2,3%</b>	
<b>% exécution des dépenses</b>	99,8%	100,8%	97,7%	102,6%	104,5%	103,9%	

- **La sécurité**

En 2023, les dépenses de sécurité se sont élevées à 41,94 M€, hors dépenses de personnel, en augmentation de 7,0% par rapport à 2022, soit +2,75 M€.

Elles sont consacrées essentiellement, à hauteur de 92,0%, à la contribution du Département aux frais de fonctionnement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), en hausse de 7,5% et de 2,70 M€ par rapport à 2022. Cette augmentation a été motivée par la mise en œuvre de la quatrième annuité du plan de modernisation décennale (2020-2029) de la brigade. Cette mobilisation aura permis pour 2023 de contribuer aux besoins de fonctionnement courant de la BSPP dans un contexte de revalorisations salariales et d'augmentations liées à l'inflation (énergie, carburant), se traduisant par une hausse en 2023 des dépenses de fonctionnement de la BSPP de 10%.

Le deuxième poste de dépenses porte sur la contribution aux services communs (participation annuelle versée à la Préfecture de police) en hausse de 3,2%, soit +0,09 M€, par rapport à 2022. Cette évolution s'explique par l'augmentation de +9,09% des dépenses directes et indirectes inscrites au budget primitif 2023 de la Préfecture de police par rapport à 2022.

Sécurité en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Contribution au fonctionnement de la BSPP</b>	<b>BP</b>	<b>30,90</b>	<b>31,51</b>	<b>32,43</b>	<b>34,09</b>	<b>35,39</b>	<b>36,42</b>
	<i>Total Inscrits</i>	31,25	32,11	33,55	34,44	35,88	38,83
	<b>CA</b>	<b>31,25</b>	<b>32,10</b>	<b>33,55</b>	<b>34,44</b>	<b>35,88</b>	<b>38,57</b>
	<b>% évolution</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,5%</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,2%</b>	<b>7,5%</b>
	<b>% exécution</b>	101,1%	101,9%	103,5%	101,0%	101,4%	105,9%
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	<b>2,82</b>	<b>2,85</b>	<b>2,97</b>	<b>2,87</b>	<b>3,33</b>	<b>3,23</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,83	2,91	2,85	3,50	3,37	3,58
	<b>CA</b>	<b>2,82</b>	<b>2,90</b>	<b>2,79</b>	<b>3,39</b>	<b>3,32</b>	<b>3,37</b>
	<b>% évolution</b>	<b>4,9%</b>	<b>2,7%</b>	<b>-3,8%</b>	<b>21,6%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>1,6%</b>
	<b>% exécution</b>	100,3%	101,6%	94,0%	118,1%	99,5%	104,2%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>33,72</b>	<b>34,37</b>	<b>35,41</b>	<b>36,97</b>	<b>38,72</b>	<b>39,65</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		34,08	35,01	36,40	37,94	39,25	42,41
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>34,08</b>	<b>35,00</b>	<b>36,34</b>	<b>37,84</b>	<b>39,20</b>	<b>41,94</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>2,8%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,6%</b>	<b>7,0%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		101,1%	101,8%	102,7%	102,4%	101,2%	105,8%

- **La culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs**

En 2023, les dépenses consacrées à la culture, à la vie sociale, à la jeunesse et au sport se sont élevées à 37,17 M€ hors dépenses de personnel. Elles sont en hausse de 7,5% par rapport 2022.

Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Culture</b>	<b>BP</b>	<b>12,27</b>	<b>12,10</b>	<b>12,12</b>	<b>12,01</b>	<b>12,05</b>	<b>12,15</b>
	<i>Total Inscrits</i>	12,62	12,17	11,98	11,69	12,11	12,26
	<b>CA</b>	<b>12,39</b>	<b>12,08</b>	<b>11,75</b>	<b>11,39</b>	<b>11,86</b>	<b>12,18</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>4,1%</b>	<b>2,7%</b>
	<b>% exécution</b>	101,0%	99,8%	96,9%	94,8%	98,4%	100,2%
<b>Sport</b>	<b>BP</b>	<b>8,32</b>	<b>8,23</b>	<b>8,19</b>	<b>7,83</b>	<b>8,05</b>	<b>8,60</b>
	<i>Total Ins.</i>	8,25	8,20	7,87	7,53	8,20	8,93
	<b>CA</b>	<b>7,82</b>	<b>8,10</b>	<b>7,70</b>	<b>7,09</b>	<b>7,80</b>	<b>8,84</b>
	<b>% évol.</b>	<b>-6,4%</b>	<b>3,6%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-7,9%</b>	<b>10,0%</b>	<b>13,4%</b>
	<b>% exéc.</b>	94,0%	98,5%	94,1%	90,6%	96,9%	102,8%
<b>Jeunesse et loisirs</b>	<b>BP</b>	<b>5,24</b>	<b>5,21</b>	<b>5,18</b>	<b>5,21</b>	<b>5,04</b>	<b>5,15</b>
	<i>Total Ins.</i>	5,38	5,20	4,80	3,89	5,11	5,42
	<b>CA</b>	<b>4,97</b>	<b>4,95</b>	<b>3,81</b>	<b>2,92</b>	<b>3,91</b>	<b>4,78</b>
	<b>% évol.</b>	<b>-7,6%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-23,0%</b>	<b>-23,5%</b>	<b>34,0%</b>	<b>22,1%</b>
	<b>% exéc.</b>	94,9%	95,1%	73,6%	56,0%	77,6%	92,6%
<b>Carte "Imagine' R"</b>	<b>BP</b>	<b>12,26</b>	<b>11,30</b>	<b>11,30</b>	<b>11,30</b>	<b>11,28</b>	<b>10,82</b>
	<i>Total Ins.</i>	11,27	11,31	11,30	11,30	11,28	11,51
	<b>CA</b>	<b>11,26</b>	<b>11,31</b>	<b>11,28</b>	<b>11,23</b>	<b>11,02</b>	<b>11,38</b>
	<b>% évol.</b>	<b>1,6%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-1,9%</b>	<b>3,3%</b>
	<b>% exéc.</b>	91,8%	100,1%	99,8%	99,4%	97,6%	105,1%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>38,09</b>	<b>36,84</b>	<b>36,79</b>	<b>36,36</b>	<b>36,43</b>	<b>36,72</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		37,52	36,88	35,95	34,41	36,70	38,12
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>36,44</b>	<b>36,45</b>	<b>34,54</b>	<b>32,63</b>	<b>34,59</b>	<b>37,17</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-2,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>6,0%</b>	<b>7,5%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		95,7%	98,9%	93,9%	89,7%	94,9%	101,2%

## ○ **La culture et le patrimoine**

Après plusieurs années de diminution, les dépenses relatives au secteur culturel (12,18 M€) connaissent une hausse de 2,7% et de 0,32 M€ par rapport à l'exercice 2022.

L'ambition culturelle vise à améliorer la qualité de vie des habitants et concourt au rayonnement et à l'attractivité du territoire. Le budget de la culture atteint 1% du budget de la collectivité pour déployer une ambition culturelle autour de deux orientations stratégiques : le soutien à la création et le renforcement de l'équité territoriale. Il vise à favoriser la recomposition de l'écosystème culturel fragilisé dans un contexte post-Covid de transitions écologique et climatique, d'inflation et de hausse des coûts énergétiques et de mutations des pratiques culturelles. Il vise pour le Département à consolider un rôle d'ensemblier et à accompagner les transformations en cours dans un contexte financier très dégradé, en s'appuyant sur une vision prospective et de long terme.

Le Département met en œuvre une politique culturelle départementale en faveur de l'accès à la culture pour tous, de l'éducation artistique et culturelle, du spectacle vivant, des arts visuels, de la lecture publique, de l'archéologie et du musée d'art contemporain du Val-de-Marne (Mac Val) dans ses dimensions d'innovation, d'expérimentation et de développement.

L'année 2023 est marquée par :

- Le renforcement de la coopération avec l'Etat à travers un travail soutenu de conventionnement et de partenariat
- La reconnaissance d'un travail exemplaire en matière d'éducation artistique et culturelle par l'obtention d'un label
- Le développement des publics par des initiatives hors les murs sur le territoire.

Diverses activités culturelles gratuites dans le cadre de la première édition des Rendez-vous de l'été dans les parcs et jardins départementaux ont réuni près de 6 000 personnes. Un important volet musical a nourri le programme dont une programmation de jazz proposée par le Festi'Val de Marne.

- Le développement de la visibilité par de nouveaux partenariats comme avec Aéroports de Paris, de la valorisation patrimoniale par le numérique avec une visite virtuelle de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés et une captation numérique d'un abri de « défense passive » de la seconde guerre mondiale à Champigny-sur-Marne.
- L'évolution de la politique du spectacle vivant se poursuit avec le déploiement du nouveau dispositif de production mutualisée pour répondre aux enjeux actuels de création et de diffusion. Afin de renforcer le dialogue entre les acteurs du spectacle vivant du Val-de-Marne, une première rencontre a été organisée durant le Festival d'Avignon.
- Le déploiement de projets lecture pour la petite enfance et la réalisation d'un diagnostic de lecture publique.
- Une stratégie de développement du Mac Val qui enregistre une augmentation de 27% de sa fréquentation, avec la réouverture du restaurant du musée et le lancement du projet d'écriture du nouveau projet scientifique et culturel.

## ○ **Le sport**

Les dépenses consacrées au sport (8,84 M€) sont en 2023 en hausse de 13,4% par rapport à 2022. Cette évolution concerne :



- ✓ Les jeux du Val-de-Marne, dont les crédits réalisés sont en forte augmentation (93% d'exécution en 2023 contre 34% en 2022) du fait d'un renchérissement des objets promotionnels (récompenses des jeux du Val-de-Marne)
- ✓ L'engagement du Département pour accueillir les temps forts des Jeux olympiques et paralympiques, notamment par l'achat de billets à hauteur de 0,48 M€.
- ✓ Le maintien d'un haut niveau de crédits réalisés pour les actions consacrées aux sports pour tous et au sport de haut niveau (respectivement 99% et 102% en 2023, contre 98% et 108% en 2022), confirmant le retour à la normale des activités des associations après la pandémie.

○ **La jeunesse et les loisirs**

✓ **La jeunesse**

Comme en 2022, les partenaires du Département ont été en mesure de mettre en place leurs projets, maintenant un niveau de financement similaire.

Le Département a continué de promouvoir l'accès aux vacances et aux loisirs grâce à ses deux villages vacances, Guébriant et Jean Franco. Cependant, contrairement à 2022, l'hiver 2023 a pu se dérouler sans restriction de la fréquentation en lien avec le Covid-19, entraînant de ce fait une hausse des dépenses alimentaires, de transport et de location de matériel.

✓ **La mobilité**

En 2023, les dépenses consacrées aux aides à la mobilité se sont élevées à 11,38 M€, en hausse par rapport à l'année précédente de + 3,3%. Cette augmentation s'explique par la hausse du nombre d'usagers et du prix du forfait Imagin'R.

Dans le cadre de la campagne scolaire de 2022/2023, le Département a remboursé 50% de la carte Imagin'R à 63 197 usagers éligibles contre 61 279 en 2021/2022 soit + 1 918 bénéficiaires (+3,13%). De plus, compte tenu du passage du prix du forfait Imagin'R de 342 € à 365 €, la participation du Département par élève est passée à 182,50 € dès septembre 2023 contre 171 € en 2022, soit une augmentation de 9,36%.

● **La coopération décentralisée et les affaires européennes**

En 2023, les dépenses relatives à la coopération décentralisée et aux affaires européennes se sont élevées à 0,26 M€, en baisse par rapport à l'année précédente de 40,0%.

Ces diminutions sont liées principalement à l'arrêt de la coopération décentralisée sur des projets avec les municipalités de Ahuachapán et de Jucuaran au Salvador ainsi qu'avec les municipalités de Jénine, Tulkarem et Qalqilya en Palestine. Par ailleurs, le coup d'Etat survenu au Niger en juillet 2023 a entraîné la suspension des activités avec la ville de Zinder et l'ensemble des projets engagés n'ont pas pu être mis en œuvre.

Coopération décentralisée et affaires européennes en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Participation au titre de la coopération décentralisée	BP	0,88	0,68	0,36	0,40	0,31	0,14
	Total Inscrits	0,80	0,66	0,27	0,23	0,21	0,15
	CA	0,73	0,61	0,16	0,18	0,21	0,07
	% évolution	27,6%	-16,4%	-73,4%	11,8%	17,8%	-65,1%
	% exécution	82,2%	89,1%	45,4%	44,6%	67,5%	53,2%
Subventions aux associations	BP	0,15	0,16	0,15	0,20	0,13	0,09
	Total Inscrits	0,17	0,18	0,17	0,20	0,10	0,09
	CA	0,16	0,18	0,13	0,09	0,09	0,09
	% évolution	8,0%	7,1%	-28,2%	-32,0%	0,6%	3,1%
	% exécution	112,2%	110,7%	83,1%	43,3%	65,3%	98,8%
Autres dépenses de fonctionnement	BP	0,20	0,44	0,41	0,27	0,13	0,11
	Total Inscrits	0,22	0,42	0,22	0,12	0,17	0,12
	CA	0,20	0,38	0,15	0,07	0,13	0,09
	% évolution	-6,7%	91,6%	-59,5%	-55,4%	93,2%	-27,7%
	% exécution	96,9%	84,7%	37,0%	25,1%	98,7%	84,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>1,23</b>	<b>1,28</b>	<b>0,92</b>	<b>0,87</b>	<b>0,58</b>	<b>0,34</b>
Total Inscrits des dépenses		1,19	1,26	0,66	0,56	0,49	0,37
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>1,09</b>	<b>1,16</b>	<b>0,44</b>	<b>0,33</b>	<b>0,43</b>	<b>0,26</b>
% évolution des dépenses		16,6%	6,7%	-62,1%	-24,1%	28,7%	-40,0%
% exécution des dépenses		88,1%	90,3%	47,9%	38,3%	74,2%	75,5%

- La péréquation

En 2023, les dépenses relatives à la péréquation des DMTO se sont élevées à 37,34 M€, en baisse de 21,3% et de 10,09 M€ par rapport à 2022.

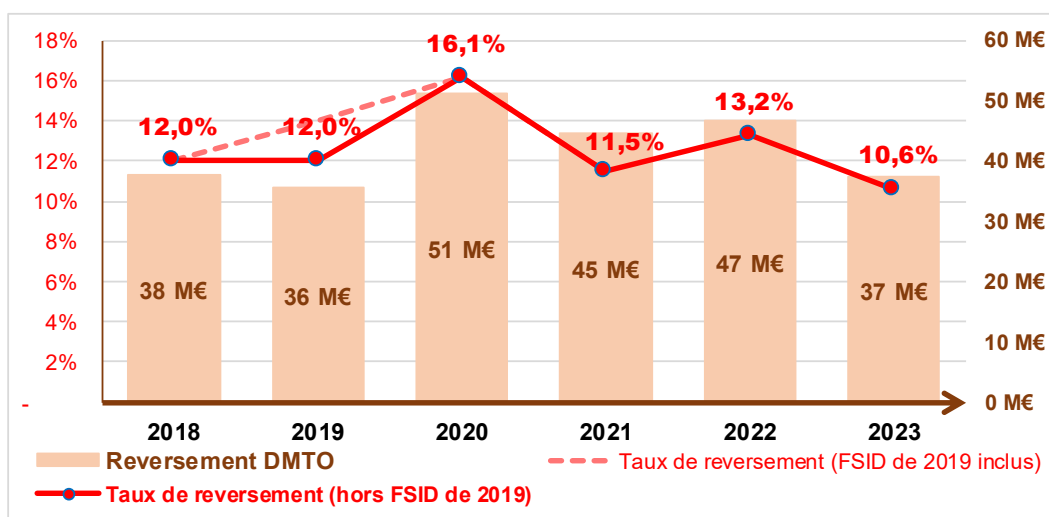
Péréquation DMTO - CVAE en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Reversement DMTO	BP	31,33	12,38	49,58	50,37	52,53	37,30
	Total Inscrits	31,41	15,17	51,26	44,74	46,64	38,00
	CA	31,41	15,17	51,26	44,74	46,64	37,34
	% évolution	22,2%	-51,7%	237,9%	-12,7%	4,3%	-19,9%
	% exécution	100,3%	122,5%	103,4%	88,8%	88,8%	100,1%
Reversement FSD	BP	6,37	20,22	-	-	-	-
	Total Inscrits	6,28	20,48	-	-	-	-
	CA	6,28	20,48	-	-	-	-
	% évolution	14,0%	226,0%	-	-	-	-
	% exécution	98,6%	101,3%	-	-	-	-
Reversement FSID	BP	-	7,02	-	-	-	-
	Total Inscrits	-	6,00	-	-	-	-
	CA	-	6,00	-	-	-	-
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	85,6%	-	-	-	-
Reversement CVAE	BP	3,31	1,11	1,00	0,91	0,79	-
	Total Inscrits	3,56	1,10	0,91	0,79	0,78	-
	CA	3,56	1,10	0,91	0,79	0,78	-
	% évolution	26,5%	-69,2%	-16,9%	-13,0%	-1,5%	-
	% exécution	107,5%	98,8%	91,3%	87,0%	99,0%	-
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>41,01</b>	<b>40,74</b>	<b>50,58</b>	<b>51,28</b>	<b>53,32</b>	<b>37,30</b>
Total Inscrits des dépenses		41,26	42,75	52,17	45,53	47,43	38,00
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>41,26</b>	<b>42,75</b>	<b>52,17</b>	<b>45,53</b>	<b>47,43</b>	<b>37,34</b>
% évolution des dépenses		21,2%	3,6%	22,0%	-12,7%	4,2%	-21,3%
% exécution des dépenses		100,6%	104,9%	103,1%	88,8%	88,9%	100,1%

- **Les fonds de péréquation des DMTO (FPDMTO, FSD et FSID)**

La loi de finances 2020 a fusionné les trois fonds de péréquation des DMTO au sein d'un fonds unique (FNP-DMTO) regroupant le fonds de péréquation des DMTO (FPDMO, fonds historique), le fonds de solidarité des DMTO (FSD) et le fonds de soutien interdépartemental (FSID).

Le montant du prélèvement opéré au titre de la péréquation 2023 des DMTO s'élève à 37,34 M€, soit 10,6% du montant encaissé au titre des DMTO de l'année 2022 (352,03 M€) contre 46,64 M€ versés en 2022 au titre de la péréquation, correspondant à 13,2% du montant encaissé au titre des DMTO de l'année 2021 (388,14 M€).

**Évolution du taux de prélèvement des DMTO (N-1) depuis 2018**



- **Le fonds de péréquation de la CVAE**

Ce fonds a disparu avec la suppression de la CVAE départementale en 2023.

- **Les frais financiers**

Les frais financiers, correspondant principalement aux intérêts de la dette du Département, ont représenté un volume de 25,75 M€ en 2023 en augmentation de 80,8% par rapport à 2022. Le poids des frais financiers sur la section de fonctionnement représente 1,8% en 2023 contre 0,98% en 2022, suite à l'augmentation des taux d'intérêt impulsée par la Banque centrale européenne pour lutter contre l'inflation, après une longue période de taux très bas.

Ainsi, le taux moyen de la dette est passé de 1,33% en 2022 à 2,35% en 2023. Des éléments plus détaillés sont présentés dans le rapport rendant compte de la gestion de la dette en 2023 examiné lors de la même séance du Conseil départemental.

Frais financiers en M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>BP</b>	<b>15,87</b>	<b>14,67</b>	<b>12,02</b>	<b>12,56</b>	<b>12,33</b>	<b>25,98</b>
<i>Total Inscrits</i>	<i>15,00</i>	<i>14,28</i>	<i>13,03</i>	<i>12,65</i>	<i>13,20</i>	<i>24,58</i>
<b>Intérêts de la dette CA</b>	<b>14,43</b>	<b>13,92</b>	<b>12,83</b>	<b>12,59</b>	<b>13,13</b>	<b>24,36</b>
<b>% évolution</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-7,8%</b>	<b>-1,8%</b>	<b>4,2%</b>	<b>85,5%</b>
<b>% exécution</b>	<b>90,9%</b>	<b>94,9%</b>	<b>106,8%</b>	<b>100,3%</b>	<b>106,4%</b>	<b>93,7%</b>
<b>BP</b>	-	-	-	-	-	-
<i>Total Inscrits</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs CA</b>	-	-	-	-	-	-
<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
<b>% exécution</b>	-	-	-	-	-	-
<b>BP</b>	<b>1,15</b>	<b>0,96</b>	<b>1,04</b>	<b>1,00</b>	<b>0,77</b>	<b>0,63</b>
<i>Total Inscrits</i>	<i>1,16</i>	<i>1,08</i>	<i>1,00</i>	<i>0,93</i>	<i>1,12</i>	<i>1,56</i>
<b>Autres charges financières CA</b>	<b>1,15</b>	<b>1,07</b>	<b>1,00</b>	<b>0,93</b>	<b>1,12</b>	<b>1,40</b>
<b>% évolution</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-6,8%</b>	<b>-6,8%</b>	<b>19,9%</b>	<b>25,1%</b>
<b>% exécution</b>	<b>100,2%</b>	<b>111,8%</b>	<b>96,1%</b>	<b>93,4%</b>	<b>145,9%</b>	<b>221,3%</b>
<b>Total BP des dépenses</b>	<b>17,02</b>	<b>15,63</b>	<b>13,06</b>	<b>13,56</b>	<b>13,10</b>	<b>26,62</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	<i>16,16</i>	<i>15,36</i>	<i>14,03</i>	<i>13,58</i>	<i>14,32</i>	<i>26,14</i>
<b>Total CA des dépenses</b>	<b>15,58</b>	<b>14,99</b>	<b>13,83</b>	<b>13,53</b>	<b>14,25</b>	<b>25,75</b>
<b>% évolution des dépenses</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-7,7%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>5,3%</b>	<b>80,8%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>	<b>91,6%</b>	<b>95,9%</b>	<b>105,9%</b>	<b>99,7%</b>	<b>108,8%</b>	<b>96,8%</b>

## 1.2. Des recettes de fonctionnement en recul

En 2023, les recettes de fonctionnement, hors produits des cessions, s'élèvent à 1 583,39 M€ contre 1 610,91 M€ en 2022. La baisse s'établit donc à -1,7% et à -27,52 M€. Ce recul, plus important encore que celui observé en 2020, est historique.

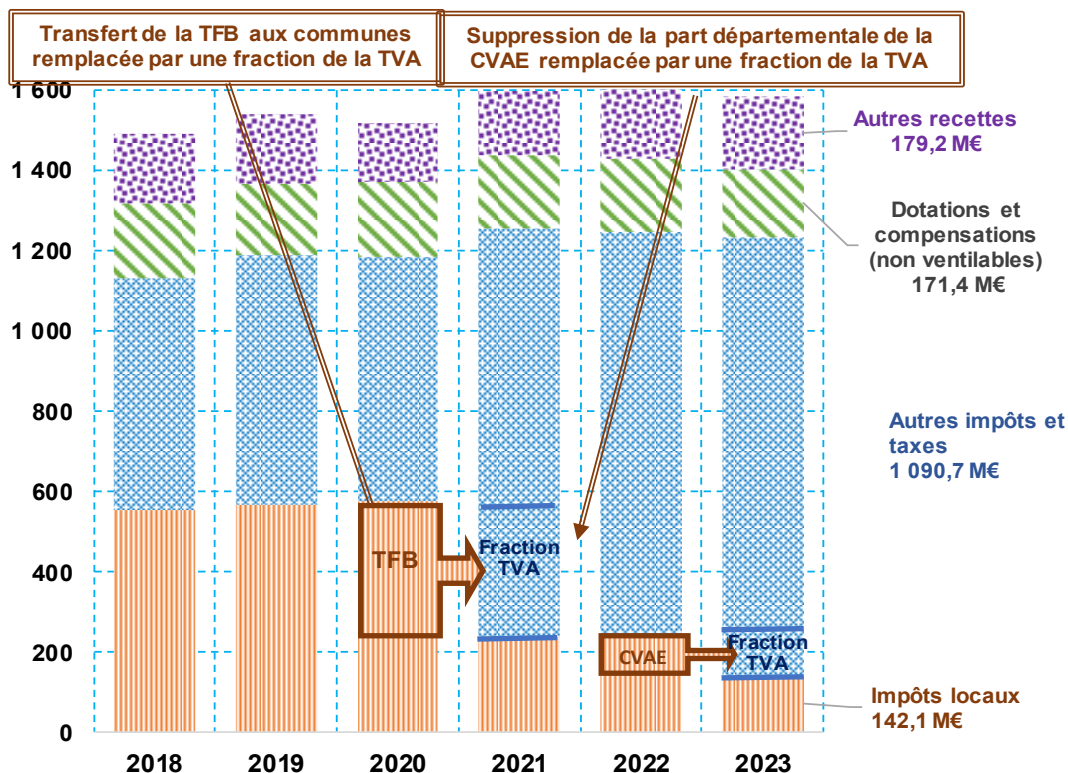
Les recettes de fiscalité (impôts locaux et autres impôts et taxes confondus) ont subi une diminution de -1,2% (-15,27 M€) entre 2022 et 2023 après avoir connu une baisse de -0,7% (-9,08 M€) entre 2021 et 2022.

Par ailleurs, les autres recettes de fonctionnement d'un montant de 179,17 M€ en 2023, ont connu une baisse de -2,3% (-4,24 M€) par rapport à 2022.

## ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR NATURE

Recettes de fonctionnement (hors produits des cessions) en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Impôts locaux</b>	BP	548,69	566,82	574,53	231,86	236,33	140,55
	Total Inscrits	554,82	566,38	576,17	239,69	239,90	140,77
	CA	555,96	567,07	577,83	240,15	240,00	142,14
	% évolution	2,2%	2,0%	1,9%	-58,4%	-0,1%	-40,8%
	% exécution	101,3%	100,0%	100,6%	103,6%	101,6%	101,1%
<b>Autres impôts et taxes</b>	BP	589,77	577,59	608,07	950,89	1 009,93	1 124,91
	Total Inscrits	579,14	590,83	598,11	983,62	1 004,22	1 117,90
	CA	574,52	620,89	606,46	1 017,01	1 008,08	1 090,67
	% évolution	-0,6%	8,1%	-2,3%	67,7%	-0,9%	8,2%
	% exécution	97,4%	107,5%	99,7%	107,0%	99,8%	97,0%
<b>Dotations et compensations (non ventilables)</b>	BP	180,75	179,96	182,44	178,86	178,88	178,50
	Total Inscrits	186,30	180,20	183,84	178,93	178,36	177,38
	CA	186,27	180,34	184,95	181,05	179,43	171,41
	% évolution	1,6%	-3,2%	2,6%	-2,1%	-0,9%	-4,5%
	% exécution	103,1%	100,2%	101,4%	101,2%	100,3%	96,0%
<b>Autres recettes</b>	BP	162,31	163,73	156,64	153,34	165,04	170,29
	Total Inscrits	189,92	193,27	196,58	187,51	193,66	206,04
	CA	175,14	171,08	148,43	160,70	183,41	179,17
	% évolution	3,7%	-2,3%	-13,2%	8,3%	14,1%	-2,3%
	% exécution	107,9%	104,5%	94,8%	104,8%	111,1%	105,2%
<b>Total BP des recettes</b>		<b>1 481,51</b>	<b>1 488,10</b>	<b>1 521,68</b>	<b>1 514,95</b>	<b>1 590,19</b>	<b>1 614,25</b>
Total Inscrits des recettes		1 510,19	1 530,68	1 554,71	1 589,75	1 616,13	1 642,09
<b>Total CA des recettes</b>		<b>1 491,89</b>	<b>1 539,38</b>	<b>1 517,67</b>	<b>1 598,90</b>	<b>1 610,91</b>	<b>1 583,39</b>
% évolution des recettes		1,2%	3,2%	-1,4%	5,4%	0,8%	-1,7%
% exécution des recettes		100,7%	103,4%	99,7%	105,5%	101,3%	98,1%

## ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

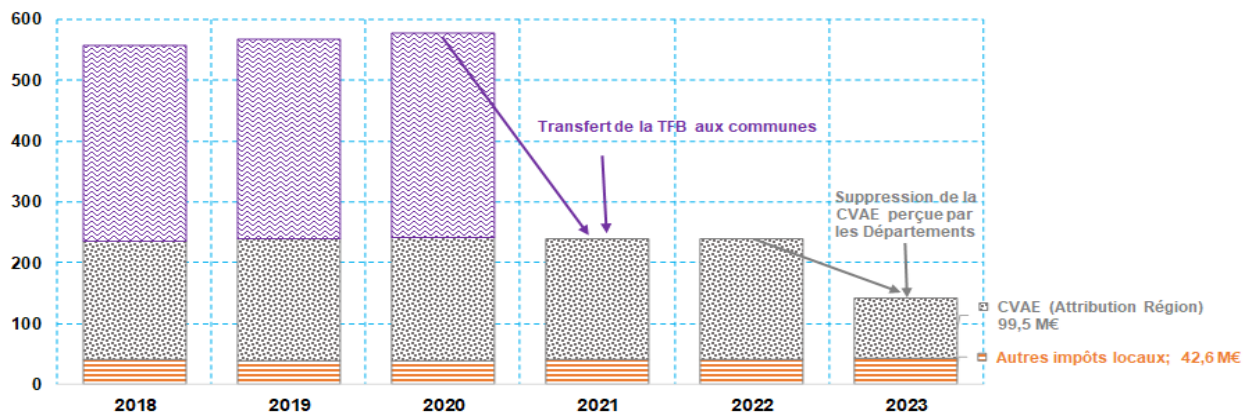


### 1.2.1 Les impôts locaux en forte diminution

En 2023, les recettes issues de la fiscalité locale ont représenté un volume de 142,14 M€ en baisse de 40,8% par rapport à 2022, soit -97,86 M€. La baisse observée des revenus est attribuée à la suppression du produit CVAE et à son remplacement par une fraction de TVA. Bien que cette transition réduise les revenus de la fiscalité locale, elle entraîne une augmentation des autres impôts et taxes.

Impôts locaux en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>TFPB</b> - taxe foncière sur les propriétés bâties	<b>BP</b>	<b>317,86</b>	<b>329,94</b>	<b>334,23</b>	<i>Taxe transférée aux communes</i>		
	<i>Total Inscrits</i>	319,96	328,06	335,52			
	<b>% évolution</b>	<b>321,04</b>	<b>328,69</b>	<b>337,13</b>			
	% exécution	5,4%	2,4%	2,6%			
	% exécution	101,0%	99,6%	100,9%			
<b>CVAE</b> - cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (jusqu'en 2022) et attribution de la Région	<b>BP</b>	<b>192,48</b>	<b>198,25</b>	<b>200,52</b>	<b>191,52</b>	<b>196,03</b>	<b>201,69</b>
	<i>Total Inscrits</i>	193,14	198,92	200,94	199,25	199,05	99,52
	<b>CA</b>	<b>193,14</b>	<b>198,92</b>	<b>200,94</b>	<b>199,25</b>	<b>199,05</b>	<b>99,52</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-4,2%</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-50,0%</b>
	% exécution	100,3%	100,3%	100,2%	104,0%	101,5%	49,3%
<b>FNGIR</b> - fonds national de garantie individuelle des ressources (à/c 2011)	<b>BP</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>
	<i>Total Inscrits</i>	20,62	20,62	20,62	20,62	20,62	20,62
	<b>CA</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>	<b>20,62</b>
	<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
	% exécution	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
<b>DCP</b> - dispositif de compensation péréquée (à/c 2014)	<b>BP</b>	<b>12,91</b>	<b>13,03</b>	<b>14,13</b>	<b>14,47</b>	<b>14,29</b>	<b>15,14</b>
	<i>Total Inscrits</i>	12,96	13,56	13,82	14,41	14,71	15,14
	<b>CA</b>	<b>12,96</b>	<b>13,56</b>	<b>13,82</b>	<b>14,41</b>	<b>14,71</b>	<b>16,34</b>
	<b>% évolution</b>	<b>7,4%</b>	<b>4,6%</b>	<b>1,9%</b>	<b>4,2%</b>	<b>2,1%</b>	<b>11,1%</b>
	% exécution	100,4%	104,0%	97,8%	99,6%	102,9%	107,9%
<b>FSDRIF</b> - fonds de solidarité des départements de la Région Île-de-France (à/c 2014)	<b>BP</b>	<b>3,60</b>	<b>3,60</b>	<b>3,58</b>	<b>3,65</b>	<b>3,80</b>	<b>3,61</b>
	<i>Total Inscrits</i>	3,43	3,78	3,75	3,66	3,82	3,61
	<b>CA</b>	<b>3,43</b>	<b>3,78</b>	<b>3,75</b>	<b>3,66</b>	<b>3,82</b>	<b>3,67</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-6,4%</b>	<b>10,3%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>4,5%</b>	<b>-3,9%</b>
	% exécution	95,2%	105,1%	104,8%	100,4%	100,6%	101,8%
<b>IFER</b> - imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	<b>BP</b>	<b>1,22</b>	<b>1,38</b>	<b>1,45</b>	<b>1,60</b>	<b>1,60</b>	<b>1,66</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,37	1,44	1,52	1,57	1,70	1,88
	<b>CA</b>	<b>1,42</b>	<b>1,50</b>	<b>1,56</b>	<b>1,67</b>	<b>1,80</b>	<b>1,97</b>
	<b>% évolution</b>	<b>4,8%</b>	<b>6,0%</b>	<b>3,9%</b>	<b>7,1%</b>	<b>7,8%</b>	<b>9,2%</b>
	% exécution	116,4%	108,9%	107,6%	104,4%	112,7%	118,6%
<b>Autres recettes</b>	<b>BP</b>	-	-	-	-	-	-
	<i>Total Inscrits</i>	3,35	-	-	0,18	-	-
	<b>CA</b>	<b>3,35</b>	-	-	<b>0,54</b>	-	<b>0,01</b>
	<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	-	-	-	-
<b>Total BP des recettes</b>	<b>548,69</b>	<b>566,82</b>	<b>574,53</b>	<b>231,86</b>	<b>236,33</b>	<b>242,72</b>	
<i>Total Inscrits des recettes</i>	554,82	566,38	576,17	239,69	239,90	140,77	
<b>Total CA des recettes</b>	<b>555,96</b>	<b>567,07</b>	<b>577,83</b>	<b>240,15</b>	<b>240,00</b>	<b>142,14</b>	
<b>% évolution des recettes</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,9%</b>	<b>-58,4%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-40,8%</b>	
<b>% exécution des recettes</b>	<b>101,3%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,6%</b>	<b>103,6%</b>	<b>101,6%</b>	<b>58,6%</b>	

## ÉVOLUTION DES IMPÔTS LOCAUX



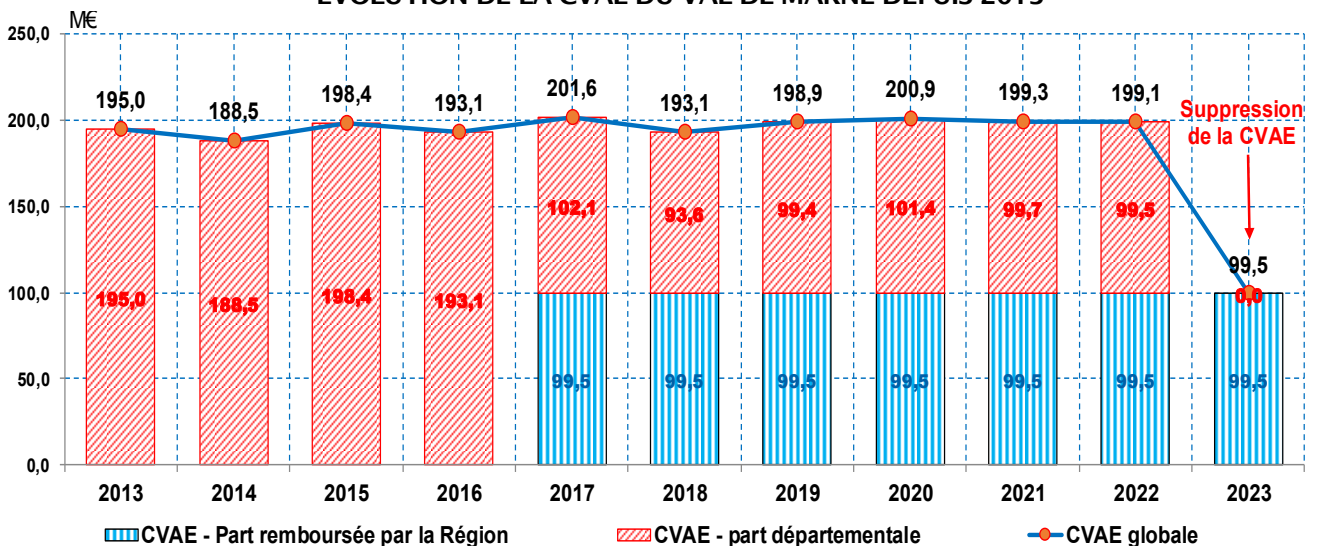
- **La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**

Le produit de cet impôt était partagé entre 2011 et 2016 entre tous les niveaux de collectivités : 26,5% pour le secteur communal, 48,5% pour les départements et 25% pour les régions. Ce partage a été modifié à compter de 2017 pour accompagner la nouvelle répartition des compétences entre les collectivités, issue de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi Notre) : 26,5% pour le secteur communal, 23,5% pour les départements et 50% pour les régions, soit une perte de 51,5% de leur produit pour les départements.

En l'absence de transfert de compétences entre la Région Ile-de-France et les départements franciliens, la loi prévoyait le versement d'une dotation de compensation vers ces départements. La Région reverse intégralement au Val-de-Marne la part de CVAE qui lui a été octroyée. Son montant est cependant figé dans le temps à hauteur de 99,5 M€.

En 2023, la loi de finances a supprimé la CVAE due par les entreprises. En contrepartie, les collectivités locales se voient affecter, à compter de 2023, une nouvelle fraction de TVA.

## ÉVOLUTION DE LA CVAE DU VAL-DE-MARNE DEPUIS 2013



- **Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)**

Ce fonds destiné à assurer une neutralité financière de la réforme de la taxe professionnelle, est figé à hauteur de 20,62 M€.

- **Le dispositif de compensation péréquée (DCP)**

Il s'élève à 16,34 M€ en 2023 soit une augmentation de 11,1% par rapport à 2022 (+1,63 M€). L'article 42 de la loi de finances initiales pour 2014 a affecté aux départements les produits nets des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) avec une première part au titre de la compensation du reste à charge des départements en matière d'AIS, après prise en compte des dotations de compensation, et une seconde part au titre de la péréquation prenant en compte des critères de ressources et de charges des départements.

- **Le fonds de solidarité des départements de la Région Île-de-France (FSDRIF)**

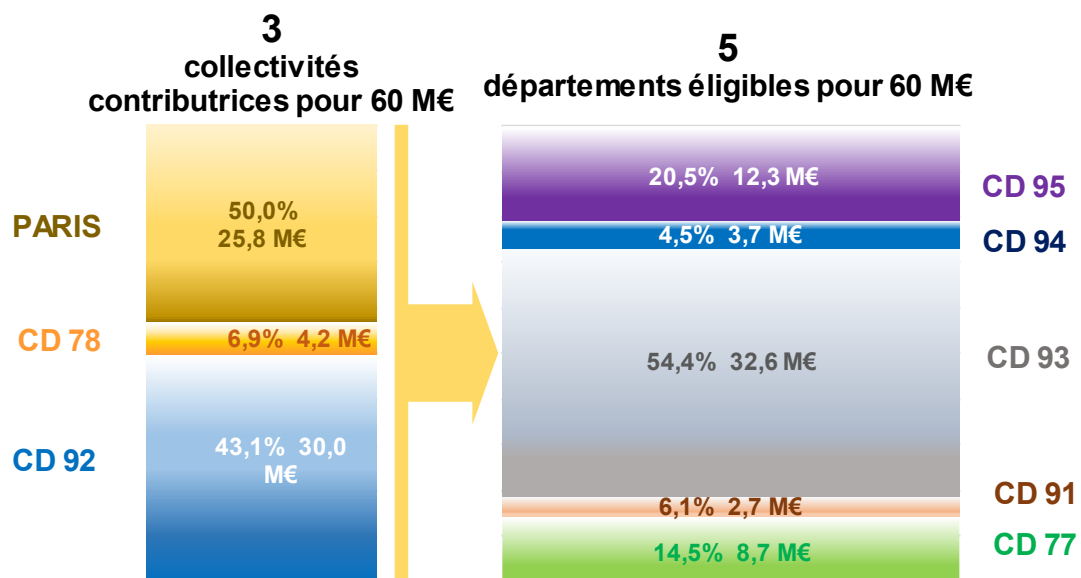
Ce fonds a été créé par l'article 135 de la loi de finances pour 2014 pour corriger l'inégale répartition de richesse fiscale et de charges des départements franciliens.

Les ressources globales du FSDRIF ont été fixées à 60 M€ pour 2020 et l'enveloppe reste stable depuis 2014. Le mécanisme repose sur un indice synthétique (IS) de ressources et de charges (50% du potentiel financier par habitant, 25% du revenu par habitant, 15% de la proportion du RSA et de 10% de la proportion des bénéficiaires d'aides au logement) qui permet d'alimenter le fonds par des prélèvements sur les ressources de certains départements de la Région Île-de-France afin de les reverser à d'autres départements de la région. L'attribution revenant à chaque département éligible au versement est calculée en fonction de l'écart négatif entre l'IS du département bénéficiaire et 95% de l'IS médian, multiplié par sa population DGF.

Depuis sa création, trois mêmes départements sont contributeurs (Hauts-de-Seine, Paris, Yvelines) et cinq mêmes départements sont bénéficiaires (Seine-Saint-Denis, Val d'Oise, Seine-et-Marne, Essonne et Val-de-Marne).

Cette recette s'élève à 3,67 M€ en 2023 avec une diminution de -3,9% et de -0,15 M€ par rapport à 2022.

#### SITUATION DU FONDS EN 2023





## BILAN DU FONDS SUR LA PÉRIODE DEPUIS SA CRÉATION EN 2014

<i>Bilan FSDRIF en M€</i>	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Enveloppe</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>	<b>60,00</b>
Paris	-26,60	-26,52	-27,70	-28,33	-27,54	-30,00	-30,00	-30,00	-30,00	-30,00
Seine-et-Marne	11,15	11,18	11,32	10,90	11,00	10,42	9,73	9,58	9,47	8,68
Yvelines	-3,40	-3,48	-2,30	-2,26	-2,46	-2,72	-3,62	-3,69	-3,68	-4,16
Essonne	2,16	2,26	2,79	3,04	3,00	2,90	3,18	3,30	3,11	2,69
Hauts-de-seine	-30,00	-30,00	-30,00	-29,41	-30,00	-27,28	-26,38	-26,31	-26,32	-25,84
Seine-st-denis	28,40	28,58	27,85	27,86	28,79	29,24	29,81	29,85	29,64	32,63
<b>Val-de-Marne</b>	<b>4,31</b>	<b>4,21</b>	<b>3,83</b>	<b>3,66</b>	<b>3,43</b>	<b>3,78</b>	<b>3,75</b>	<b>3,66</b>	<b>3,82</b>	<b>3,67</b>
Val-d'Oise	13,98	13,77	14,21	14,54	13,78	13,66	13,53	13,61	13,96	12,34

- **L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)**

L'IFER est un impôt acquitté par les entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et de transports. Son produit était perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation. Cette recette s'élève à 1,97 M€ en 2023 contre 1,8 M€ en 2022, soit une hausse de 9,2% et 0,17 M€.

### **1.2.2 Une diminution de la fiscalité indirecte en raison de l'effondrement des DMTO**

Les recettes générées en 2023 par les autres impôts et taxes s'établissent à 1 090,67 M€ contre 1 008,08 M€ en 2022, soit une hausse de 8,2% (82,59 M€). Cette augmentation découle principalement de quatre facteurs :

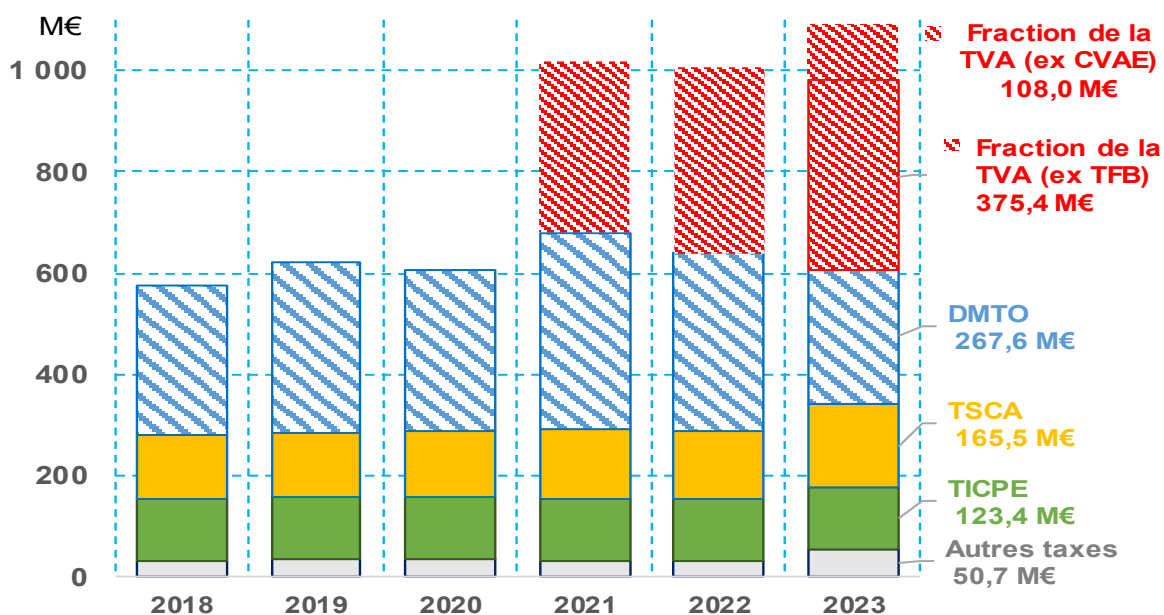
- la CVAE qui a été remplacée en 2023 par une fraction de TVA (+108,03 M€)
- l'augmentation de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (+21,9%)
- l'augmentation de la fraction de TVA remplaçant la taxe foncière (+1,8%)
- la nette diminution des droits de mutation à titre onéreux, à hauteur de -24% par rapport à 2022, très partiellement compensée par la hausse du reversement du fonds de péréquation DMTO (+344,4%).

## ÉVOLUTION DES AUTRES IMPÔTS ET TAXES

Autres impôts et taxes en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Fraction de la TVA (ex TFB)</b>	<b>BP</b>				<b>335,61</b>	<b>355,00</b>	<b>385,00</b>
	<i>Total Inscrits</i>				336,52	355,00	384,18
	<b>CA</b>				<b>336,52</b>	<b>368,76</b>	<b>375,44</b>
	<b>% évolution</b>				-	<b>9,6%</b>	<b>1,8%</b>
	<b>% exécution</b>				100,3%	103,9%	97,5%
		<i>Nouvelle taxe en compensation du transfert aux communes de la part départementale de la TFB à partir de 2021</i>					
<b>Fraction de la TVA (ex-CVAE)*</b>	<b>BP</b>						
	<b>CA</b>						<b>108,03</b>
	<b>% évolution</b>						-
	<b>% exécution</b>						-
		<i>Nouvelle taxe en compensation de la suppression de la part départementale de CVAE à partir de 2023</i>					
<b>DMTO</b>	<b>BP</b>	<b>314,00</b>	<b>300,00</b>	<b>325,00</b>	<b>320,00</b>	<b>360,00</b>	<b>335,00</b>
	<i>Total Inscrits</i>	304,00	312,00	316,00	355,00	360,00	290,00
	<b>CA</b>	<b>297,06</b>	<b>338,29</b>	<b>317,86</b>	<b>388,14</b>	<b>352,03</b>	<b>267,65</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-5,4%</b>	<b>13,9%</b>	<b>-6,0%</b>	<b>22,1%</b>	<b>4,1%</b>	<b>-24,0%</b>
	<b>% exécution</b>	94,6%	112,8%	97,8%	121,3%	97,8%	79,9%
<b>TSCA - Taxe spéciale sur les conventions d'assurance</b>	<b>BP</b>	<b>123,00</b>	<b>123,00</b>	<b>126,40</b>	<b>139,50</b>	<b>140,30</b>	<b>144,09</b>
	<i>Total Inscrits</i>	123,00	123,00	129,40	137,00	140,30	159,43
	<b>CA</b>	<b>123,85</b>	<b>127,05</b>	<b>131,82</b>	<b>138,88</b>	<b>135,79</b>	<b>165,51</b>
	<b>% évolution</b>	<b>8,0%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,9%</b>	<b>21,9%</b>
	<b>% exécution</b>	100,7%	103,3%	104,3%	99,6%	96,8%	114,9%
<b>TICPE - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</b>	<b>BP</b>	<b>124,00</b>	<b>124,00</b>	<b>124,00</b>	<b>123,80</b>	<b>123,80</b>	<b>123,82</b>
	<i>Total Inscrits</i>	124,00	124,00	122,00	122,80	123,80	123,82
	<b>CA</b>	<b>123,63</b>	<b>123,42</b>	<b>122,40</b>	<b>123,24</b>	<b>123,59</b>	<b>123,40</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,1%</b>	<b>-0,2%</b>
	<b>% exécution</b>	99,7%	99,5%	98,7%	99,5%	99,8%	99,7%
<b>Taxe d'aménagement</b>	<b>BP</b>	<b>12,00</b>	<b>14,03</b>	<b>16,13</b>	<b>15,10</b>	<b>13,00</b>	<b>9,00</b>
	<i>Total Inscrits</i>	12,00	14,03	14,13	15,10	8,00	11,00
	<b>CA</b>	<b>14,50</b>	<b>15,66</b>	<b>17,79</b>	<b>12,87</b>	<b>8,42</b>	<b>12,03</b>
	<b>% évolution</b>	<b>25,9%</b>	<b>8,0%</b>	<b>13,6%</b>	<b>-27,7%</b>	<b>-46,2%</b>	<b>42,9%</b>
	<b>% exécution</b>	120,8%	111,6%	110,3%	85,2%	64,8%	133,7%
<b>TDCFE - Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité</b>	<b>BP</b>	<b>11,20</b>	<b>11,61</b>	<b>10,30</b>	<b>10,50</b>	<b>10,74</b>	<b>11,29</b>
	<i>Total Inscrits</i>	11,20	11,61	10,20	10,50	11,26	13,35
	<b>CA</b>	<b>10,49</b>	<b>10,44</b>	<b>10,17</b>	<b>10,58</b>	<b>13,60</b>	<b>12,83</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-8,4%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>4,0%</b>	<b>30,3%</b>	<b>-5,6%</b>
	<b>% exécution</b>	93,7%	89,9%	98,7%	100,7%	126,6%	113,7%
<b>Taxe additionnelle à la taxe de séjour</b>	<b>BP</b>	<b>0,20</b>	<b>0,35</b>	<b>0,40</b>	<b>0,30</b>	<b>0,16</b>	<b>0,25</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,25	0,35	0,30	0,12	0,16	0,25
	<b>CA</b>	<b>0,30</b>	<b>0,25</b>	<b>0,33</b>	<b>0,21</b>	<b>0,19</b>	<b>0,44</b>
	<b>% évolution</b>	<b>112,6%</b>	<b>-16,4%</b>	<b>32,8%</b>	<b>-37,4%</b>	<b>-26,0%</b>	<b>138,2%</b>
	<b>% exécution</b>	150,2%	71,7%	83,3%	69,5%	116,0%	176,9%
<b>Fonds de péréquation DMTO</b>	<b>BP</b>	<b>5,37</b>	<b>4,60</b>	<b>5,83</b>	<b>6,08</b>	<b>6,93</b>	<b>14,29</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,69	5,83	6,08	6,58	5,70	25,35
	<b>CA</b>	<b>4,69</b>	<b>5,78</b>	<b>6,08</b>	<b>6,58</b>	<b>5,70</b>	<b>25,35</b>
	<b>% évolution</b>	<b>106,4%</b>	<b>23,3%</b>	<b>5,1%</b>	<b>8,2%</b>	<b>-1,4%</b>	<b>344,4%</b>
	<b>% exécution</b>	87,4%	125,8%	104,2%	108,2%	82,3%	177,4%
<b>Total BP des recettes</b>		<b>589,77</b>	<b>577,59</b>	<b>608,07</b>	<b>950,89</b>	<b>1 009,93</b>	<b>1 022,74</b>
<i>Total Inscrits des recettes</i>		579,14	590,83	598,11	983,62	1 004,22	1 117,90
<b>Total CA des recettes</b>		<b>574,52</b>	<b>620,89</b>	<b>606,46</b>	<b>1 017,01</b>	<b>1 008,08</b>	<b>1 090,67</b>
<b>% évolution des recettes</b>		<b>-0,6%</b>	<b>8,1%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>67,7%</b>	<b>62,4%</b>	<b>8,2%</b>
<b>% exécution des recettes</b>		97,4%	107,5%	99,7%	107,0%	99,8%	106,6%

\*Les crédits de la fraction de TVA compensant la perte de la CVAE ont été inscrits sur l'imputation budgétaire de la CVAE lors du BP 2023 puis réalisé sur l'imputation Fraction de TVA.

## ÉVOLUTION DES AUTRES IMPÔTS ET TAXES



- **La fraction de TVA remplaçant la taxe foncière sur les propriétés bâties**

La réforme de la fiscalité locale engagée par le Gouvernement et comprenant en particulier la suppression de la taxe d'habitation, a remplacé depuis 2021 la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) par une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Elle constitue une évolution majeure pour les finances des départements, en les privant de tout pouvoir de taux.

Depuis 2022, la fraction de TVA reçue par les départements est corrélée à la dynamique de la TVA nette (TVA brute moins les dégrèvements et remboursements de TVA) de l'année en cours (année n). Le versement de cette recette est opéré par douzième. Un montant provisoire est calculé début d'année n, sur la base du produit prévisionnel de l'année n inscrit dans la loi de finances de l'année n. Un ajustement est opéré à l'automne sur la base des prévisions actualisées publiées dans le projet de loi de finances n+1. Enfin, un solde négatif ou positif est calculé en février/mars n+1 sur la base du produit de TVA définitif de l'année n. Ce mode de versement peut impliquer des variations importantes sur les douzièmes, ainsi qu'un déport de recettes d'un exercice sur l'autre du fait du solde, en cas de modification ou d'erreurs dans les prévisions de TVA.

Ce cas de figure s'est présenté en 2023, avec un solde négatif de -3,39 M€ payé au titre d'un trop perçu de 2022.

En 2023, la fraction de TVA reçue par le Département s'est donc élevée à 375,44 M€ dont 378,83 M€ au titre de 2023 et -3,39 M€ de solde négatif 2022. Ce total représente une progression de 1,8% et 6,68 M€ par rapport au CA 2022. Le montant perçu au titre de 2023 a été inférieur aux attentes (387,57 M€ notifié en mars 2023), notamment car les remboursements et dégrèvements de TVA ont augmenté, ce qui a entraîné une évolution de la TVA nette, inférieure à celle de la TVA brute.

- **La fraction de TVA remplaçant la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**

L'article 5 de la loi de finances initiale 2023 a supprimé la CVAE payée par les entreprises en plusieurs temps. Parallèlement, le reversement de cette recette par l'Etat aux départements a été supprimé dès 2023. S'agissant de la compensation aux départements de la perte de recettes induite par cette réforme, la loi a prévu de leur affecter, dès l'exercice 2023, une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette dernière serait divisée chaque année en deux parts :

- une part fixe et garantie, correspondant à la moyenne de leurs recettes de CVAE 2020 à 2023, plus le solde moyen des flux de péréquation entre 2020 et 2022
- une part correspondant à la dynamique de la TVA nette calculée au niveau national.

Ainsi, au titre de 2023, le Département a perçu 108,03 M€, dont 104,19 M€ de part fixe et 3,84 M€ de part dynamique. Cette recette est en hausse de 8,5 M€ par rapport au dernier montant de CVAE perçu en 2022.

- **Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO)**

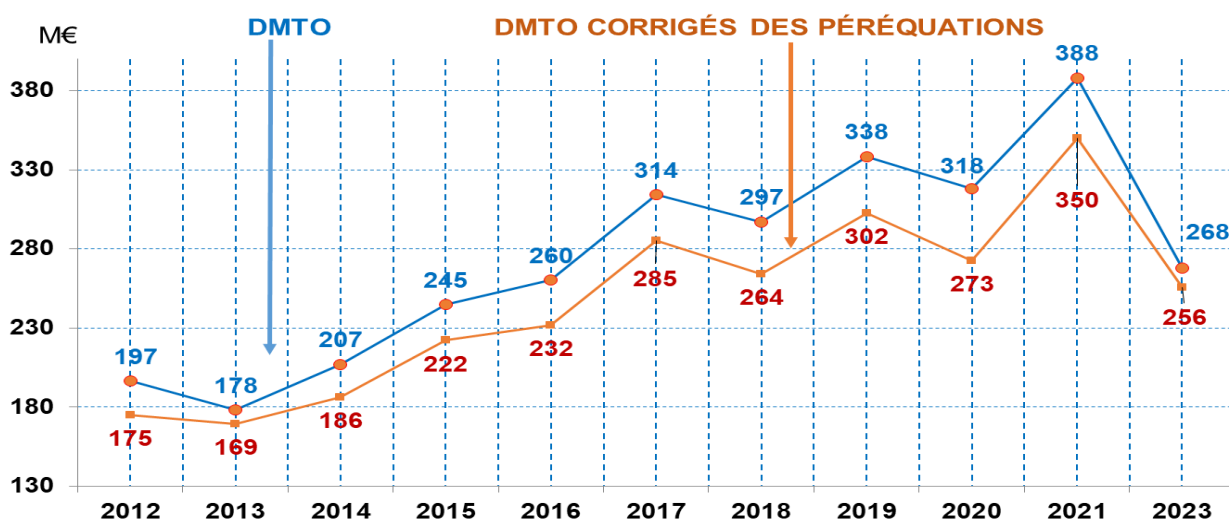
Le montant de DMTO perçu en 2023 à hauteur de 267,65 M€ recouvre une diminution de -24% par rapport à 2022. La contraction du marché immobilier, entamé mi-2022 avec la remontée des taux d'intérêt et de l'inflation, s'est poursuivie en 2023 avec une décélération brutale à partir du mois d'août. Il en résulte une recette très inférieure aux inscriptions du BP 2023 (335 M€).

Cette nette diminution en 2023 découle de plusieurs facteurs :

- un volume de transactions en recul (-22,8%) avec 16 125 transactions conclues en 2023 contre 20 793 en 2022
- une baisse des prix (-6,9% sur un an)

Le produit 2023 corrigé du montant de la péréquation nette (prélèvement 37,34 M€ - reversement 25,35 M€), calculée sur le produit 2023, soit 12 M€, s'élève à 255,65 M€ contre 311,09 M€ en 2022.

### ÉVOLUTION DES DMTO ET DES DMTO NETS DES PÉRÉQUATIONS



- **La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)**

Suite à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, l'État a transféré une partie du produit de la TSCA aux départements en compensation des nouvelles compétences qui leur sont attribuées et pour contribuer au financement des services départementaux d'incendie et de secours. La TSCA est composée de deux parts :

- une part ancienne destinée à financer, d'une part, les transferts de compétences prévus par la loi du 13 août 2004 (article 52 de la loi de finances initiale 2005) et d'autre part, les services départementaux d'incendie et de secours, les SDIS (article 53 de la LFI 2005).

- une part dite nouvelle (article 77 de la loi de finances initiale 2010) attribuée aux départements afin de compenser la suppression de la taxe professionnelle.

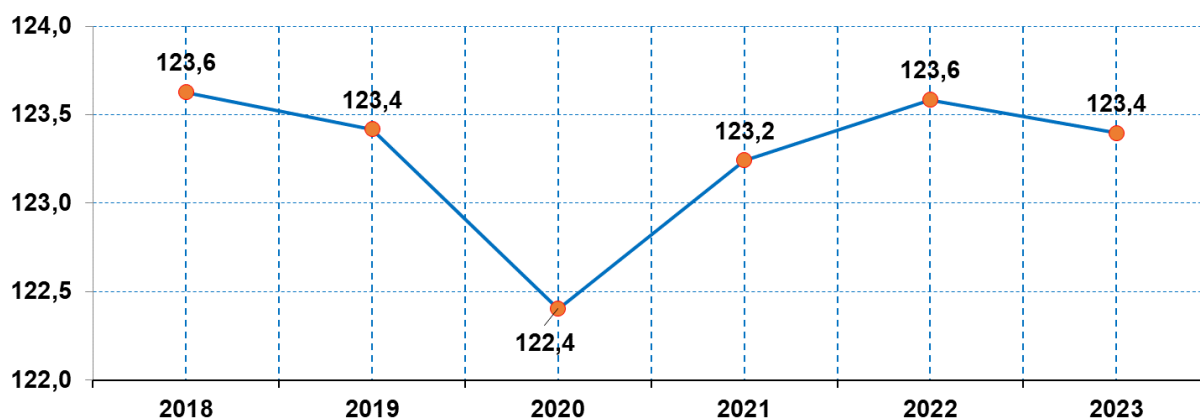
Le produit de TSCA perçu en 2023 est en hausse de 21,9% par rapport à 2022. Il s'établit à 165,51 M€ contre 135,79 M€ en 2022 (29,72 M€). L'évolution annuelle moyenne sur la période 2018-2023 est de près de + 4,4%.

- **La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)**

Le montant de la TICPE est en baisse de -0,2% et de -0,19 M€ en 2023 (123,4 M€) par rapport à 2022 (123,59 M€). L'évolution annuelle moyenne sur la période 2018-2023 est de 1,9%. La TICPE se compose de trois parts :

- La part RSA historique (en contrepartie de la prise en charge de l'allocation RMI, calculée en référence aux dépenses exposées par l'État en 2003) est figée depuis cette date, soit 98,4 M€.
- La part RSA majoré (pour assurer la couverture des dépenses relatives à l'allocation forfaitaire majorée correspondant à l'ancienne allocation parent isolé (API)). Conformément à l'arrêté du 21 janvier 2017 constatant le droit à compensation des charges nettes résultant pour les départements du transfert de compétences prévu par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008, le droit à compensation du Val-de-Marne s'élève désormais à 15,1 M€ (compensation pérenne et figée).
- La part TOS-DDE qui n'est ni figée ni notifiée est perçue de façon fractionnée chaque mois. Elle fait l'objet de versements qui sont liés aux fluctuations réelles des ventes de carburants et dont les montants peuvent être variables d'un mois à l'autre, d'où la différence de montant reversé mois après mois par la paierie départementale. Depuis 2009, une fraction des transferts de charges (transferts de personnel TOS des collèges et de la DDE) de la loi du 13 août 2004, qui ne peut plus être couverte par la TSCA, est financée via cette part supplémentaire de TICPE. Elle s'est élevée à 9,37 M€ en 2023.

#### ÉVOLUTION DE LA TICPE DEPUIS 2018



- **La taxe d'aménagement**

La taxe d'aménagement, dont le périmètre est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2012 dans le cadre de la réforme de la taxe d'urbanisme, est assise sur les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, d'installations ou d'aménagements de toute nature faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme.

Cette taxe est composée d'une part communale dont le produit sert à financer les équipements publics rendus nécessaires par l'urbanisation et d'une part départementale servant notamment à financer la protection et la gestion des espaces naturels sensibles et le financement du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

En 2023, le montant de la taxe d'aménagement s'est élevé à 12,03 M€, soit une hausse de 42,9% par rapport à 2022 (+3,61 M€).

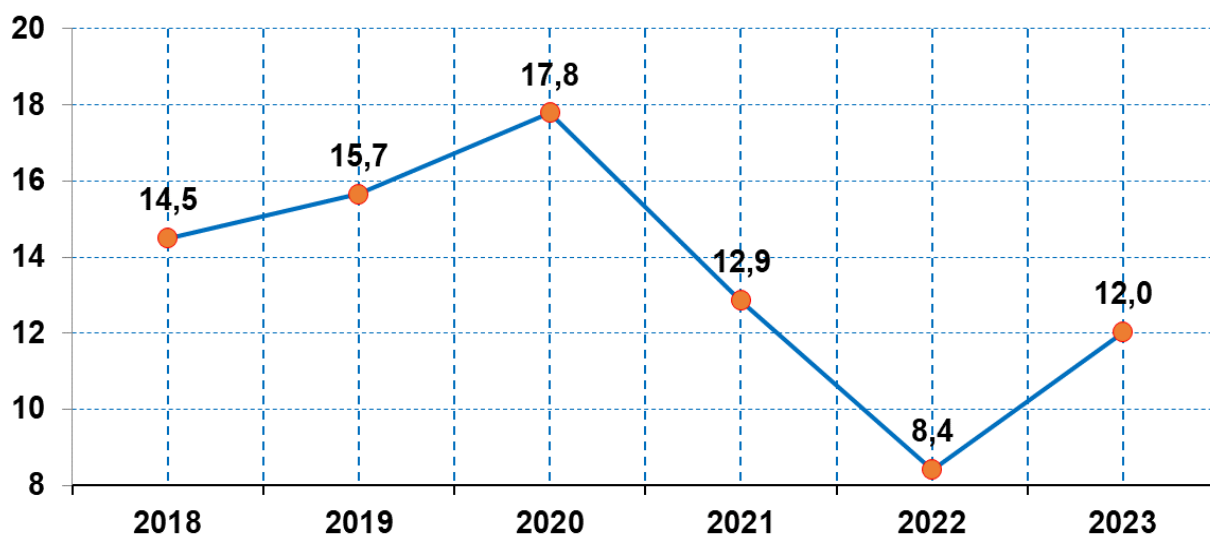
Jusqu'en août 2022, la taxe d'aménagement était payable en deux fois lorsqu'elle dépassait 1 500 € : aux 12<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> mois suivant la délivrance du permis de construire. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022, le fait générateur de l'exigibilité de la taxe et la temporalité de sa perception ont été modifiés. Le produit de la taxe d'aménagement est versé à compter de la réception de la déclaration d'achèvement de travaux par la mairie : la première moitié versée à 90 jours après réception et à 6 mois pour le solde.

Cette évolution a des incidences sur la recette perçue par les collectivités du fait du décalage de perception. Par ailleurs, elle est source d'une incertitude plus forte en lien avec le caractère aléatoire des dates de fin de travaux.

Afin d'atténuer les effets négatifs de cette réforme sur les recettes des collectivités, une ordonnance du 14 juin 2022 a mis en place un nouveau système d'acompte mais pour les seuls projets de grande envergure, ce qui en réduit considérablement la portée. Pour les projets de plus de 5 000 m<sup>2</sup>, deux acomptes sont prévus : l'un de 50% de la somme due, exigible au neuvième mois suivant la délivrance de l'autorisation d'urbanisme et le second de 35%, versé au dix-huitième mois.

Cette réforme affecte donc transitoirement les recettes départementales en retardant la perception de la taxe pour les projets de moins de 5 000 m<sup>2</sup> et en l'étalant pour les projets de plus grande ampleur.

ÉVOLUTION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT DEPUIS 2018



- **La taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE)**

En 2023, le montant de TDCFE de 12,83 M€ présente une baisse de 5,6% par rapport au montant perçu en 2022. L'évolution annuelle moyenne sur la période 2018-2023 est de 2,9%. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) est intégrée à la contribution aux charges de service public de l'électricité (CSPE).

- **La taxe additionnelle à la taxe de séjour**

La taxe additionnelle à la taxe de séjour atteint son plus haut niveau depuis sa mise en place en 2023, avec une recette de 0,44 M€ (+ 138,2% par rapport à 2022).

- **Le fonds de péréquation DMTO**

En 2023, le montant des versements au titre de la péréquation DMTO s'élève à 25,35 M€ soit une hausse de 344,4% par rapport à cette recette en 2022.

Jusqu'à 2020, trois fonds de péréquation étaient assis sur les DMTO :

- le fonds national de péréquation des DMTO, fonds dit historique
- le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD), également appelé fonds de péréquation des DMTO. Il a été créé par l'article 78 de la loi de finances pour 2014 afin de réduire les inégalités relatives aux charges en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) que sont l'APA, la PCH et le RSA
- le fonds de soutien interdépartemental (FSID).

La loi de finances pour 2020 a procédé à leur fusion en un fonds unique : le fonds national de péréquation des DMTO (FNP-DMTO).

En 2023, le montant des versements au titre de la péréquation DMTO s'élève à 25,35 M€ soit une hausse de 344,4% par rapport à cette recette en 2022. Cette forte augmentation s'explique par deux facteurs. Premièrement, suite à la baisse locale des DMTO en 2022, dans un contexte de hausse au niveau national, les DMTO par habitant sont désormais inférieurs à 110% de la moyenne nationale. Ainsi, le Département n'est plus soumis à l'abattement de 50% sur le versement initial qui est appliqué aux départements percevant des DMTO par habitant compris entre 110% et 140% de la moyenne nationale. De plus, son reste à charge sur les AIS se dégrade, comparativement à la moyenne nationale, ce qui tend à faire augmenter le versement.

#### ÉVOLUTION DU FONDS DE PÉREQUATION DMTO

Fonds de péréquation DMTO en M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>BP</b>	<b>5,37</b>	<b>4,60</b>	<b>5,83</b>	<b>6,08</b>	<b>6,93</b>	<b>14,29</b>
Fonds de péréquation des DMTO	<i>Total Inscrits</i>	4,69	5,83	6,08	6,58	25,35
<b>CA</b>	<b>4,69</b>	<b>5,78</b>	<b>6,08</b>	<b>6,58</b>	<b>5,70</b>	<b>25,35</b>
<b>% évolution</b>	<b>106,4%</b>	<b>23,3%</b>	<b>5,1%</b>	<b>8,2%</b>	<b>-13,3%</b>	<b>344,4%</b>
<b>% exécution</b>	<b>87,4%</b>	<b>125,8%</b>	<b>104,2%</b>	<b>108,2%</b>	<b>82,3%</b>	<b>177,4%</b>
<b>BP</b>						
Fonds de péréquation de la CVAE	<i>Total Inscrits</i>	3,35	-	-	-	-
<b>CA</b>	<b>3,35</b>					
<b>% évolution</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>% exécution</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total BP des recettes</b>	<b>5,37</b>	<b>4,60</b>	<b>5,83</b>	<b>6,08</b>	<b>6,93</b>	<b>14,29</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	8,04	5,83	6,08	6,58	5,70	25,35
<b>Total CA des recettes</b>	<b>8,04</b>	<b>5,78</b>	<b>6,08</b>	<b>6,58</b>	<b>5,70</b>	<b>25,35</b>
<b>% évolution des recettes</b>	<b>253,9%</b>	<b>-28,1%</b>	<b>5,1%</b>	<b>8,2%</b>	<b>-13,3%</b>	<b>344,4%</b>
<b>% exécution des recettes</b>	<b>149,8%</b>	<b>125,8%</b>	<b>104,2%</b>	<b>108,2%</b>	<b>82,3%</b>	<b>177,4%</b>

#### **1.2.3 Une baisse des concours de l'Etat et recettes de compensation**

Les recettes de dotations et de compensations d'un montant de 171,41 M€ baissent de 4,5% par rapport à 2022, soit -8,02 M€. La dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue en particulier de -0,6% et est ramenée de 143,78 M€ à 142,85 M€.

Les recettes de dotations et de compensations représentent 10,83% de l'ensemble des recettes de fonctionnement en 2023 du Département (avec les produits de cessions) contre 11,13% en 2022. Il est à noter que la part de CVAE versée par la Région (99,5 M€) est comptabilisée au titre de la fiscalité indirecte.

Dotations et compensations de l'État en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>DGF</b> - dotation globale de fonctionnement	<b>BP</b>	<b>144,82</b>	<b>144,05</b>	<b>143,90</b>	<b>144,30</b>	<b>143,90</b>	<b>143,87</b>
	<i>Total Inscrits</i>	144,50	144,36	144,36	144,11	143,78	142,85
	<b>CA</b>	<b>144,50</b>	<b>144,36</b>	<b>144,36</b>	<b>144,11</b>	<b>143,78</b>	<b>142,85</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,6%</b>
	<b>% exécution</b>	99,8%	100,2%	100,3%	99,9%	99,9%	99,3%
<b>DCRTP</b> - dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (à/c 2011)	<b>BP</b>	<b>22,50</b>	<b>21,87</b>	<b>21,86</b>	<b>21,86</b>	<b>21,74</b>	<b>21,74</b>
	<i>Total Inscrits</i>	22,55	21,86	21,86	21,74	21,74	21,62
	<b>CA</b>	<b>22,55</b>	<b>21,86</b>	<b>21,86</b>	<b>21,74</b>	<b>21,74</b>	<b>21,74</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-3,1%</b>	-	<b>-0,5%</b>	-	-
	<b>% exécution</b>	100,2%	99,9%	100,0%	99,5%	100,0%	100,0%
<b>DGD</b> - dotation générale de décentralisation	<b>BP</b>	<b>5,20</b>	<b>5,39</b>	<b>5,39</b>	<b>5,50</b>	<b>5,30</b>	<b>5,30</b>
	<i>Total Inscrits</i>	5,39	5,39	5,28	5,39	5,39	5,30
	<b>CA</b>	<b>5,39</b>	<b>5,50</b>	<b>5,28</b>	<b>5,39</b>	<b>5,39</b>	<b>5,39</b>
	<b>% évolution</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,1%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>2,1%</b>	-	-
	<b>% exécution</b>	103,6%	102,1%	97,9%	97,9%	101,7%	101,7%
<b>Allocations compensatrices</b>	<b>BP</b>	<b>6,07</b>	<b>6,47</b>	<b>6,02</b>	<b>5,10</b>	<b>5,20</b>	<b>5,10</b>
	<i>Total Inscrits</i>	6,73	6,42	5,90	5,35	5,35	5,13
	<b>CA</b>	<b>6,73</b>	<b>6,42</b>	<b>5,90</b>	<b>5,35</b>	<b>5,35</b>	
	<b>% évolution</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-8,1%</b>	<b>-9,2%</b>	<b>-0,0%</b>	-
	<b>% exécution</b>	110,8%	99,2%	98,0%	105,0%	102,9%	-
<b>FCTVA</b> - fonctionnement	<b>BP</b>	<b>2,14</b>	<b>2,15</b>	<b>2,05</b>	<b>2,07</b>	<b>2,16</b>	<b>1,90</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,14	2,15	1,98	2,31	1,52	1,90
	<b>CA</b>	<b>2,14</b>	<b>2,10</b>	<b>1,97</b>	<b>2,26</b>	<b>1,74</b>	<b>1,41</b>
	<b>% évolution</b>	<b>0,3%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-6,4%</b>	<b>15,1%</b>	<b>-23,0%</b>	<b>-19,2%</b>
	<b>% exécution</b>	100,1%	97,6%	95,9%	109,4%	80,8%	74,1%
Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement la taxe de publicité	<b>BP</b>						
	<b>CA</b>		<b>0,09</b>	<b>0,08</b>	<b>0,09</b>	<b>0,09</b>	
	<b>% évolution</b>	-	-	<b>-9,5%</b>	<b>6,0%</b>	<b>2,3%</b>	-
	<b>% exécution</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Fonds d'urgence en faveur des départements en difficulté</b>	<b>BP</b>			<b>3,20</b>			
	<i>Total Inscrits</i>	4,97	-	3,20	-	-	-
	<b>CA</b>	<b>4,97</b>		<b>3,13</b>	<b>2,08</b>		
	<b>% évolution</b>	-	-	-	<b>-33,4%</b>	-	-
<b>Autres recettes</b>	<b>BP</b>	<b>0,03</b>	<b>0,03</b>	<b>0,03</b>	<b>0,03</b>	<b>0,58</b>	<b>0,58</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,03	0,03	1,27	0,03	0,58	0,58
	<b>CA</b>		<b>0,02</b>	<b>2,38</b>	<b>0,03</b>	<b>1,33</b>	<b>0,02</b>
	<b>% évolution</b>	-	-	<b>13 287,1%</b>	<b>-98,8%</b>	<b>4 683,7%</b>	<b>-98,1%</b>
<b>% exécution</b>	-	58,3%	7 809,2%	91,5%	229,1%	4,3%	
<b>Total BP des recettes</b>	<b>180,75</b>	<b>179,96</b>	<b>182,44</b>	<b>178,86</b>	<b>178,88</b>	<b>178,50</b>	
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	186,30	180,20	183,84	178,93	178,36	177,38	
<b>Total CA des recettes</b>	<b>186,27</b>	<b>180,34</b>	<b>184,95</b>	<b>181,05</b>	<b>179,43</b>	<b>171,41</b>	
<b>% évolution des recettes</b>	<b>1,6%</b>	<b>-3,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-4,5%</b>	
<b>% exécution des recettes</b>	103,1%	100,2%	101,4%	101,2%	100,3%	96,0%	

- **La dotation globale de fonctionnement (DGF)**

La DGF versée par l'État en 2023 est en diminution de 0,6% par rapport à 2022 (-0,93 M€). Elle se chiffre à 142,85 M€ et se décompose en trois parts :

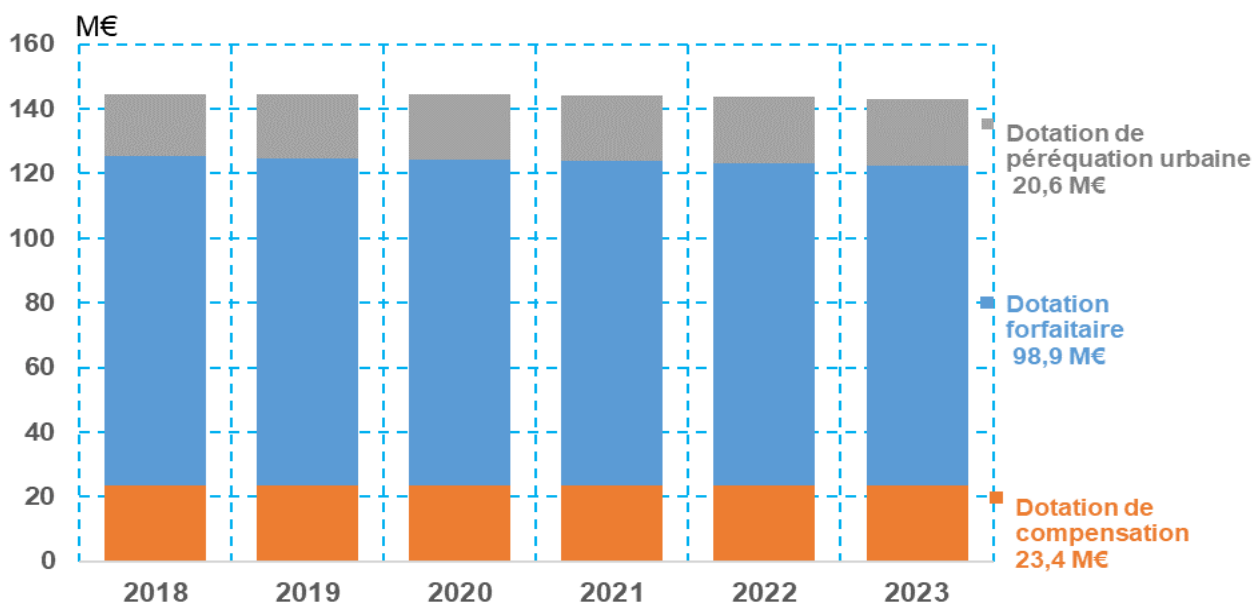
- La dotation forfaitaire de 98,92 M€, qui a subi une baisse de 1,0% soit une perte en volume de 0,96 M€, correspondant à une part de la contribution du Département au redressement des comptes publics



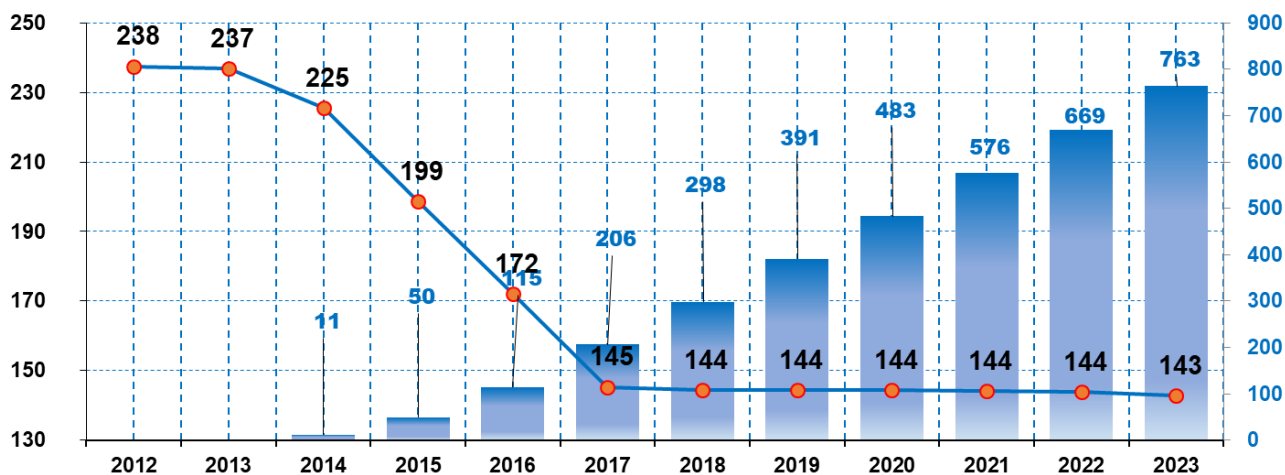
- La dotation de péréquation urbaine (DPU) qui progresse de 0,1% et qui est portée à 20,56 M€ soit une hausse de 0,03 M€
- La dotation de compensation (DC) qui est gelée à un montant de 23,37 M€.

DGF en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>BP</b>	<b>102,36</b>	<b>101,58</b>	<b>100,90</b>	<b>100,88</b>	<b>100,12</b>	<b>99,71</b>
	<i>Total Inscrits</i>	102,03	101,37	100,96	100,40	99,88	98,92
	<b>CA</b>	<b>102,03</b>	<b>101,37</b>	<b>100,96</b>	<b>100,40</b>	<b>99,88</b>	<b>98,92</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-1,0%</b>
	<b>% exécution</b>	99,7%	99,8%	100,1%	99,5%	99,8%	99,2%
<b>Dotation de péréquation urbaine</b>	<b>BP</b>	<b>19,09</b>	<b>19,10</b>	<b>19,62</b>	<b>20,05</b>	<b>20,56</b>	<b>20,79</b>
	<i>Total Inscrits</i>	19,10	19,62	20,03	20,34	20,53	20,56
	<b>CA</b>	<b>19,10</b>	<b>19,62</b>	<b>20,03</b>	<b>20,34</b>	<b>20,53</b>	<b>20,56</b>
	<b>% évolution</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,1%</b>
	<b>% exécution</b>	100,0%	102,7%	102,1%	101,4%	99,9%	98,9%
<b>Dotation de compensation</b>	<b>BP</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>	<b>23,21</b>	<b>23,37</b>
	<i>Total Inscrits</i>	23,37	23,37	23,37	23,37	23,37	23,37
	<b>CA</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>	<b>23,37</b>
	<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% exécution</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,7%	100,0%
<b>Total BP des recettes</b>		<b>144,82</b>	<b>144,05</b>	<b>143,90</b>	<b>144,30</b>	<b>143,90</b>	<b>143,87</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		144,50	144,36	144,36	144,11	143,78	142,85
<b>Total CA des recettes</b>		<b>144,50</b>	<b>144,36</b>	<b>144,36</b>	<b>144,11</b>	<b>143,78</b>	<b>142,85</b>
<b>% évolution des recettes</b>		<b>-0,6%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>% exécution des recettes</b>		99,8%	100,2%	100,3%	99,9%	99,9%	99,3%

### ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DGF



## ÉVOLUTION DE LA DGF ET PERTE CUMULÉE DEPUIS 2012



Par rapport à 2013, la DGF 2022 du Département a baissé de 92,95 M€ soit une perte cumulée depuis 2014 de 763 M€.

- **La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)**

Cette ressource issue de l'article 78 de la loi de finances pour 2010, vise à compenser le manque à gagner pour les collectivités, consécutif à la suppression de la taxe professionnelle.

La DCRTP était figée jusqu'à 2016. En effet, calculée au titre de l'année 2010, elle n'avait par la suite pas vocation à évoluer en fonction de la hausse ou de la baisse des ressources des collectivités à compter de l'exercice 2010. Cependant en 2017, cette dotation a été intégrée dans l'enveloppe normée qui est utilisée au titre de la péréquation horizontale. En 2017, le Département a perçu 22,61 M€ soit -15% par rapport à 2016. En 2018 et 2019, elle a continué de baisser de -0,3% et -3,1% respectivement. Elle a été stabilisée en 2020 à hauteur de 21,86 M€. En 2021, elle a repris la baisse de 0,5% et de 0,12 M€ par rapport à 2020, et en 2022 et 2023 elle a été stabilisée à hauteur de 21,74 M€.

- **La dotation générale de décentralisation (DGD)**

La DGD s'élève à 5,39 M€ en 2023, montant identique à celui de 2022.

- **Les allocations compensatrices**

Principalement constituées de la dotation pour transfert des compensations d'exonération de fiscalité directe locale, les allocations compensatrices ont été en baisse régulière et importante depuis plusieurs années. D'un montant de 5,35 M€ en 2021 et 2022, elles n'ont pas été versées en 2023. Les services de l'Etat n'ont pas encore apporté d'explications à cette absence de versement.

### 1.2.4 La baisse des autres recettes

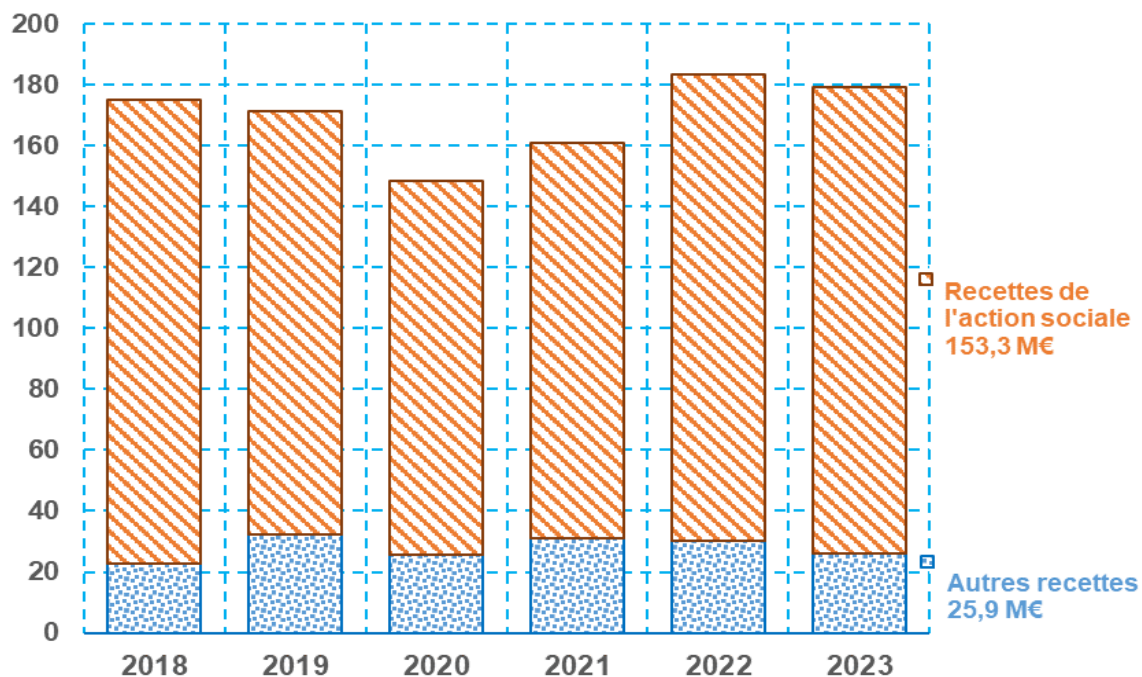
Les autres recettes d'origine diversifiée représentent 11,3% du total des recettes de fonctionnement et s'élèvent à 179,17 M€. Elles sont en baisse de 2,3% et de 4,24 M€ par rapport à 2022.

En dehors des recettes du secteur social, l'évolution la plus marquante est la diminution des recettes tirées des redevances pour occupation temporaire du domaine public (-40,8%), notamment liée à la libération progressive d'emprises de chantier avec l'avancement des travaux du réseau Grand Paris Express.

## ÉVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Autres recettes de fonctionnement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Action sociale</b>	<b>BP</b>	<b>138,90</b>	<b>135,50</b>	<b>127,91</b>	<b>124,35</b>	<b>135,09</b>	<b>138,98</b>
	<i>Total Inscrits</i>	141,91	138,00	121,97	117,90	134,07	142,09
	<b>CA</b>	<b>152,30</b>	<b>138,62</b>	<b>122,67</b>	<b>129,80</b>	<b>153,21</b>	<b>153,31</b>
	<b>% évolution</b>	<b>4,1%</b>	<b>-9,0%</b>	<b>-11,5%</b>	<b>5,8%</b>	<b>18,0%</b>	<b>0,1%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>109,6%</b>	<b>102,3%</b>	<b>95,9%</b>	<b>104,4%</b>	<b>113,4%</b>	<b>110,3%</b>
<b>FARPI</b>	<b>BP</b>	<b>3,40</b>	<b>3,40</b>	<b>3,40</b>	<b>3,40</b>	<b>2,80</b>	<b>2,80</b>
	<i>Total Inscrits</i>	3,40	3,40	3,40	2,70	2,80	1,48
	<b>CA</b>	<b>2,95</b>	<b>2,97</b>	<b>3,08</b>	<b>1,96</b>	<b>2,33</b>	<b>2,15</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-3,0%</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,6%</b>	<b>-36,2%</b>	<b>18,6%</b>	<b>-7,8%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>86,9%</b>	<b>87,4%</b>	<b>90,5%</b>	<b>57,8%</b>	<b>83,2%</b>	<b>76,7%</b>
<b>Contribution au financement du FSH</b>	<b>BP</b>	<b>1,47</b>	<b>1,64</b>	<b>1,64</b>	<b>1,64</b>	<b>2,15</b>	<b>2,14</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,52	1,64	1,64	1,79	2,07	2,04
	<b>CA</b>	<b>1,41</b>	<b>2,00</b>	<b>1,69</b>	<b>1,76</b>	<b>2,27</b>	<b>1,65</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-15,7%</b>	<b>41,9%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>4,2%</b>	<b>29,1%</b>	<b>-27,6%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>95,9%</b>	<b>121,8%</b>	<b>103,1%</b>	<b>107,4%</b>	<b>105,8%</b>	<b>77,0%</b>
<b>Redevances d'occupation du domaine public</b>	<b>BP</b>	<b>2,57</b>	<b>7,77</b>	<b>8,25</b>	<b>9,40</b>	<b>9,09</b>	<b>9,25</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,67	8,04	7,73	9,00	9,09	9,25
	<b>CA</b>	<b>3,05</b>	<b>8,27</b>	<b>8,27</b>	<b>9,46</b>	<b>9,29</b>	<b>5,50</b>
	<b>% évolution</b>	<b>16,4%</b>	<b>171,1%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>14,4%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-40,8%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>118,6%</b>	<b>106,4%</b>	<b>100,2%</b>	<b>100,6%</b>	<b>102,2%</b>	<b>59,5%</b>
<b>Redevances et droits des services des loisirs et de la culture</b>	<b>BP</b>	<b>4,07</b>	<b>4,17</b>	<b>3,98</b>	<b>4,22</b>	<b>4,03</b>	<b>4,10</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,11	4,08	2,99	2,94	4,03	4,10
	<b>CA</b>	<b>3,58</b>	<b>3,71</b>	<b>2,52</b>	<b>1,44</b>	<b>3,32</b>	<b>3,57</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-6,3%</b>	<b>3,5%</b>	<b>-31,9%</b>	<b>-42,8%</b>	<b>129,5%</b>	<b>7,6%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>87,9%</b>	<b>88,9%</b>	<b>63,4%</b>	<b>34,2%</b>	<b>82,3%</b>	<b>87,0%</b>
<b>Reversement sur rémunérations et charges hors action sociale</b>	<b>BP</b>	<b>1,81</b>	<b>1,71</b>	<b>1,87</b>	<b>1,87</b>	<b>1,87</b>	<b>1,87</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,81	1,90	1,87	1,87	1,87	1,87
	<b>CA</b>	<b>1,85</b>	<b>2,37</b>	<b>1,72</b>	<b>1,73</b>	<b>1,52</b>	<b>1,19</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-6,2%</b>	<b>28,0%</b>	<b>-27,5%</b>	<b>0,4%</b>	<b>-11,6%</b>	<b>-22,1%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>102,2%</b>	<b>138,4%</b>	<b>91,8%</b>	<b>92,1%</b>	<b>81,4%</b>	<b>63,4%</b>
<b>Revenus des immeubles</b>	<b>BP</b>	<b>0,88</b>	<b>0,79</b>	<b>0,69</b>	<b>0,66</b>	<b>0,92</b>	<b>0,88</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,84	0,87	0,72	0,75	0,92	0,88
	<b>CA</b>	<b>0,86</b>	<b>1,12</b>	<b>0,72</b>	<b>1,40</b>	<b>0,83</b>	<b>0,77</b>
	<b>% évolution</b>	<b>34,1%</b>	<b>29,2%</b>	<b>-35,6%</b>	<b>94,3%</b>	<b>-40,5%</b>	<b>-7,2%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>97,6%</b>	<b>141,1%</b>	<b>103,9%</b>	<b>211,4%</b>	<b>90,2%</b>	<b>87,7%</b>
<b>Produits de gestion courante et recouvrements divers hors action sociale</b>	<b>BP</b>	<b>0,81</b>	<b>0,74</b>	<b>0,65</b>	<b>0,66</b>	<b>0,72</b>	<b>0,72</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,88	0,74	0,64	0,66	0,72	0,76
	<b>CA</b>	<b>1,04</b>	<b>0,89</b>	<b>0,64</b>	<b>0,62</b>	<b>0,37</b>	<b>0,41</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-24,6%</b>	<b>-14,4%</b>	<b>-28,4%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-41,0%</b>	<b>12,4%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>129,7%</b>	<b>121,1%</b>	<b>98,4%</b>	<b>95,2%</b>	<b>51,4%</b>	<b>57,4%</b>
<b>Produits financiers</b>	<b>BP</b>	<b>0,78</b>	<b>0,80</b>	<b>0,70</b>	<b>0,50</b>	<b>0,47</b>	<b>0,92</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,78	0,80	1,20	0,70	0,47	1,62
	<b>CA</b>	<b>0,72</b>		<b>1,13</b>	<b>0,77</b>	<b>1,30</b>	<b>1,47</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-8,1%</b>	-	-	<b>-32,0%</b>	<b>69,2%</b>	<b>12,9%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>92,7%</b>	-	<b>161,5%</b>	<b>153,7%</b>	<b>279,5%</b>	<b>159,7%</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>BP</b>	<b>1,84</b>	<b>1,40</b>	<b>1,70</b>	<b>1,82</b>	<b>0,78</b>	<b>1,27</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,90	3,92	2,48	2,25	1,27	2,18
	<b>CA</b>	<b>2,09</b>	<b>5,22</b>	<b>2,21</b>	<b>1,32</b>	<b>2,88</b>	<b>2,54</b>
	<b>% évolution</b>	<b>41,9%</b>	<b>150,1%</b>	<b>-57,7%</b>	<b>-40,4%</b>	<b>119,0%</b>	<b>-12,0%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>113,5%</b>	<b>373,2%</b>	<b>130,0%</b>	<b>72,2%</b>	<b>367,6%</b>	<b>199,5%</b>
<b>Autres recettes de fonctionnement</b>	<b>BP</b>	<b>5,78</b>	<b>5,80</b>	<b>5,85</b>	<b>4,81</b>	<b>7,12</b>	<b>7,36</b>
	<i>Total Inscrits</i>	30,11	29,88	51,94	46,95	36,35	39,77
	<b>CA</b>	<b>5,27</b>	<b>5,91</b>	<b>3,79</b>	<b>10,44</b>	<b>6,08</b>	<b>6,62</b>
	<b>% évolution</b>	<b>1,2%</b>	<b>12,1%</b>	<b>-35,9%</b>	<b>175,5%</b>	<b>-41,8%</b>	<b>8,8%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>91%</b>	<b>102%</b>	<b>65%</b>	<b>217%</b>	<b>85%</b>	<b>90%</b>
<b>Total BP des recettes</b>		<b>162,31</b>	<b>163,73</b>	<b>156,64</b>	<b>153,34</b>	<b>165,04</b>	<b>170,29</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		189,92	193,27	196,58	187,51	193,66	206,04
<b>Total CA des recettes</b>		<b>175,14</b>	<b>171,08</b>	<b>148,43</b>	<b>160,70</b>	<b>183,41</b>	<b>179,17</b>
<b>% évolution des recettes</b>		<b>3,7%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>8,3%</b>	<b>14,1%</b>	<b>-2,3%</b>
<b>% exécution des recettes</b>		<b>107,9%</b>	<b>104,5%</b>	<b>94,8%</b>	<b>104,8%</b>	<b>111,1%</b>	<b>105,2%</b>

## ÉVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Les recettes de l'action sociale sont stables à 153,31 M€ contre 153,21 M€ en 2022, soit une progression de 0,1 M€ représentant +0,1%. Les évolutions par domaine sont en revanche contrastées :

- +8,25 M€ dans le domaine du RSA (+48,9%)
- +1,31 M€ dans le domaine des personnes âgées dépendantes (APA) (+3,5%)
- +0,72 M€ dans le domaine des services communs et autres interventions (+24,3%)
- -0,17 M€ dans le domaine des personnes en situation de handicap (-0,7%)
- -1,67 M€ dans le domaine de la prévention médico-sociale (-37,3%)
- -2,35 M€ dans le domaine des personnes âgées (-15,3%)
- -5,98 M€ dans le domaine de la famille et de l'enfance (-11,5%).

Le montant des recettes du RSA est en forte hausse (+8,25 M€). Cela est principalement dû à l'émission de titres de recettes liés à des indus suite à la détection d'une fraude massive au RSA. Compte tenu du caractère organisé et systématique de cette fraude, il est quasi certain que la majorité des titres ne seront jamais honorés par les débiteurs et que cela conduira à une hausse des dépenses d'admissions en non-valeur.

On constate également une augmentation de la dotation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au titre de l'APA en raison de la mise en place de la nouvelle dotation CNSA pour le tarif plancher de l'aide à domicile (+1,8 M€), la nouvelle dotation pour la BAD (+0,02 M€) et la nouvelle dotation qualité (+3,4 M€).

S'agissant des dépenses relatives aux personnes en situation de handicap, l'évolution correspond à l'augmentation de la CNSA sur le volet PCH (+3,0 M€) et de la nouvelle dotation Ségur.

Dans le champ de la dépendance, les recettes résultant de l'obligation alimentaire des enfants envers leurs parents bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement connaissent une très légère augmentation en lien avec la hausse du nombre d'obligés alimentaires (1 165 en 2022 et 1 204 en 2023).

Enfin et toujours au titre de l'hébergement des personnes âgées, les recettes liées aux recouvrements sur succession de la participation des bénéficiaires sont stables, avec -0,4 M€.

Les recettes de la prévention médico-sociale sont en diminution en raison de l'affectation sur l'exercice 2022 de la subvention exceptionnelle d'un montant de 1,1 M€ dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat du Plan de stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, la fermeture en 2023 des deux écoles départementales de puériculture et d'auxiliaire de puériculture a impacté le niveau de la subvention régionale qui a été minorée.

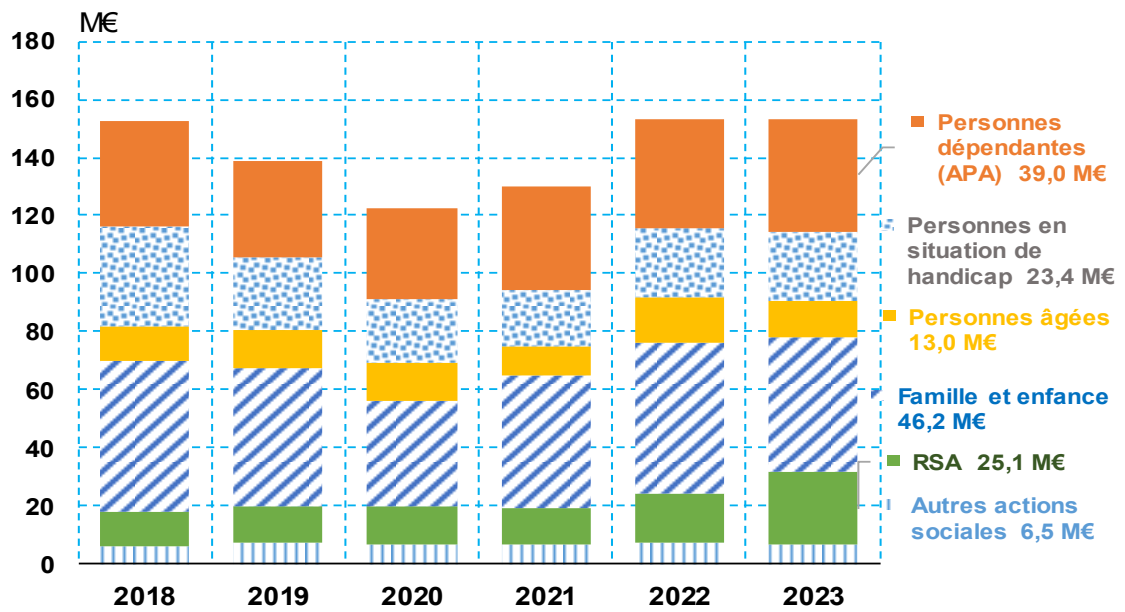
La baisse la plus forte touche le domaine de la petite enfance et notamment les différentes sources de recettes en raison de la diminution du nombre moyen d'enfants inscrits qui s'élève à 3 115 en 2023 contre 3 327 en 2022. Cette baisse de fréquentation impacte :

- la participation parentale avec une évolution des crédits de - 1,3 M€
- la prestation de service unique de la CAF avec une évolution des crédits de - 4,7 M€.

Ces diminutions ont été légèrement atténuées par une recette de 0,24 M€ au titre du Fonds public et territoire pour l'accueil d'enfants en situation de handicap.

Action sociale en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Personnes dépendantes (APA)</b>	<b>BP</b>	<b>30,75</b>	<b>34,12</b>	<b>32,76</b>	<b>31,61</b>	<b>31,96</b>	<b>35,85</b>
	<i>Total Inscrits</i>	30,75	34,12	32,76	31,61	35,01	35,85
	<b>CA</b>	<b>35,89</b>	<b>33,27</b>	<b>31,50</b>	<b>35,26</b>	<b>37,73</b>	<b>39,04</b>
	% évolution	9,7%	-7,3%	-5,3%	11,9%	7,0%	3,5%
	% exécution	116,7%	97,5%	96,2%	111,6%	118,1%	108,9%
<b>Personnes en situation de handicap</b>	<b>BP</b>	<b>30,36</b>	<b>24,14</b>	<b>18,61</b>	<b>16,31</b>	<b>18,26</b>	<b>22,07</b>
	<i>Total Inscrits</i>	30,38	24,19	18,59	16,36	19,40	20,67
	<b>CA</b>	<b>34,72</b>	<b>24,57</b>	<b>22,07</b>	<b>19,66</b>	<b>23,61</b>	<b>23,44</b>
	% évolution	9,7%	-29,2%	-10,2%	-10,9%	20,1%	-0,7%
	% exécution	114,4%	101,8%	118,6%	120,5%	129,3%	106,2%
<b>Personnes âgées</b>	<b>BP</b>	<b>14,87</b>	<b>13,34</b>	<b>10,93</b>	<b>10,49</b>	<b>15,75</b>	<b>14,07</b>
	<i>Total Inscrits</i>	15,00	13,42	12,06	10,49	12,69	13,75
	<b>CA</b>	<b>11,84</b>	<b>13,22</b>	<b>12,67</b>	<b>10,15</b>	<b>15,40</b>	<b>13,05</b>
	% évolution	-24,8%	11,7%	-4,1%	-19,9%	51,7%	-15,3%
	% exécution	79,6%	99,1%	116,0%	96,8%	97,8%	92,7%
<b>Famille et enfance</b>	<b>BP</b>	<b>45,25</b>	<b>45,22</b>	<b>46,19</b>	<b>45,70</b>	<b>50,12</b>	<b>47,16</b>
	<i>Total Inscrits</i>	48,08	47,02	38,65	39,72	46,87	48,11
	<b>CA</b>	<b>51,81</b>	<b>47,75</b>	<b>36,53</b>	<b>45,18</b>	<b>52,18</b>	<b>46,20</b>
	% évolution	7,8%	-7,8%	-23,5%	23,7%	15,5%	-11,5%
	% exécution	114,5%	105,6%	79,1%	98,8%	104,1%	98,0%
<b>RSA</b>	<b>BP</b>	<b>10,95</b>	<b>11,50</b>	<b>11,73</b>	<b>11,90</b>	<b>11,90</b>	<b>12,29</b>
	<i>Total Inscrits</i>	10,95	12,06	11,73	11,92	13,21	16,29
	<b>CA</b>	<b>11,77</b>	<b>12,39</b>	<b>13,01</b>	<b>13,09</b>	<b>16,86</b>	<b>25,11</b>
	% évolution	-2,5%	5,3%	5,0%	0,6%	28,8%	48,9%
	% exécution	107,5%	107,7%	110,9%	110,0%	141,7%	204,3%
<b>Prévention médico-sociale</b>	<b>BP</b>	<b>5,37</b>	<b>5,83</b>	<b>5,20</b>	<b>5,01</b>	<b>4,11</b>	<b>5,17</b>
	<i>Total Inscrits</i>	5,40	5,83	5,20	4,98	4,11	5,06
	<b>CA</b>	<b>4,64</b>	<b>4,62</b>	<b>3,31</b>	<b>3,87</b>	<b>4,48</b>	<b>2,81</b>
	% évolution	-15,9%	-0,4%	-28,2%	16,6%	15,8%	-37,3%
	% exécution	86,4%	79,2%	63,7%	77,2%	108,9%	54,3%
<b>Services communs et autres interventions</b>	<b>BP</b>	<b>1,34</b>	<b>1,35</b>	<b>2,49</b>	<b>3,33</b>	<b>3,00</b>	<b>2,36</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,35	1,35	2,97	2,83	2,78	2,37
	<b>CA</b>	<b>1,63</b>	<b>2,81</b>	<b>3,57</b>	<b>2,59</b>	<b>2,95</b>	<b>3,66</b>
	% évolution	256,5%	72,5%	27,2%	-27,5%	14,0%	24,3%
	% exécution	121,1%	208,3%	143,5%	77,6%	98,4%	155,0%
<b>Total BP des recettes</b>	<b>138,90</b>	<b>135,50</b>	<b>127,91</b>	<b>124,35</b>	<b>135,09</b>	<b>138,98</b>	
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	141,91	138,00	121,97	117,90	134,07	142,09	
<b>Total CA des recettes</b>	<b>152,30</b>	<b>138,62</b>	<b>122,67</b>	<b>129,80</b>	<b>153,21</b>	<b>153,31</b>	
% évolution des recettes	4,1%	-9,0%	-11,5%	5,8%	18,0%	0,1%	
% exécution des recettes	110%	102%	96%	104%	113%	110%	

## ÉVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE L'ACTION SOCIALE



## 2 La section d'investissement

### 2.1 Des dépenses en baisse significative

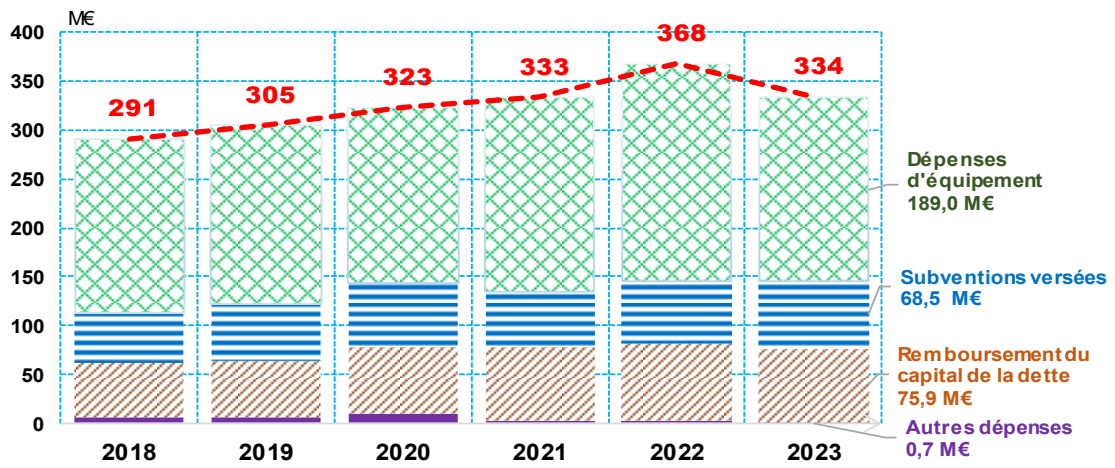
Les dépenses d'investissement s'élèvent à 334,11 M€ contre 367,76 M€ en 2022 soit une diminution de -33,65 M€ représentant -9,1%. Hors l'incidence de la fin du projet Eiffel et de l'unité centrale de production Eugénie Brazier, la baisse est ramenée à -8,95 M€.

**ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE**  
(HORS REMBOURSEMENT DE L'AVANCE DMTO EN 2021)

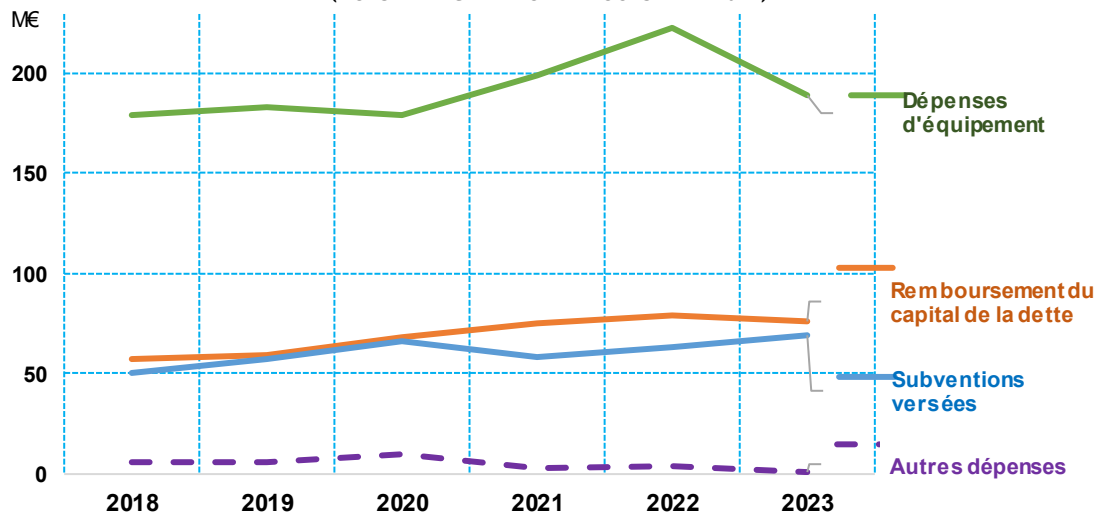
Dépenses d'investissement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>BP</b>	<b>197,22</b>	<b>200,30</b>	<b>219,92</b>	<b>220,39</b>	<b>238,92</b>	<b>219,20</b>
	<i>Total Inscrits</i>	211,37	211,56	215,32	245,75	261,47	241,07
	<b>CA</b>	<b>178,90</b>	<b>183,06</b>	<b>179,46</b>	<b>198,49</b>	<b>222,92</b>	<b>188,98</b>
	<b>% évolution</b>	<b>3,0%</b>	<b>2,3%</b>	<b>-2,0%</b>	<b>10,6%</b>	<b>12,3%</b>	<b>-15,2%</b>
	<b>% exécution</b>	90,7%	91,4%	81,6%	90,1%	93,3%	86,2%
<b>Subventions versées</b>	<b>BP</b>	<b>64,14</b>	<b>69,28</b>	<b>70,23</b>	<b>80,77</b>	<b>80,74</b>	<b>81,08</b>
	<i>Total Inscrits</i>	60,38	70,92	73,83	69,61	70,97	79,24
	<b>CA</b>	<b>49,82</b>	<b>57,29</b>	<b>66,10</b>	<b>57,80</b>	<b>62,84</b>	<b>68,52</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-8,5%</b>	<b>15,0%</b>	<b>15,4%</b>	<b>-12,6%</b>	<b>8,7%</b>	<b>9,0%</b>
	<b>% exécution</b>	77,7%	82,7%	94,1%	71,6%	77,8%	84,5%
<b>Remboursement du capital de la dette</b>	<b>BP</b>	<b>57,62</b>	<b>60,75</b>	<b>63,59</b>	<b>71,89</b>	<b>80,01</b>	<b>83,02</b>
	<i>Total Inscrits</i>	56,92	60,43	68,16	74,82	78,95	82,70
	<b>CA</b>	<b>56,92</b>	<b>58,88</b>	<b>68,16</b>	<b>74,82</b>	<b>78,94</b>	<b>75,92</b>
	<b>% évolution</b>	<b>11,3%</b>	<b>3,4%</b>	<b>15,8%</b>	<b>9,8%</b>	<b>5,5%</b>	<b>-3,8%</b>
	<b>% exécution</b>	98,8%	96,9%	107,2%	104,1%	98,7%	91,4%
<b>Opérations sous mandat</b>	<b>BP</b>	<b>5,43</b>	<b>0,99</b>	<b>0,49</b>	<b>0,35</b>	<b>0,99</b>	<b>0,09</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,58	0,92	0,46	0,25	0,99	0,09
	<b>CA</b>	<b>3,83</b>	<b>0,57</b>	<b>0,31</b>	<b>0,13</b>	<b>0,92</b>	<b>0,03</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-10,1%</b>	<b>-85,2%</b>	<b>-45,4%</b>	<b>-57,6%</b>	<b>602,4%</b>	<b>-96,3%</b>
	<b>% exécution</b>	70,4%	57,3%	63,9%	37,9%	93,5%	36,4%
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	<b>2,40</b>	<b>3,99</b>	<b>3,76</b>	<b>3,96</b>	<b>3,90</b>	<b>3,22</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,41	5,80	10,22	2,93	3,83	2,39
	<b>CA</b>	<b>1,79</b>	<b>4,81</b>	<b>8,95</b>	<b>2,21</b>	<b>2,13</b>	<b>0,66</b>
	<b>% évolution</b>	<b>27,6%</b>	<b>169,4%</b>	<b>86,0%</b>	<b>-75,3%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-69,0%</b>
	<b>% exécution</b>	74,4%	120,5%	237,8%	55,7%	54,6%	20,477%
<b>Total BP des dépenses</b>	<b>326,81</b>	<b>335,31</b>	<b>358,00</b>	<b>377,36</b>	<b>404,55</b>	<b>386,62</b>	
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	335,65	349,63	367,99	393,36	416,20	405,48	
<b>Total CA des dépenses</b>	<b>291,25</b>	<b>304,61</b>	<b>322,98</b>	<b>333,45</b>	<b>367,76</b>	<b>334,11</b>	
<b>% évolution des dépenses</b>	<b>-0,8%</b>	<b>4,6%</b>	<b>6,0%</b>	<b>3,2%</b>	<b>10,3%</b>	<b>-9,1%</b>	
<b>% exécution des dépenses</b>	89,1%	90,8%	90,2%	88,4%	90,9%	86,4%	

**ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE**  
(HORS AVANCE DMTO REMBOURSÉE EN 2021)

Dépenses d'investissement hors avance DMTO 2020 en M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses d'équipement	178,90	183,06	179,46	198,49	222,92	188,98
Subventions versées	49,82	57,29	66,10	57,80	62,84	68,52
Remboursement du capital de la dette	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94	75,92
Autres dépenses	5,61	5,38	9,26	2,34	3,05	0,69
<b>Total</b>	<b>291,25</b>	<b>304,61</b>	<b>322,98</b>	<b>333,45</b>	<b>367,76</b>	<b>334,11</b>



### ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE (HORS AVANCE DMTO REMBOURSÉE EN 2021)



En 2023 le taux de réalisation des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif est de 86,4%, en baisse par rapport à 2022 où le taux était de 90,9%. Après déduction du remboursement du capital de la dette, ce taux de réalisation est ramené à 85,0% contre 89,0% en 2022.

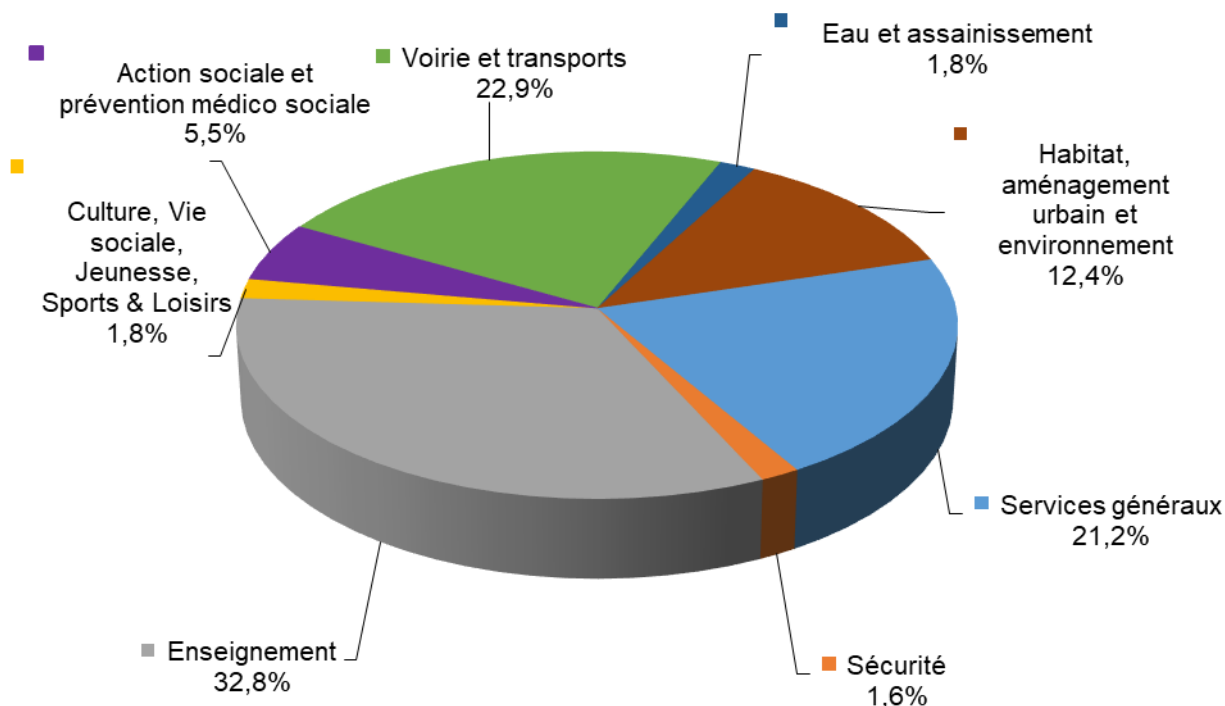


**ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**  
HORS REMBOURSEMENT DE LA DETTE PAR DOMAINE

Dépenses d'investissement hors remboursement de la dette en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Services généraux	BP	19,17	44,33	57,58	68,47	82,95	60,72
	Total Inscrits	19,49	47,73	55,24	67,36	93,11	68,96
	CA	14,89	40,35	44,72	52,34	79,90	54,73
	% évolution	-34,1%	171,0%	10,8%	17,0%	52,7%	22,4%
	% exécution	77,7%	91,0%	77,7%	76,4%	96,3%	90,1%
Sécurité	BP	1,45	1,71	1,90	2,95	3,15	4,96
	Total Inscrits	2,16	1,82	2,03	4,33	2,88	4,84
	CA	1,57	1,82	2,03	4,13	2,81	4,19
	% évolution	22,5%	15,8%	11,3%	103,9%	-31,9%	106,7%
	% exécution	108,4%	106,4%	106,5%	140,4%	89,2%	84,6%
Enseignement	BP	84,92	70,84	77,85	81,17	93,70	94,74
	Total Inscrits	91,36	78,53	89,31	99,75	106,89	106,48
	CA	75,25	65,31	73,46	78,86	90,16	84,77
	% évolution	3,5%	-13,2%	12,5%	7,4%	14,3%	15,4%
	% exécution	88,6%	92,2%	94,4%	97,2%	96,2%	89,5%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports & loisirs	BP	6,03	8,05	7,67	4,81	5,32	5,06
	Total Inscrits	5,65	11,13	5,35	4,82	5,73	5,18
	CA	3,84	9,35	4,61	3,67	4,93	4,77
	% évolution	-31,6%	143,4%	-50,7%	-20,4%	34,4%	3,5%
	% exécution	63,7%	116,1%	60,1%	76,3%	92,7%	94,2%
Action sociale et prévention médico-sociale	BP	24,55	30,94	31,48	27,27	22,71	23,60
	Total Inscrits	26,13	32,34	37,05	30,80	21,86	24,42
	CA	20,07	24,90	27,18	21,35	17,80	14,10
	% évolution	17,8%	24,1%	9,1%	-21,4%	-16,6%	-48,1%
	% exécution	81,8%	80,5%	86,3%	78,3%	78,4%	59,8%
Voirie et transports	BP	78,89	69,28	69,05	65,90	70,52	63,58
	Total Inscrits	82,05	73,96	70,13	66,26	64,17	63,55
	CA	74,80	72,25	67,67	62,98	58,61	59,09
	% évolution	3,1%	-3,4%	-6,3%	-6,9%	-6,9%	-12,7%
	% exécution	94,8%	104,3%	98,0%	95,6%	83,1%	92,9%
Eau et assainissement	BP	14,02	6,75	4,01	11,14	9,02	11,82
	Total Inscrits	14,50	6,88	4,11	4,37	6,24	8,23
	CA	11,33	2,82	4,03	4,02	4,18	4,55
	% évolution	-41,3%	-75,1%	43,2%	-0,4%	4,1%	12,9%
	% exécution	80,8%	41,7%	100,6%	36,1%	46,4%	38,5%
Habitat, aménagement urbain et environnement	BP	40,16	42,65	44,86	43,76	37,17	39,12
	Total Inscrits	37,39	36,81	36,61	40,85	36,37	41,12
	CA	32,58	28,93	31,13	31,28	30,42	31,98
	% évolution	4,3%	-11,2%	7,6%	0,5%	-2,8%	2,8%
	% exécution	81,1%	67,8%	69,4%	71,5%	81,8%	81,8%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>269,19</b>	<b>274,56</b>	<b>294,41</b>	<b>305,47</b>	<b>324,54</b>	<b>303,60</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		<i>278,73</i>	<i>289,21</i>	<i>299,83</i>	<i>318,54</i>	<i>337,25</i>	<i>322,78</i>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>234,33</b>	<b>245,73</b>	<b>254,82</b>	<b>258,63</b>	<b>288,82</b>	<b>258,19</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-3,3%</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,5%</b>	<b>11,7%</b>	<b>1,3%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>87,1%</b>	<b>89,5%</b>	<b>86,6%</b>	<b>84,7%</b>	<b>89,0%</b>	<b>85,0%</b>

Les trois postes de dépenses d'investissement les plus importants sont l'enseignement (32,8%), la voirie et les transports (22,9%) et les services généraux (21,2%).

## Dépenses d'investissement par politique au CA 2023



- **Services généraux (hors remboursement en capital de la dette)**

Les services généraux représentent en 2023 un montant de 54,73 M€, en recul de 31,5% par rapport à 2022, soit - 25,17 M€. Ces dépenses d'investissement ont porté sur des postes récurrents tels que :

- les travaux dans les bâtiments administratifs : près de 25 M€ dont 11,83 M€ au titre de l'immeuble Eiffel
- le versement de la contribution du Département au Fonds de solidarité interdépartemental d'investissement (FS2I) pour 16,22 M€
- l'acquisition de logiciels : 5,8 M€
- l'acquisition de matériels informatiques : 2,3 M€
- l'acquisition de matériels de transport : 1,5 M€
- les études préalables aux travaux : 1,0 M€.

La diminution constatée s'explique plus particulièrement par :

- la fin de l'opération des travaux liés à la reconstruction de l'immeuble Eiffel : 11,83 M€ (réalisé de 13,14 M€ toutes natures de dépenses confondues), soit - 18,4 M€ par rapport à 2022
- la fin de l'opération des travaux de création d'une unité centrale de production Eugénie Brazier au domaine Chérioux sur l'emprise de l'ancien collège Georges Brassens : 0,9 M€, soit - 6,3 M€ par rapport à 2022.

Services généraux hors remboursement en capital de la dette en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Acquisitions</b>	<b>BP</b>	5,43	4,99	5,14	5,39	7,29	10,68
	<i>Total Inscrits</i>	5,87	5,88	5,80	5,88	7,84	12,19
	<b>CA</b>	5,06	4,69	4,81	4,96	5,59	6,93
	<b>% évolution</b>	-2,7%	-7,3%	2,7%	3,2%	12,5%	24,1%
	<b>% exécution</b>	93,2%	93,9%	93,6%	92,2%	76,6%	64,9%
<b>Travaux</b>	<b>BP</b>	7,49	15,52	28,39	38,73	47,14	26,89
	<i>Total Ins.</i>	6,94	15,36	24,96	33,91	54,78	31,96
	<b>CA</b>	4,83	11,45	17,96	23,51	47,80	24,72
	<b>% évol.</b>	6,2%	136,9%	56,9%	30,9%	103,3%	-48,3%
	<b>% exéc.</b>	64,5%	73,8%	63,3%	60,7%	101,4%	91,9%
<b>Concessions et droits similaires</b>	<b>BP</b>	4,24	4,50	4,67	4,73	4,82	4,87
	<i>Total Ins.</i>	4,94	5,13	5,40	6,04	6,12	6,59
	<b>CA</b>	4,03	4,28	4,06	4,54	4,54	5,80
	<b>% évol.</b>	1,3%	6,1%	-5,1%	11,9%	0,1%	27,6%
	<b>% exéc.</b>	95,0%	95,1%	87,0%	95,9%	94,3%	119,0%
<b>Frais d'études</b>	<b>BP</b>	0,51	0,53	0,48	0,16	1,32	0,82
	<i>Total Ins.</i>	0,34	0,58	0,81	0,44	1,18	1,35
	<b>CA</b>	0,18	0,22	0,22	0,31	0,41	0,98
	<b>% évol.</b>	-50,3%	23,9%	2,1%	38,2%	33,7%	136,3%
	<b>% exéc.</b>	34,9%	41,0%	46,9%	197,7%	31,2%	119,5%
<b>Fonds de solidarité interdépartemental d'investissement (FS2I)</b>	<b>BP</b>	-	15,94	16,18	16,18	19,13	16,04
	<i>Total Ins.</i>	-	15,94	16,18	17,19	19,13	16,22
	<b>CA</b>	-	15,94	16,18	17,19	19,13	16,22
	<b>% évol.</b>	-	-	1,5%	6,3%	11,3%	-15,2%
	<b>% exéc.</b>	-	100,0%	100,0%	106,3%	100,0%	101,1%
<b>Remboursement de l'avance DMTO</b>	<b>BP</b>	-	-	-	50,00	-	-
	<i>Total Ins.</i>	-	-	-	50,00	-	-
	<b>CA</b>	-	-	-	50,00	-	-
	<b>% évol.</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% exéc.</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	1,51	2,86	2,74	3,29	3,26	1,41
	<i>Total Ins.</i>	1,40	4,83	2,09	3,90	4,07	0,65
	<b>CA</b>	0,80	3,78	1,49	1,82	2,43	0,09
	<b>% évol.</b>	1 486,5%	374,3%	-60,5%	22,0%	33,6%	-96,5%
	<b>% exéc.</b>	52,9%	132,2%	54,6%	55,4%	74,7%	6,0%
<b>Total BP des dépenses</b>		19,17	44,33	57,58	68,47	82,95	60,72
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		19,49	47,73	55,24	67,36	93,11	68,96
<b>Total CA des dépenses</b>		14,89	40,35	44,72	52,34	79,90	54,73
<b>% évolution des dépenses</b>		-34,1%	171,0%	10,8%	17,0%	52,7%	-31,5%
<b>% exécution des dépenses</b>		77,7%	91,0%	77,7%	76,4%	96,3%	90,1%

- **Sécurité**

Le secteur de la sécurité représente en 2023 un volume de dépenses d'investissement de 4,19 M€, en hausse de 49,0%.

Sur ce montant, 90,6% sont consacrés à la participation obligatoire aux dépenses d'investissement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) pour un montant de 3,80 M€ correspondant à une progression sur un an de 50,4%, soit +1,27 M€. Cette augmentation du volume des dépenses traduit un budget de la BSPP en 2023 comportant 58,28 M€ d'autorisations de programme nouvelles (contre 34,15 M€ en 2022), celles-ci permettant de financer diverses opérations telles que les travaux sur le site de Limeil-Brévannes-Valenton, la construction / reconstruction des centres de secours de Rueil-Malmaison, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Neuilly-sur-Marne, Bourg-la-Reine, Pierrefitte, Colombes et Sévigné à Paris. Il en est de même au sujet des crédits de paiement nécessaires à la couverture des dépenses des opérations en cours avec 34,25 M€ en 2023 contre 34,15 M€ en 2022.

Dans une moindre mesure, une enveloppe de dépenses afférentes à la sécurité est dédiée aux travaux dans les gendarmeries (0,39 M€).

Sécurité en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Financement de la brigade des sapeurs pompiers de Paris</b>	<b>BP</b>	<b>1,30</b>	<b>1,52</b>	<b>1,80</b>	<b>2,78</b>	<b>2,75</b>	<b>3,15</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,10	1,78	2,02	3,90	2,53	3,80
	<b>CA</b>	<b>1,52</b>	<b>1,78</b>	<b>2,02</b>	<b>3,90</b>	<b>2,53</b>	<b>3,80</b>
	<b>% évolution</b>	<b>21,0%</b>	<b>17,3%</b>	<b>13,4%</b>	<b>92,5%</b>	<b>-35,2%</b>	<b>50,4%</b>
	<b>% exécution</b>	117,0%	117,3%	112,2%	140,3%	91,8%	120,6%
<b>Programme de travaux dans les gendarmeries</b>	<b>BP</b>	<b>0,15</b>	<b>0,19</b>	<b>0,10</b>	<b>0,17</b>	<b>0,40</b>	<b>1,81</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,06	0,04	0,01	0,44	0,36	1,04
	<b>CA</b>	<b>0,05</b>	<b>0,04</b>	<b>0,00</b>	<b>0,24</b>	<b>0,29</b>	<b>0,39</b>
	<b>% évolution</b>	<b>96,1%</b>	<b>-27,6%</b>	<b>-89,1%</b>	<b>5 837,4%</b>	<b>21,0%</b>	<b>36,5%</b>
	<b>% exécution</b>	33,6%	19,2%	4,0%	142,0%	71,9%	21,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>1,45</b>	<b>1,71</b>	<b>1,90</b>	<b>2,95</b>	<b>3,15</b>	<b>4,96</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		2,16	1,82	2,03	4,33	2,88	4,84
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>1,57</b>	<b>1,82</b>	<b>2,03</b>	<b>4,13</b>	<b>2,81</b>	<b>4,19</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>22,5%</b>	<b>15,8%</b>	<b>11,3%</b>	<b>103,9%</b>	<b>-31,9%</b>	<b>49,0%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		108,4%	106,4%	106,5%	140,4%	89,2%	84,6%

### • Enseignement

Le secteur de l'enseignement représente en 2023 un volume de dépenses d'investissement de 84,77 M€, en baisse de 6%. Les dépenses de ce secteur sont à 98,3% inscrites au plan pluriannuel d'investissement.

Les programmes de réhabilitation, d'extension ou de construction de collèges ainsi que les équipements informatiques des collégiens se sont élevés à 42,79 M€ en 2023, en baisse de 19,5% par rapport à 2022.

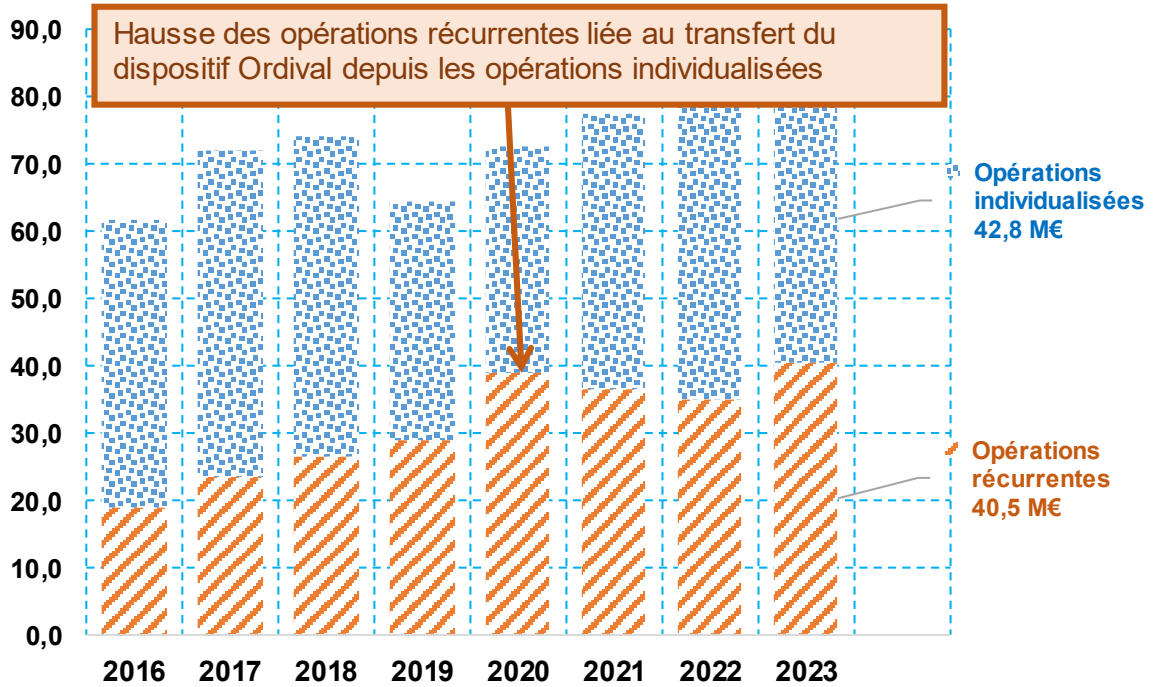
Les principales opérations individualisées, de plus d'un million d'euros, ont porté sur les travaux de construction du nouveau collège ZAC du Plateau à Ivry-sur-Seine (13,6 M€), ainsi que sur les opérations de reconstruction des collèges Georges Brassens à Villeneuve-le-Roi (11,3 M€), Louis Issaurat à Créteil (2,1 M€), Henri Barbusse à Alfortville (1,3 M€), Pissaro à Saint-Maur-des-Fossés (1 M€) et les réhabilitations du collège Paul Eluard à Bonneuil-sur-Marne (6,9 M€) et Saint-Exupéry à Vincennes (1,3 M€). Cette année aura également été marquée par l'ouverture de deux nouveaux collèges en septembre 2023, Gisèle Halimi à Ivry-sur-Seine et Desroches-Noblecourt à Villeneuve-le-Roi.

Les interventions relevant des programmes récurrents sont en hausse de 15,8% par rapport à 2022 pour un montant de réalisation de 40,52 M€, soit + 5,52 M€. Les dépenses réalisées en 2023 ont concerné :

- les travaux de grosses réparations dans les collèges en hausse de 17% par rapport à 2022, soit +3,0 M€, avec une enveloppe de 20,8 M€ de dépenses. Ces interventions nécessaires au maintien en l'état du patrimoine auront notamment concerné les travaux de désamiantage des sols, de rénovation des installations électriques, de réparation des menuiseries extérieures, ainsi que des canalisations d'alimentation en eau potable.
- les dépenses d'équipements informatiques nomades pour les collégiens s'établissent à un montant de 8,3 M€ en 2023 contre 7,9 M€ en 2022 et 8,6 M€ en 2021. Au titre de la campagne Ordival de 2023, ce sont 17 044 ordinateurs qui ont été distribués contre 16 488 en 2022 en raison de la hausse de l'effectif des collégiens.
- le programme d'informatisation dans les collèges, avec des dépenses en baisse de 7% et 0,4 M€. Au regard du niveau de réalisation du programme de modernisation des systèmes de vidéosurveillance au cours de l'année 2022, le besoin formulé par les collèges a été moindre en 2023 traduisant ainsi le bon niveau d'équipement de système de vidéosurveillance des établissements.

Fin 2023, la totalité des collèges publics disposent d'un système de vidéosurveillance moderne et performant. Le Département a repris par ailleurs la gestion de l'informatique de 83 collèges à fin 2023, avec un rythme prévu de 25 à 30 collèges par an pour les collèges restant.

### ÉVOLUTION DES DÉPENSES DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT



Enseignement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Frais d'études</b>	<b>BP</b>	<b>0,65</b>	<b>1,16</b>	<b>0,77</b>	<b>0,67</b>	<b>0,92</b>	<b>1,67</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,90	1,37	1,42	0,78	1,33	1,91
	<b>CA</b>	<b>0,44</b>	<b>0,61</b>	<b>1,03</b>	<b>0,52</b>	<b>0,69</b>	<b>1,28</b>
	<b>% évolution</b>	<b>14,8%</b>	<b>39,1%</b>	<b>70,6%</b>	<b>-49,2%</b>	<b>30,7%</b>	<b>86,3%</b>
	<b>% exécution</b>	67,2%	52,3%	134,2%	78,4%	74,6%	76,5%
<b>Subventions d'équipements versées</b>	<b>BP</b>	<b>7,77</b>	<b>4,61</b>	<b>3,71</b>	<b>1,08</b>	<b>1,43</b>	<b>1,46</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,12	3,63	4,00	4,21	3,83	2,60
	<b>CA</b>	<b>0,99</b>	<b>1,42</b>	<b>0,98</b>	<b>2,03</b>	<b>2,05</b>	<b>1,86</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-79,4%</b>	<b>42,7%</b>	<b>-31,1%</b>	<b>107,6%</b>	<b>1,2%</b>	<b>-9,3%</b>
	<b>% exécution</b>	12,8%	30,7%	26,3%	188,3%	143,6%	127,7%
<b>Acquisitions équipements informatiques nomades pour les collégiens</b>	<b>BP</b>	<b>12,90</b>	<b>8,44</b>	<b>8,97</b>	<b>8,50</b>	<b>8,50</b>	<b>8,66</b>
	<i>Total Inscrits</i>	12,97	8,54	9,42	8,63	8,51	9,24
	<b>CA</b>	<b>12,41</b>	<b>7,87</b>	<b>9,29</b>	<b>8,62</b>	<b>7,91</b>	<b>8,30</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-13,6%</b>	<b>-36,6%</b>	<b>18,0%</b>	<b>-7,2%</b>	<b>-8,2%</b>	<b>4,9%</b>
	<b>% exécution</b>	96,2%	93,2%	103,6%	101,4%	93,1%	95,9%
<b>Travaux</b>	<b>BP</b>	<b>61,31</b>	<b>52,09</b>	<b>59,36</b>	<b>66,42</b>	<b>76,37</b>	<b>76,48</b>
	<i>Total Inscrits</i>	69,29	59,57	68,57	81,07	85,42	84,03
	<b>CA</b>	<b>58,17</b>	<b>52,23</b>	<b>57,17</b>	<b>64,26</b>	<b>74,60</b>	<b>67,80</b>
	<b>% évolution</b>	<b>12,9%</b>	<b>-10,2%</b>	<b>9,5%</b>	<b>12,4%</b>	<b>16,1%</b>	<b>-9,1%</b>
	<b>% exécution</b>	94,9%	100,3%	96,3%	96,7%	97,7%	88,6%
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	<b>2,29</b>	<b>4,54</b>	<b>5,04</b>	<b>4,50</b>	<b>6,48</b>	<b>6,48</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,08	5,42	5,90	5,06	7,80	8,70
	<b>CA</b>	<b>3,24</b>	<b>3,18</b>	<b>4,99</b>	<b>3,44</b>	<b>4,91</b>	<b>5,54</b>
	<b>% évolution</b>	<b>101,9%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>56,7%</b>	<b>-31,1%</b>	<b>42,8%</b>	<b>12,9%</b>
	<b>% exécution</b>	141,5%	70,1%	99,1%	76,3%	75,7%	85,6%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>84,92</b>	<b>70,84</b>	<b>77,85</b>	<b>81,17</b>	<b>93,70</b>	<b>94,74</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		91,36	78,53	89,31	99,75	106,89	106,48
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>75,25</b>	<b>65,31</b>	<b>73,46</b>	<b>78,86</b>	<b>90,16</b>	<b>84,77</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>3,5%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>12,5%</b>	<b>7,4%</b>	<b>14,3%</b>	<b>-6,0%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		88,6%	92,2%	94,4%	97,2%	96,2%	89,5%

- **Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs**

Les secteurs de la culture, de la jeunesse, du sport et des loisirs représentent en 2023 un volume de dépenses d'investissement de 4,77 M€, en baisse de 3,3%.

Le montant des opérations individualisées s'élève à 0,35 M€ en 2023, correspondant à une baisse de 62,3% par rapport à 2022. Sur l'exercice 2022, une opération sous mandat pour le Parc du Grand godet à Villeneuve-le-Roi avait été réalisée au titre de laquelle un remboursement avait eu lieu pour un montant de 0,9 M€ au profit de la société d'aménagement en raison d'un montant perçu par le Département trop important.

Les programmes récurrents, d'un montant de 1,62 M€ en hausse de 53,3%, ont porté sur les travaux dans les villages vacances (1,3 M€), ainsi que dans les bâtiments sportifs et culturels (0,3 M€).

<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs en M€</b>		<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Culture</b>	<b>BP</b>	<b>1,64</b>	<b>3,73</b>	<b>1,67</b>	<b>1,12</b>	<b>1,12</b>	<b>1,13</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,43	4,59	1,96	1,01	1,00	1,23
	<b>CA</b>	<b>1,30</b>	<b>4,08</b>	<b>1,81</b>	<b>0,87</b>	<b>0,78</b>	<b>1,08</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-48,2%</b>	<b>214,5%</b>	<b>-55,7%</b>	<b>-52,0%</b>	<b>-10,4%</b>	<b>38,5%</b>
	<b>% exécution</b>	79,0%	109,6%	108,3%	77,4%	69,4%	95,7%
<b>Sports</b>	<b>BP</b>	<b>3,37</b>	<b>3,31</b>	<b>4,74</b>	<b>2,30</b>	<b>2,94</b>	<b>2,58</b>
	<i>Total Inscrits</i>	3,15	5,17	2,02	2,32	3,19	2,03
	<b>CA</b>	<b>1,72</b>	<b>4,12</b>	<b>1,65</b>	<b>1,86</b>	<b>2,93</b>	<b>1,93</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-21,9%</b>	<b>140,1%</b>	<b>-60,0%</b>	<b>13,1%</b>	<b>57,2%</b>	<b>-34,0%</b>
	<b>% exécution</b>	50,9%	124,4%	34,7%	80,9%	99,8%	75,0%
<b>Jeunesse</b>	<b>BP</b>	<b>1,01</b>	<b>1,01</b>	<b>1,26</b>	<b>1,38</b>	<b>1,26</b>	<b>1,36</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,06	1,37	1,37	1,50	1,54	1,93
	<b>CA</b>	<b>0,83</b>	<b>1,15</b>	<b>1,15</b>	<b>0,94</b>	<b>1,22</b>	<b>1,76</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-9,4%</b>	<b>38,8%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-18,6%</b>	<b>30,5%</b>	<b>43,6%</b>
	<b>% exécution</b>	81,6%	113,3%	91,5%	67,8%	97,1%	129,5%
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	-	-	-	-	-	-
	<i>Total Ins.</i>	-	-	-	-	-	-
	<b>CA</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% évol.</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% exéc.</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>6,03</b>	<b>8,05</b>	<b>7,67</b>	<b>4,81</b>	<b>5,32</b>	<b>5,06</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		5,65	11,13	5,35	4,82	5,73	5,18
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>3,84</b>	<b>9,35</b>	<b>4,61</b>	<b>3,67</b>	<b>4,93</b>	<b>4,77</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-31,6%</b>	<b>143,4%</b>	<b>-50,7%</b>	<b>-20,4%</b>	<b>34,4%</b>	<b>-3,3%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		63,7%	116,1%	60,1%	76,3%	92,7%	94,2%

- **Action sociale et prévention médico-sociale**

Les secteurs de l'action sociale et de la prévention médico-sociale représentent en 2022 un volume de dépenses d'investissement de 14,10 M€, en baisse de 48,1%. Cette diminution concerne principalement le domaine des crèches pour -3,40 M€ (-39,5%) et dans une moindre mesure celui de la protection médico-sociale avec -0,90 M€ (-30,7%).

Les programmes récurrents dans le domaine de l'action sociale s'élèvent à 6,95 M€ en 2023, soit une hausse de 24% et concernent notamment les programmes d'études et de travaux sur les bâtiments des crèches.

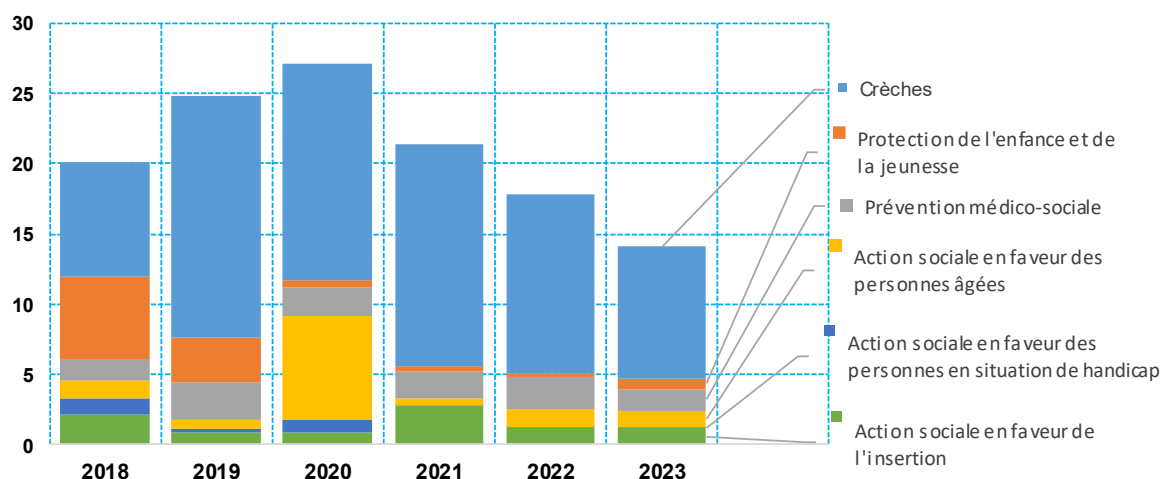
Les opérations au titre des programmes individualisés de l'action sociale d'un montant de 6,0 M€ diminuent de 4,35 M€. Elles concernent les crèches pour un montant de 4,66 M€ et recouvrent également les travaux de restructuration et d'aménagement de l'EDS Lacharrière à Créteil, ainsi que l'achat de mobilier destiné à la crèche Boissy/Limeil.

Les dépenses en faveur de l'insertion reculent de 0,04 M€ au regard de la progression de l'état d'avancement des travaux de restauration du bâtiment du Parangon à Joinville-le-Pont.

Le secteur de la protection de l'enfance et de la jeunesse est en hausse de 0,59 M€ tandis que celui de la prévention-médico-sociale connaît une diminution des crédits réalisés de 0,90 M€. Pour le premier secteur, la hausse des crédits réalisés est liée aux travaux de restructuration et d'aménagement de l'EDS Lacharrière à Créteil et pour le second secteur, la baisse est liée à la rénovation de la PMI Les Larris à Fontenay-sous-Bois.

Pour la quatrième année consécutive, la contribution du budget général au budget annexe des foyers de l'enfance (BAFE) n'a donné lieu à aucun versement eu égard à l'excédent de clôture de l'exercice 2022 constaté au BAFE.

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR DOMAINE



## PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR DOMAINE

Action sociale et prévention médico-sociale en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Crèches</b>	BP	12,28	21,50	19,99	18,45	14,58	10,80
	Total Inscrits	11,65	20,98	20,05	19,78	15,22	12,74
	CA	8,14	17,33	15,48	15,82	12,75	9,36
	% évolution	59,8%	112,8%	-10,7%	2,2%	-19,4%	-26,6%
	% exécution	66,3%	80,6%	77,4%	85,7%	87,4%	86,7%
<b>Protection de l'enfance et de la jeunesse</b>	BP	6,07	2,01	2,55	0,43	1,59	3,89
	Total Inscrits	7,36	3,87	0,78	0,54	0,43	2,82
	CA	5,83	3,16	0,45	0,39	0,21	0,80
	% évolution	42,3%	-45,7%	-85,8%	-14,5%	-46,6%	287,9%
	% exécution	96,0%	157,1%	17,7%	89,1%	13,0%	20,5%
<b>Prévention médico-sociale</b>	BP	2,60	3,59	3,26	2,83	2,64	2,63
	Total Inscrits	2,08	3,28	3,02	2,90	2,80	2,87
	CA	1,50	2,62	2,15	1,84	2,38	1,49
	% évolution	93,3%	74,4%	-18,1%	-14,5%	29,7%	-37,5%
	% exécution	57,9%	73,1%	65,9%	64,9%	90,3%	56,5%
<b>Action sociale en faveur des personnes âgées</b>	BP	1,57	1,11	1,73	2,65	1,59	2,89
	Total Inscrits	1,34	1,11	8,31	1,64	1,54	2,89
	CA	1,33	0,74	7,33	0,51	1,16	1,25
	% évolution	-60,1%	-44,7%	894,5%	-93,0%	127,1%	7,9%
	% exécution	84,9%	66,4%	423,7%	19,2%	72,7%	43,3%
<b>Action sociale en faveur des personnes en situation de handicap</b>	BP	1,18	1,05	0,91	0,56	0,27	1,37
	Total Inscrits	1,18	0,67	1,43	0,71	0,24	1,37
	CA	1,18	0,14	0,93	0,06	0,05	
	% évolution	72,4%	-88,3%	571,3%	-93,3%	-11,5%	-
	% exécution	-	13,2%	102,8%	11,1%	20,6%	-
<b>Action sociale en faveur de l'insertion</b>	BP	2,03	1,68	3,05	2,35	2,04	2,01
	Total Inscrits	2,53	2,43	3,46	5,21	1,62	1,74
	CA	2,08	0,91	0,84	2,74	1,25	1,20
	% évolution	-31,6%	-56,2%	-7,9%	225,8%	-54,5%	-3,5%
	% exécution	102,3%	54,2%	27,6%	116,5%	61,2%	59,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>24,55</b>	<b>30,94</b>	<b>31,48</b>	<b>27,27</b>	<b>22,71</b>	<b>23,60</b>
Total Inscrits des dépenses		26,13	32,34	37,05	30,80	21,86	24,42
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>20,07</b>	<b>24,90</b>	<b>27,18</b>	<b>21,35</b>	<b>17,80</b>	<b>14,10</b>
% évolution des dépenses		17,8%	24,1%	9,1%	-21,4%	-16,6%	-20,8%
% exécution des dépenses		81,8%	80,5%	86,3%	78,3%	78,4%	59,8%



## PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE

Action sociale et prévention médico-sociale en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Travaux</b>	<b>BP</b>	<b>19,08</b>	<b>23,60</b>	<b>22,63</b>	<b>19,16</b>	<b>17,66</b>	<b>13,30</b>
	<i>Total Inscrits</i>	20,04	23,27	22,59	21,03	17,22	15,44
	<b>CA</b>	<b>15,51</b>	<b>19,38</b>	<b>17,13</b>	<b>18,50</b>	<b>14,67</b>	<b>11,49</b>
	<b>% évolution</b>	<b>38,3%</b>	<b>24,9%</b>	<b>-11,6%</b>	<b>8,0%</b>	<b>-20,7%</b>	<b>-21,7%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>81,3%</b>	<b>82,1%</b>	<b>75,7%</b>	<b>96,6%</b>	<b>83,1%</b>	<b>86,4%</b>
<b>Acquisitions</b>	<b>BP</b>	<b>3,16</b>	<b>3,04</b>	<b>1,99</b>	<b>3,80</b>	<b>1,08</b>	<b>3,71</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,48	3,54	1,58	4,27	1,46	3,87
	<b>CA</b>	<b>1,33</b>	<b>2,51</b>	<b>0,92</b>	<b>1,81</b>	<b>1,08</b>	<b>0,86</b>
	<b>% évolution</b>	<b>38,1%</b>	<b>88,8%</b>	<b>-63,3%</b>	<b>96,3%</b>	<b>-40,0%</b>	<b>-20,7%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>42,1%</b>	<b>82,6%</b>	<b>46,1%</b>	<b>47,5%</b>	<b>100,5%</b>	<b>23,2%</b>
<b>Subventions</b>	<b>BP</b>	<b>0,57</b>	<b>2,72</b>	<b>5,16</b>	<b>2,69</b>	<b>2,73</b>	<b>4,87</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,72	3,81	4,43	4,47	1,10	3,22
	<b>CA</b>	<b>1,71</b>	<b>1,65</b>	<b>1,38</b>	<b>0,69</b>	<b>0,44</b>	<b>1,09</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-55,6%</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-16,2%</b>	<b>-50,5%</b>	<b>-35,1%</b>	<b>146,0%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>299,6%</b>	<b>60,8%</b>	<b>26,9%</b>	<b>25,5%</b>	<b>16,3%</b>	<b>22,4%</b>
<b>Avances de trésorerie accordées aux EHPAD</b>	<b>BP</b>	-	-	7,00	-	-	-
	<i>Total Inscrits</i>	-	-	7,00	-	-	-
	<b>CA</b>	-	-	7,00	-	-	-
	<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% exécution</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>	<b>1,75</b>	<b>1,58</b>	<b>1,70</b>	<b>1,63</b>	<b>1,24</b>	<b>1,71</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,89	1,73	8,45	1,03	2,08	1,88
	<b>CA</b>	<b>1,52</b>	<b>1,36</b>	<b>0,74</b>	<b>0,36</b>	<b>1,60</b>	<b>0,66</b>
	<b>% évolution</b>	<b>51,1%</b>	<b>-10,7%</b>	<b>-45,6%</b>	<b>-51,4%</b>	<b>344,7%</b>	<b>-58,7%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>86,9%</b>	<b>85,9%</b>	<b>43,6%</b>	<b>22,1%</b>	<b>128,5%</b>	<b>38,5%</b>
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>24,55</b>	<b>30,94</b>	<b>31,48</b>	<b>27,27</b>	<b>22,71</b>	<b>23,60</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		26,13	32,34	37,05	30,80	21,86	24,42
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>20,07</b>	<b>24,90</b>	<b>27,18</b>	<b>21,35</b>	<b>17,80</b>	<b>14,10</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>17,8%</b>	<b>24,1%</b>	<b>9,1%</b>	<b>-21,4%</b>	<b>-16,6%</b>	<b>-20,8%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>81,8%</b>	<b>80,5%</b>	<b>86,3%</b>	<b>78,3%</b>	<b>78,4%</b>	<b>59,8%</b>

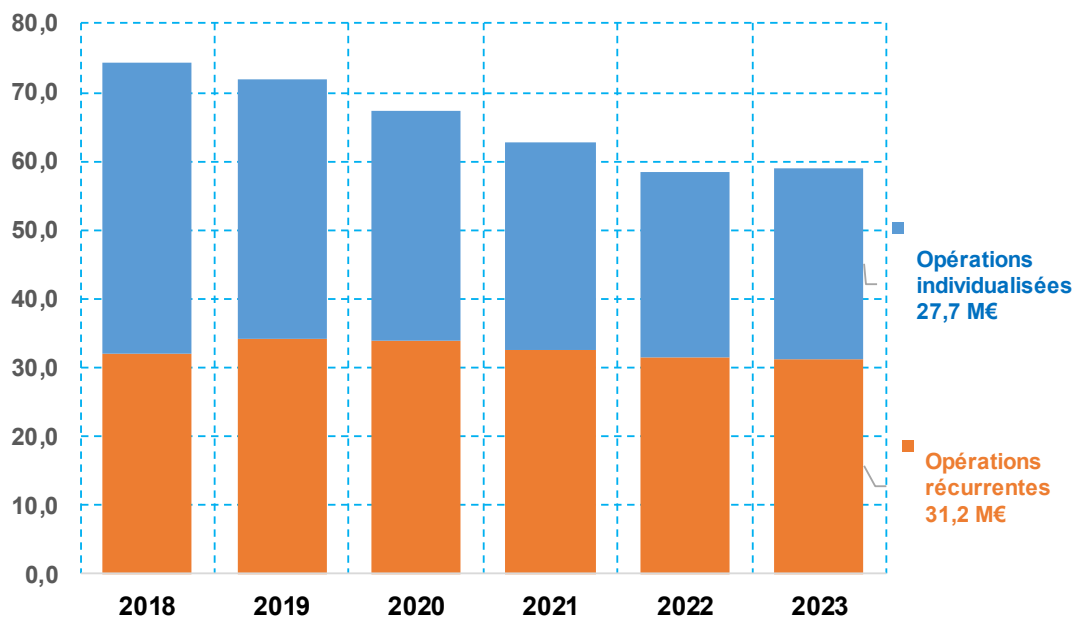
- **Réseau routier et transport**

Les dépenses consacrées au réseau routier et aux transports se sont élevées à 59,09 M€ en 2023, soit une hausse de 0,8% et de 0,47 M€. Les dépenses de ce secteur sont inscrites à 99,6% au plan pluriannuel d'investissement.

Les programmes récurrents représentent 53,0% des dépenses pluriannuelles pour un montant de 31,19 M€ contre 31,49 M€ en 2022, soit une baisse de 0,9%. Ces programmes concernent principalement les travaux de conservation du réseau routier (7,3 M€), de sécurité routière (4,6 M€), de réparation et d'entretien des ouvrages d'art (4,0 M€), de rénovation et de mise en sécurité (3,43 M€), d'aménagement des modes actifs et de voirie (2,9 M€), de mise en accessibilité (2,8 M€), de requalification du réseau (0,3 M€), ainsi que des travaux dans les immeubles de voirie (0,08 M€).

Les programmes individualisés représentent 47,0% des dépenses pluriannuelles et connaissent une hausse de 2,7%, avec un montant réalisé de 27,65 M€ contre 26,93 M€ en 2022. Les opérations de plus d'un million d'euros portent sur le T9 - participation versée à Ile-de-France mobilités (10,1 M€), le Tzen 5 Vitry/Choisy (2,4 M€), la RD 233 avenue du Général de Gaulle à Ormesson-sur-Marne (1,8 M€), le câble 1 (1,5 M€), le pont Mandela à Ivry/Charenton (1,3 M€), l'aménagement de la piste cyclable Carrefour Pompadour (1,1 M€).

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT



## PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE

Voirie et transports en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Frais d'études</b>	BP	3,41	2,83	2,72	2,93	1,81	1,87
	Total Inscrits	2,94	2,78	2,06	2,14	1,76	1,78
	CA	2,21	2,73	1,79	1,60	1,38	0,95
	% évolution	-15,4%	23,8%	-34,3%	-10,9%	-14,0%	-30,6%
	% exécution	64,8%	96,4%	65,9%	54,5%	75,8%	50,9%
<b>Subventions d'équipements versées</b>	BP	8,37	7,96	10,11	16,51	19,42	16,17
	Total Inscrits	9,24	8,16	19,65	11,37	13,65	17,84
	CA	8,83	8,12	19,54	11,15	12,41	16,93
	% évolution	574,3%	-8,0%	140,6%	-42,9%	11,2%	36,4%
	% exécution	105,4%	102,0%	193,3%	67,6%	63,9%	104,7%
<b>Acquisitions</b>	BP	3,87	4,21	2,75	2,16	3,88	1,90
	Total Inscrits	3,48	2,45	1,07	2,07	3,66	2,19
	CA	0,99	1,96	0,58	1,70	1,17	1,41
	% évolution	-65,8%	97,7%	-70,4%	192,3%	-31,0%	20,4%
	% exécution	25,6%	46,5%	21,1%	78,4%	30,1%	73,9%
<b>Travaux</b>	BP	57,81	53,29	52,98	43,95	45,26	43,59
	Total Inscrits	61,74	59,62	46,90	50,43	44,96	41,67
	CA	58,90	58,86	45,43	48,40	43,59	39,73
	% évolution	-4,3%	-0,1%	-22,8%	6,5%	-10,0%	-8,8%
	% exécution	101,9%	110,4%	85,8%	110,1%	96,3%	91,2%
<b>Autres dépenses</b>	BP	5,43	0,99	0,49	0,35	0,14	0,04
	Total Inscrits	4,65	0,94	0,47	0,25	0,15	0,07
	CA	3,88	0,58	0,32	0,13	0,07	0,06
	% évolution	-8,9%	-85,1%	-44,9%	-58,9%	-44,9%	-14,4%
	% exécution	71,4%	58,6%	65,9%	37,9%	50,6%	156,4%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>78,89</b>	<b>69,28</b>	<b>69,05</b>	<b>65,90</b>	<b>70,52</b>	<b>63,58</b>
Total Inscrits des dépenses		82,05	73,96	70,13	66,26	64,17	63,55
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>74,80</b>	<b>72,25</b>	<b>67,67</b>	<b>62,98</b>	<b>58,61</b>	<b>59,09</b>
% évolution des dépenses		3,1%	-3,4%	-6,3%	-6,9%	-6,9%	0,8%
% exécution des dépenses		94,8%	104,3%	98,0%	95,6%	83,1%	92,9%

- Eau et assainissement

Les dépenses consacrées au secteur de l'eau et de l'assainissement se sont élevées à 4,55 M€ en 2023, soit une hausse de 8,8% et de 0,37 M€. Cette augmentation est à attribuer principalement aux dépenses de travaux pour la réhabilitation et le rehaussement des murettes dans le cadre de la requalification de la voirie.

Le programme des opérations récurrentes représente 2,43 M€, contre 1,63 M€ pour les opérations individuelles.

Pour la cinquième année consécutive le budget général n'a pas versé de contribution financière au financement des travaux réalisés sur les ouvrages d'eaux pluviales. En effet, le financement de la section d'investissement du BAA a été principalement réalisé par les amortissements et les subventions permettant de financer les dépenses engagées sur ce patrimoine.

#### PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE

Eau et assainissement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Participation au budget annexe d'assainissement</b>	<b>BP</b>	<b>10,57</b>	<b>3,98</b>	<b>0,03</b>	<b>7,47</b>	<b>4,35</b>	<b>5,08</b>
	<i>Total Inscrits</i>	9,89	3,87	0,03	-	1,96	1,48
	<b>CA</b>	<b>6,95</b>					
	<b>% évolution</b>	<b>-50,4%</b>	-	-	-	-	-
	<b>% exécution</b>	65,7%	-	-	-	-	-
<b>Frais d'études</b>	<b>BP</b>	<b>0,30</b>	<b>0,30</b>	<b>0,30</b>	<b>0,30</b>	<b>0,65</b>	<b>0,65</b>
	<i>Total Inscrits</i>	0,45	0,30	0,30	0,40	0,65	0,65
	<b>CA</b>	<b>0,44</b>	<b>0,22</b>	<b>0,29</b>	<b>0,39</b>	<b>0,64</b>	<b>0,57</b>
	<b>% évolution</b>	<b>45,5%</b>	<b>-49,6%</b>	<b>31,7%</b>	<b>33,9%</b>	<b>65,9%</b>	<b>-11,6%</b>
	<b>% exécution</b>	145,5%	73,4%	96,6%	129,3%	99,0%	87,5%
<b>Travaux</b>	<b>BP</b>	<b>3,14</b>	<b>2,48</b>	<b>3,68</b>	<b>3,37</b>	<b>4,03</b>	<b>6,05</b>
	<i>Total Inscrits</i>	4,16	2,68	3,78	3,97	3,64	6,05
	<b>CA</b>	<b>3,94</b>	<b>2,56</b>	<b>3,74</b>	<b>3,63</b>	<b>3,54</b>	<b>3,98</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-21,0%</b>	<b>-35,1%</b>	<b>46,3%</b>	<b>-3,0%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>12,6%</b>
	<b>% exécution</b>	125,6%	103,4%	101,8%	107,9%	87,9%	65,9%
<b>Autres dépenses</b>	<b>BP</b>						<b>0,05</b>
	<i>Total Inscrits</i>	-	0,04	-	-	-	0,05
	<b>CA</b>		<b>0,04</b>				
	<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% exécution</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total BP des dépenses</b>	<b>14,02</b>	<b>6,75</b>	<b>4,01</b>	<b>11,14</b>	<b>9,02</b>	<b>11,82</b>	
<i>Total Inscrits des dépenses</i>	14,50	6,88	4,11	4,37	6,24	8,23	
<b>Total CA des dépenses</b>	<b>11,33</b>	<b>2,82</b>	<b>4,03</b>	<b>4,02</b>	<b>4,18</b>	<b>4,55</b>	
<b>% évolution des dépenses</b>	<b>-41,3%</b>	<b>-75,1%</b>	<b>43,2%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>4,1%</b>	<b>8,8%</b>	
<b>% exécution des dépenses</b>	80,8%	41,7%	100,6%	36,1%	46,4%	38,5%	

- Aménagement, environnement, habitat et développement du territoire

Les dépenses dans les secteurs de l'aménagement, de l'environnement, de l'habitat et du développement du territoire ont représenté 31,98 M€, en hausse de 5,1% en 2023.

Le montant des programmes récurrents augmente de 9,6% et est réalisé à hauteur de 21 M€. Le principal programme est le plan départemental d'action pour le logement pour un montant de 19 M€. Le nombre de logements neufs et réhabilités, en 2023, qui ont bénéficié du versement d'une subvention (acomptes et soldes) est de 1 307 logements contre 1 573 logements en 2022. La nature des opérations financées en 2023, principalement des opérations neuves, et leur nombre croissant expliquent cette augmentation du budget réalisé. Le nombre d'opérations neuves financées par le Département est en effet passé de 5 en 2022 à 22 en 2023.

Les dépenses concernant les espaces verts s'élèvent à 5,63 M€ et sont en baisse de 14,2%.

L'année 2023 a, tout d'abord, été marquée par la poursuite du Plan 50 000 arbres en Val-de-Marne voté en octobre 2021. La saison de plantations s'est poursuivie jusqu'en décembre 2023, portant ainsi le compteur à 11 308 arbres plantés dont 5 791 arbres plantés par le Département sur le domaine départemental. Le cap du 10 000<sup>ème</sup> arbre a été franchi en fin d'année. Deux plantations citoyennes ont été organisées (sur un abord de voirie à Chevilly-Larue avec le grand public, puis au Domaine des Marmousets à La-Queue-en-Brie avec une cinquantaine de collégiens) et trois opérations ont permis l'adoption de 1 459 arbres par les Val-de-Marnais.

Grâce à la mise en place de l'aide à destination des 47 communes et de leurs groupements pour le financement de projets de plantations, 84 dossiers ont été déposés au cours de l'année 2023. Ils font désormais l'objet de financements actés, pour un montant de 1 334 589 € correspondant à l'équivalent de la plantation de 2 013 arbres supplémentaires et 16 000 m<sup>2</sup> désimperméabilisés. Par ailleurs, le Département a développé de nouveaux partenariats avec des bailleurs (Créteil Habitat SEMIC, Immobilière 3F, Logial Coop, Paris Habitat et Sequens Habitat) et l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort.

Par ailleurs, plusieurs études ont été menées :

- la renaturation des emprises du parc du Plateau occupées par le chantier du Grand Paris Express à Champigny-sur-Marne et l'étude de son extension
- l'adaptation des franges du parc des Hautes bruyères en lien avec la livraison de la gare Institut Gustave Roussy et celle de la ZAC Campus grand parc
- la mise en valeur du parc du Domaine Chérioux en vue de son ouverture au public à terme
- l'étude du parc du Morbras et de sa trame naturelle en lien avec l'étude globale pilotée par la MGP pour mieux protéger le territoire des inondations.

De plus, un important travail de concertation autour du périmètre de protection des espaces agricoles et naturels et du plan d'actions a été réalisé ainsi que le lancement du travail partenarial portant sur l'élaboration du programme d'action. Enfin, le Département a entamé l'élaboration de la nouvelle stratégie baptisée « Nature en Val-de-Marne » s'appuyant sur le Plan vert 2018-2028 et le Schéma départemental des espaces naturels sensibles et qui contribuera à la mise en œuvre de la Stratégie climat.

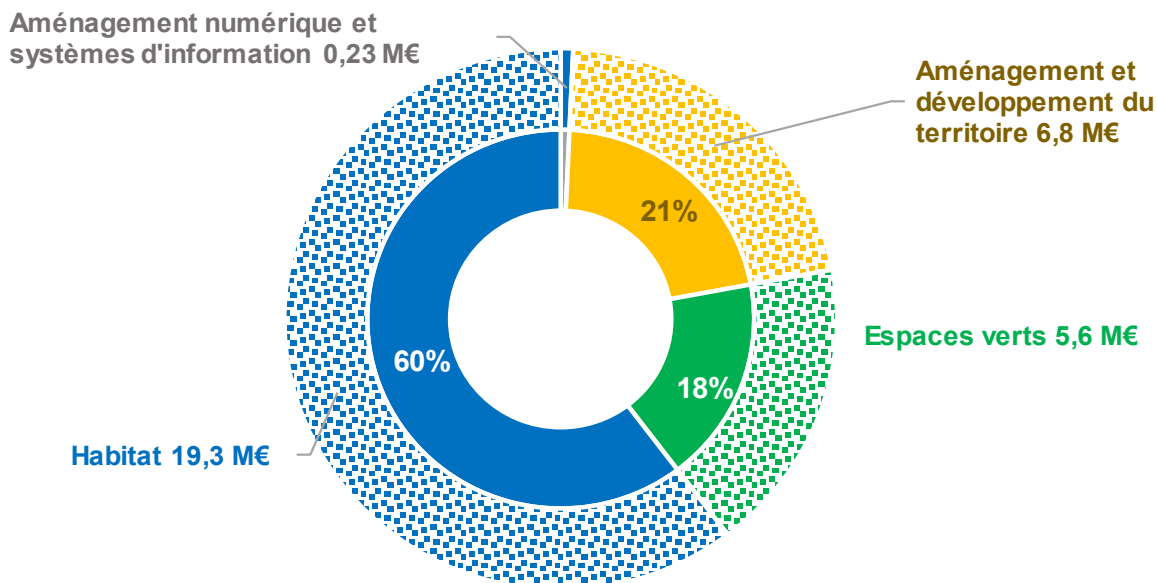
Enfin, des travaux ont pu être conduits comme la pose d'une passerelle au parc du Morbras à Sucy-en-Brie, la pose d'une barrière de sécurisation du parking de la Plage bleue à Valenton et la reprise du sol du jeu d'eau au parc de la Saussaie-Pidoux à Villeneuve-Saint-Georges.

D'autres travaux ont également été réalisés sur les parcs de la Roseraie à L'Hay-les-Roses, du Coteau de Bièvre à Arcueil/Gentilly, des Lilas à Vitry-sur-Seine, de la Ferme des Bordes à Chennevières-sur-Marne, ainsi que sur d'autres espaces verts et naturels départementaux via le programme de travaux d'aménagement dans les parcs. La participation du département au SMER a, par ailleurs, permis la poursuite de l'aménagement de la Végétale.

Les opérations individualisées du secteur aménagement et environnement représentent un montant de 7,7 M€, soit une hausse de 2,1%. Les principales opérations concernent la participation à l'EPA-ORSA (1,7 M€) pour abonder le fonds de roulement de l'établissement, la participation au SMER au titre de la coulée verte La Végétale (1,2 M€), le financement de l'opération Seine-Amont/Orly-Rungis (1 M€), le plan 50 000 arbres (0,7 M€) et le parc des Lilas à Vitry-sur-Seine (0,5 M€).

S'agissant de la politique de la ville, le montant des dépenses s'établit à 0,9 M€, en hausse de 5,6% et correspond aux subventions versées dans le cadre du soutien aux équipements de proximité en cœur de quartier.

## Aménagement, environnement, habitat et développement du territoire en 2024



### PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR DOMAINE

Habitat, aménagement urbain et environnement et développement du territoire en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Habitat</b>	<b>BP</b>	<b>25,05</b>	<b>24,82</b>	<b>22,26</b>	<b>21,76</b>	<b>20,46</b>	<b>21,76</b>
	<i>Total Inscrits</i>	25,00	24,74	19,29	21,26	18,76	21,68
	<b>CA</b>	<b>23,09</b>	<b>20,67</b>	<b>18,41</b>	<b>18,33</b>	<b>17,51</b>	<b>19,29</b>
	% évolution	17,1%	-10,5%	-10,9%	-0,5%	-4,5%	10,2%
	% exécution	92,2%	83,3%	82,7%	84,2%	85,5%	88,7%
<b>Espaces verts</b>	<b>BP</b>	<b>6,26</b>	<b>7,34</b>	<b>12,25</b>	<b>12,47</b>	<b>6,52</b>	<b>7,90</b>
	<i>Total Inscrits</i>	5,51	5,76	9,20	13,56	9,17	9,14
	<b>CA</b>	<b>4,71</b>	<b>4,40</b>	<b>6,69</b>	<b>9,43</b>	<b>6,56</b>	<b>5,63</b>
	% évolution	17,6%	-6,4%	51,8%	41,1%	-30,5%	-14,2%
	% exécution	75,2%	60,0%	54,6%	75,6%	100,6%	71,2%
<b>Aménagement et développement du territoire</b>	<b>BP</b>	<b>7,37</b>	<b>9,40</b>	<b>9,97</b>	<b>9,06</b>	<b>9,64</b>	<b>9,21</b>
	<i>Total Inscrits</i>	5,72	5,21	7,35	5,35	7,60	9,71
	<b>CA</b>	<b>4,01</b>	<b>3,29</b>	<b>5,72</b>	<b>3,41</b>	<b>5,89</b>	<b>6,83</b>
	% évolution	-21,2%	-17,9%	73,8%	-40,5%	73,0%	15,9%
	% exécution	54,4%	35,0%	57,4%	37,6%	61,1%	74,2%
<b>Aménagement numérique et systèmes d'information</b>	<b>BP</b>	<b>1,49</b>	<b>1,09</b>	<b>0,37</b>	<b>0,47</b>	<b>0,54</b>	<b>0,25</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,16	1,10	0,76	0,69	0,84	0,60
	<b>CA</b>	<b>0,78</b>	<b>0,57</b>	<b>0,31</b>	<b>0,11</b>	<b>0,46</b>	<b>0,23</b>
	% évolution	-68,2%	-27,0%	-45,6%	-63,1%	307,0%	-49,9%
	% exécution	52,1%	52,0%	83,3%	24,3%	85,8%	92,8%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>40,16</b>	<b>42,65</b>	<b>44,86</b>	<b>43,76</b>	<b>37,17</b>	<b>39,12</b>
<i>Total Inscrits des dépenses</i>		37,39	36,81	36,61	40,85	36,37	41,12
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>32,58</b>	<b>28,93</b>	<b>31,13</b>	<b>31,28</b>	<b>30,42</b>	<b>31,98</b>
% évolution des dépenses		4,3%	-11,2%	7,6%	0,5%	-2,8%	5,1%
% exécution des dépenses		81,1%	67,8%	69,4%	71,5%	81,8%	81,8%

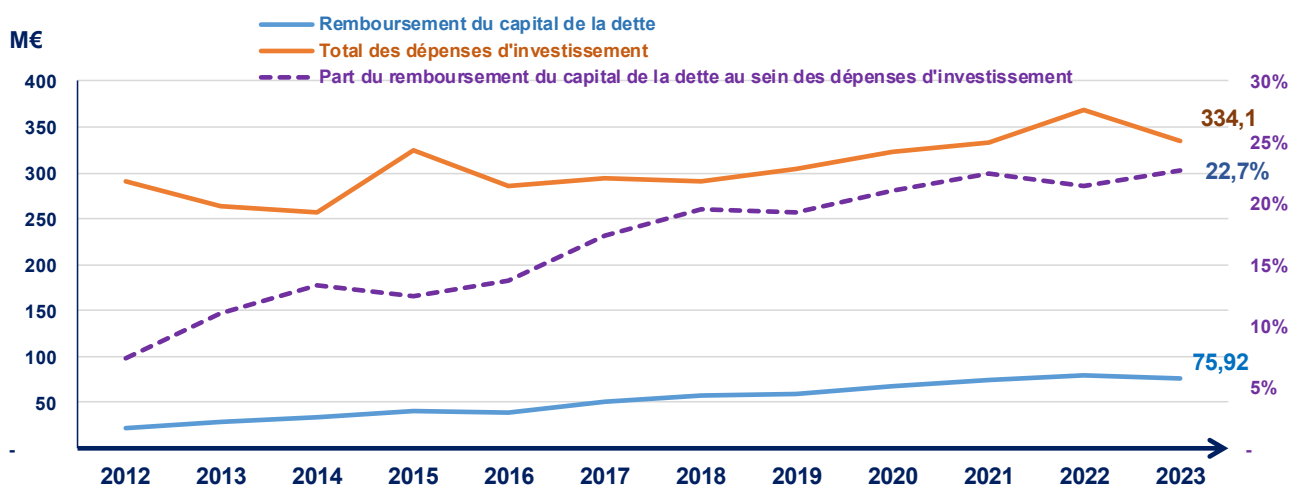
- **Remboursement du capital de la dette**

Le remboursement en capital de la dette s'est élevé à 75,92 M€ en mouvements réels, en baisse de -3,8% par rapport à 2022 (78,94 M€).

Remboursement du capital de la dette en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Remboursement du capital de la dette	BP	57,62	60,75	63,59	71,89	80,01	83,02
	Total Inscrits	56,92	60,43	68,16	74,82	78,95	82,70
	CA	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94	75,92
	% évolution	11,3%	3,4%	15,8%	9,8%	5,5%	-3,8%
	% exécution	98,8%	96,9%	107,2%	104,1%	98,7%	91,4%

**ÉVOLUTION DE LA PART DU REMBOURSEMENT DU CAPITAL DE LA DETTE AU SEIN DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DEPUIS 2012**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Remboursement du capital de la dette	21,38	29,07	34,22	40,32	39,25	51,16	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94	75,92
Total des dépenses d'investissement	290,16	264,51	256,27	324,35	285,26	293,52	291,25	304,61	322,98	333,45	367,76	334,11
Part du remboursement du capital de la dette au sein des dépenses d'investissement	7,4%	11,0%	13,4%	12,4%	13,8%	17,4%	19,5%	19,3%	21,1%	22,4%	21,5%	22,7%



Le remboursement en capital de la dette représente 22,7% des dépenses d'investissement. La part moyenne sur la période 2012-2023 est de 16,8%.

Le détail sur le remboursement du capital de la dette et son évolution est retracé dans le rapport présentant la gestion en 2023 de la dette.

## 2.2 **Des recettes d'investissement à la baisse (hors emprunt et dotations)**

Les recettes d'investissement (hors emprunt et dotation (FCTVA)) se sont élevées à 51,87 M€ en 2023 contre 61,20 M€ en 2022. Cette baisse sur 2023 tient principalement au niveau des subventions reçues.

<b>Recettes d'investissement (hors emprunts et dotations) en M€</b>		<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>BP</b>	<b>30,73</b>	<b>43,61</b>	<b>54,87</b>	<b>53,40</b>	<b>67,20</b>	<b>54,28</b>
	<i>Total Inscrits</i>	26,35	40,91	45,91	58,88	66,53	56,04
	<b>CA</b>	<b>19,91</b>	<b>39,36</b>	<b>44,07</b>	<b>52,85</b>	<b>58,33</b>	<b>49,85</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-28,2%</b>	<b>97,7%</b>	<b>12,0%</b>	<b>19,9%</b>	<b>10,4%</b>	<b>-14,5%</b>
	<b>% exécution</b>	64,8%	90,3%	80,3%	99,0%	86,8%	91,8%
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>BP</b>	<b>6,79</b>	<b>0,99</b>	<b>0,53</b>	<b>0,51</b>	<b>0,10</b>	<b>0,09</b>
	<i>Total Inscrits</i>	6,56	2,19	0,49	0,23	0,10	0,09
	<b>CA</b>	<b>4,55</b>	<b>2,00</b>	<b>0,12</b>	<b>0,32</b>	<b>0,04</b>	<b>0,00</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-56,0%</b>	<b>-94,1%</b>	<b>173,3%</b>	<b>-88,5%</b>	<b>-96,4%</b>
	<b>% exécution</b>	67,0%	202,1%	22,3%	63,8%	36,2%	1,5%
<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>BP</b>	<b>1,59</b>	<b>3,83</b>	<b>4,42</b>	<b>3,15</b>	<b>3,50</b>	<b>1,95</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,59	3,75	4,15	2,83	3,50	1,95
	<b>CA</b>	<b>1,56</b>	<b>3,37</b>	<b>2,65</b>	<b>2,61</b>	<b>2,32</b>	<b>1,55</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-16,2%</b>	<b>115,3%</b>	<b>-21,1%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-11,2%</b>	<b>-33,1%</b>
	<b>% exécution</b>	98,1%	87,8%	60,1%	82,9%	66,3%	79,4%
<b>Avance remboursable DMTO</b>	<b>BP</b>	-	-	-	-	-	-
	<i>Total Inscrits</i>	-	-	-	-	-	-
	<b>CA</b>	-	-	<b>50,00</b>	-	-	-
	<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% exécution</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Remboursement des avances de trésorerie accordées aux Ehpad</b>	<b>BP</b>	-	-	-	-	-	-
	<i>Total Inscrits</i>	-	-	7,00	-	-	-
	<b>CA</b>	-	-	<b>7,00</b>	-	-	-
	<b>% évolution</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>% exécution</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Autres recettes d'investissement</b>	<b>BP</b>	<b>10,25</b>	<b>11,95</b>	<b>13,58</b>	<b>11,08</b>	<b>10,12</b>	<b>14,10</b>
	<i>Total Inscrits</i>	8,10	9,87	13,34	19,69	7,72	14,10
	<b>CA</b>	<b>0,14</b>	<b>3,44</b>	<b>4,60</b>	<b>0,27</b>	<b>0,51</b>	<b>0,47</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-79,2%</b>	<b>2389,0%</b>	<b>33,7%</b>	<b>-94,1%</b>	<b>90,7%</b>	<b>-8,9%</b>
	<b>% exécution</b>	1%	29%	34%	2%	5%	3%
<b>Total BP des recettes</b>	<b>49,37</b>	<b>60,38</b>	<b>73,40</b>	<b>68,14</b>	<b>80,93</b>	<b>70,43</b>	
<i>Total Inscrits des recettes</i>	42,61	56,72	70,89	81,62	77,84	72,19	
<b>Total CA des recettes</b>	<b>26,16</b>	<b>48,17</b>	<b>108,45</b>	<b>56,06</b>	<b>61,20</b>	<b>51,87</b>	
<b>% évolution des recettes</b>	<b>-25,5%</b>	<b>84,1%</b>	<b>125,1%</b>	<b>-48,3%</b>	<b>9,2%</b>	<b>-15,3%</b>	
<b>% exécution des recettes</b>	<b>-47,0%</b>	<b>-20,2%</b>	<b>47,8%</b>	<b>-17,7%</b>	<b>-24,4%</b>	<b>-26,4%</b>	

- **Les subventions reçues**

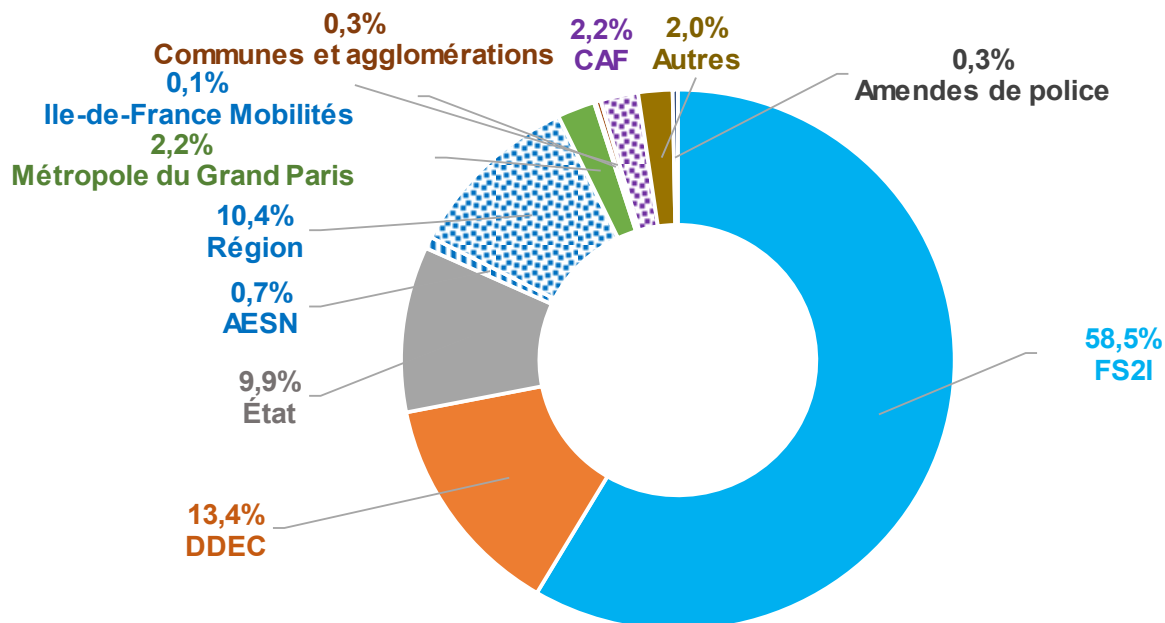
Des recettes de subventions ont été perçues pour un montant de 49,85 M€, en baisse de -14,5% et - 8,48 M€ par rapport à 2022.

Cette évolution résulte tout d'abord de la diminution de la participation du Fonds de solidarité interdépartemental d'investissement (FS2I) pour une recette de 29 M€ contre 32,60 M€ en 2022. Cette recette est à mettre en parallèle de la contribution du Département au fonds pour un montant de 16,22 M€ soit un apport net de 12,78 M€ en 2023. Ce fonds s'appuie depuis sa création par les sept départements franciliens au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sur un établissement public interdépartemental qui a reversé 140,00 M€ à ses départements membres en 2023, hors projets spécifiques.

Hors le FS2I qui est à l'origine de 58,5% des subventions d'investissement reçues en 2023 par le Département, le montant des subventions recule de 19,7% et de 5,06 M€, bien que les financements de la Région augmentent de 15,2% et de 1,0 M€.

Parmi les autres subventions reçues, il est à noter que le Département a perçu en 2023 des fonds de l'AESN pour la renaturation de la Bièvre à Arcueil et Gentilly (0,37 M€ contre 2,1 M€ en 2022), de la Métropole du Grand Paris pour la passerelle du pont de Nogent-sur-Marne (0,34 M€ contre 1,1 M€ en 2022). La Caisse d'allocations familiales a également apporté un soutien aux projets départementaux, au premier rang desquels figurent les crèches (1,09 M€).

### Répartition des financeurs au CA 2023



Financiers en M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Région	11,67	7,88	5,16	6,65	6,04	4,19	5,19
État	2,53	2,11	4,60	2,14	5,39	6,00	4,96
CAF					2,56	1,04	1,09
Île-de-France Mobilités	2,78	1,52	1,51	3,24	1,43	2,15	0,06
RATP							
Départements	0,09						
Métropole du Grand Paris			0,84	0,97	0,53	0,27	1,12
Communes et structures intercommunales	1,01	0,39	1,50	1,61	0,26	0,99	0,16
Autres groupements de collectivités	0,75					1,60	0,44
Agence de l'eau Seine Normandie					0,47	2,12	0,37
Autres établissements publics locaux		0,18		0,13			
Fonds européens					0,72	0,10	
DDEC - Dotation départementale d'équipement des collèges	6,66	6,66	6,66	6,66	6,66	6,66	6,66
Produits des amendes de radars automatiques	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
Fonds de Solidarité Interdépartemental d'investissement (FS2I)			18,49	21,95	28,73	32,60	29,18
Autres	2,15	1,10	0,54	0,66		0,56	0,56
<b>Total</b>	<b>27,71</b>	<b>19,91</b>	<b>39,36</b>	<b>44,07</b>	<b>52,85</b>	<b>58,33</b>	<b>49,85</b>

- **Les opérations pour compte de tiers**

Des recettes ont été perçues en 2023 au titre des opérations pour compte de tiers, avec un montant quasiment nul dans le cadre des projets du Grand Paris Express (SGP). Ces recettes poursuivent leur baisse et s'élèvent à 0,001 M€ en 2023 contre 0,04 M€ en 2022. Cette évolution résulte de la fin de quelques conventions au titre de la refacturation à la SGP de certaines opérations (travaux et études) et de la Végétale (ex-Tégéval).



Compte de tiers en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Opérations compte de tiers	<b>BP</b>	<b>6,79</b>	<b>0,99</b>	<b>0,53</b>	<b>0,51</b>	<b>0,10</b>	<b>0,09</b>
	<i>Total Inscrits</i>	6,56	2,19	0,49	0,23	0,10	0,09
	<b>CA</b>	<b>4,55</b>	<b>2,00</b>	<b>0,12</b>	<b>0,32</b>	<b>0,04</b>	<b>0,00</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-56,0%</b>	<b>-94,1%</b>	<b>173,3%</b>	<b>-88,5%</b>	<b>-96,4%</b>
	<b>% exécution</b>	67,0%	202,1%	22,3%	63,8%	36,2%	1,5%

- **Les autres immobilisations financières**

Les autres immobilisations financières s'élèvent en 2023 à 1,54 M€ contre 2,32 M€ en 2022 en recul de 33,5%.

Il s'agit principalement des remboursements au titre des prêts d'honneur qui étaient antérieurement gérés hors budget et qui ont été intégrés dans la comptabilité du budget général à compter de 2019. La recette de ces prêts représente cette année 0,69 M€ contre 1,43 M€ en 2022.

Les autres recettes d'un montant de 0,85 M€ concernent en particulier les remboursements des prêts au titre du fonds social pour l'habitat (0,58 M€ contre 0,61 M€ en 2022) et du fonds de modernisation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à hauteur de 0,27 M€, montant qui demeure identique à celui de l'an passé.

- **Les autres recettes d'investissement**

En 2023, les autres recettes d'investissement qui recouvrent divers remboursements de trop-perçus et des réaffectations comptables s'élèvent à 0,47 M€ contre 0,51 M€ en 2022.

- **Les produits de cessions**

Les produits de cessions sont prévus au budget primitif en investissement, à hauteur de 14,08 M€ en 2023, constatés en section de fonctionnement et améliorent les recettes d'investissement à la faveur d'une opération d'ordre. En 2023, ils se sont élevés à 6,99 M€ contre 1,86 M€ en 2022, soit une augmentation de 275,5%.

Produits des cessions en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits des cessions	<b>BP</b>	<b>10,12</b>	<b>10,10</b>	<b>10,10</b>	<b>11,08</b>	<b>10,08</b>	<b>14,08</b>
	<i>Total Inscrits</i>	7,97	8,02	9,06	6,88	7,48	14,08
	<b>CA</b>	<b>5,07</b>	<b>5,84</b>	<b>4,38</b>	<b>6,97</b>	<b>1,86</b>	<b>6,99</b>
	<b>% évolution</b>	<b>5,6%</b>	<b>15,1%</b>	<b>-25,0%</b>	<b>59,3%</b>	<b>-73,3%</b>	<b>275,5%</b>
	<b>% exécution</b>	50,1%	57,8%	43,3%	62,9%	18,5%	49,6%

Les produits des cessions sont prévus en section d'investissement (BP) mais sont réalisés au CA en section de fonctionnement. Une opération d'ordre permettra le retour comptable de ces recettes au sein de la section d'investissement.

- **Le FCTVA**

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA), qui est calculé sur la base des dépenses d'investissement éligibles de l'année n-1, a été encaissé pour un montant 31,43 M€, soit une augmentation de 15,4% et de 4,19 M€ par rapport au montant encaissé en 2022.

Dotation - FCTVA		2018	2019	2020	2021	2022	2023
	<b>BP</b>	<b>25,40</b>	<b>27,45</b>	<b>27,92</b>	<b>28,79</b>	<b>30,11</b>	<b>30,20</b>
<b>FCTVA - Fonds de compensation de la TVA</b>	<i>Total Inscrits</i>	25,40	27,45	27,90	30,41	27,66	30,20
	<b>CA</b>	<b>25,61</b>	<b>27,44</b>	<b>27,85</b>	<b>30,33</b>	<b>27,23</b>	<b>31,43</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-13,4%</b>	<b>7,2%</b>	<b>1,5%</b>	<b>8,9%</b>	<b>-10,2%</b>	<b>15,4%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>100,8%</b>	<b>100,0%</b>	<b>99,7%</b>	<b>105,3%</b>	<b>90,4%</b>	<b>104,1%</b>

### 2.3 La structure de l'investissement en 2023

La structure de l'investissement est présentée en charge nette (les dépenses moins les recettes affectées) pour tenir compte du coût réel des opérations une fois les subventions prises en compte. Afin de considérer la part respective de l'investissement par secteur, le remboursement en capital de la dette ainsi que les recettes non affectées (emprunt et FCTVA) ont été neutralisés.

La charge nette de l'investissement atteint un montant de 206,32 M€ et est en baisse en 2023 de 9,4% par rapport à 2022, témoignant ainsi de l'effort de la collectivité pour maintenir un haut niveau d'investissement.

Charge nette d'investissement en M€		2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Dépenses d'investissement</b> (hors capital de la dette et avances)	<b>BP</b>	<b>269,19</b>	<b>274,56</b>	<b>294,41</b>	<b>305,47</b>	<b>324,54</b>	<b>303,60</b>
	<i>Total Inscrits</i>	269,19	274,56	294,41	305,47	324,54	322,46
	<b>CA</b>	<b>234,33</b>	<b>245,73</b>	<b>247,82</b>	<b>308,63</b>	<b>288,82</b>	<b>258,19</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-3,3%</b>	<b>4,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>24,5%</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-10,6%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>87,1%</b>	<b>89,5%</b>	<b>84,2%</b>	<b>101,0%</b>	<b>89,0%</b>	<b>85,0%</b>
<b>Recettes d'investissement</b> (hors emprunt, avances et dotations)	<b>BP</b>	<b>49,36</b>	<b>60,38</b>	<b>73,40</b>	<b>68,14</b>	<b>80,93</b>	<b>70,41</b>
	<i>Total Inscrits</i>	49,36	60,38	73,40	68,14	80,93	71,17
	<b>CA</b>	<b>26,16</b>	<b>48,17</b>	<b>51,45</b>	<b>56,06</b>	<b>61,20</b>	<b>51,87</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-25,5%</b>	<b>84,1%</b>	<b>6,8%</b>	<b>9,0%</b>	<b>9,2%</b>	<b>-15,3%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>53,0%</b>	<b>79,8%</b>	<b>70,1%</b>	<b>82,3%</b>	<b>75,6%</b>	<b>73,7%</b>
<b>Charge nette</b>	<b>BP</b>	<b>219,83</b>	<b>214,18</b>	<b>221,01</b>	<b>237,32</b>	<b>243,62</b>	<b>233,19</b>
	<i>Total Inscrits</i>	219,83	214,18	221,01	237,32	243,62	251,29
	<b>CA</b>	<b>208,17</b>	<b>197,56</b>	<b>196,38</b>	<b>252,58</b>	<b>227,61</b>	<b>206,32</b>
	<b>% évolution</b>	<b>0,4%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>28,6%</b>	<b>-9,9%</b>	<b>-9,4%</b>

## 3 L'équilibre du compte administratif

### 3.1 L'épargne

- L'épargne brute

L'épargne brute, aussi appelée autofinancement brut, est égale à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Le taux d'épargne brute, qui est le ratio entre l'épargne brute et les recettes de fonctionnement, mesure la capacité d'une collectivité à financer ses investissements.

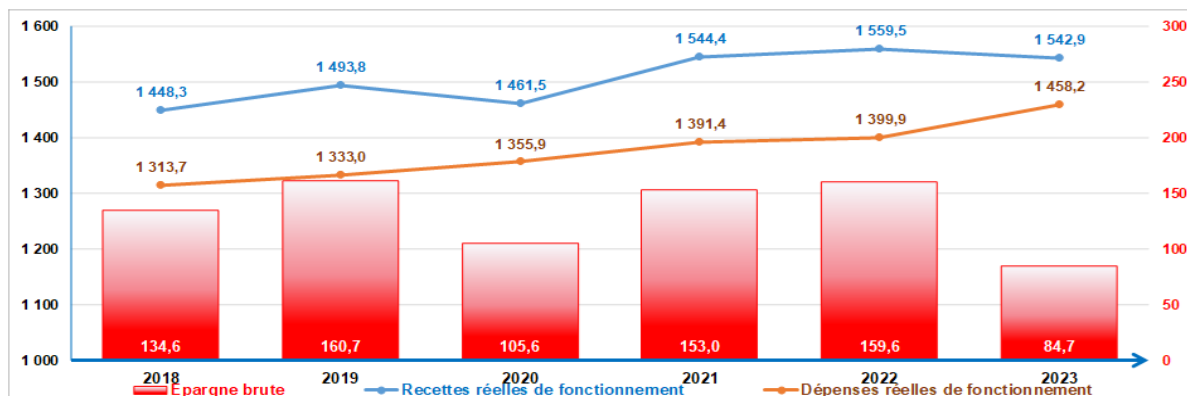
L'épargne brute s'est élevée en 2023 à 84,72 M€, en forte baisse de 46,9% et de 74,92 M€ par rapport à 2022. Le taux d'épargne brute suit la même tendance et passe de 10,2% en 2022 à 5,5% en 2023. Cet amenuisement de l'épargne brute s'explique par la conjonction d'une forte progression des dépenses réelles de fonctionnement (+4,2% et + 58,34 M€) et d'une baisse des recettes réelles (-1,1% et -16,58 M€). Il intervient après deux années consécutives de hausse.

Épargne brute en M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes réelles de fonctionnement	1 448,25	1 493,78	1 461,47	1 544,41	1 559,51	1 542,94
Dépenses réelles de fonctionnement	1 313,70	1 333,04	1 355,90	1 391,45	1 399,87	1 458,21
Épargne brute (recettes - dépenses)	134,55	160,73	105,56	152,97	159,65	84,72
Taux d'évolution	9,4%	19,5%	-34,3%	44,9%	4,4%	-46,9%
Taux d'épargne brute (épargne brute / recettes de fonctionnement)	9,3%	10,8%	7,2%	9,9%	10,2%	5,5%

Les recettes et dépenses réelles de fonctionnement servant de base au calcul des ratios d'épargne sont à distinguer des recettes et dépenses réelles de fonctionnement dites « brutes » citées précédemment. Ces dernières correspondent aux montants de réalisation constatés, tandis que les premières sont corrigées de la manière suivante :

- > Concernant les recettes de fonctionnement, sont retranchés des recettes réelles de fonctionnement brutes, les produits de cessions, les reprises de provisions ainsi que les atténuations de charges et de produits.
- > S'agissant des dépenses de fonctionnement, aux dépenses réelles brutes de fonctionnement sont soustraites les dotations pour provisions ainsi que les atténuations de charges et de produits.

### CONSTITUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE DEPUIS 2018



#### • L'épargne nette

L'épargne nette est égale à la différence entre l'épargne brute, également appelée capacité d'autofinancement brute, et le remboursement en capital de la dette. Le montant de l'épargne nette s'est élevé en 2023 à 1,76 M€. En lien avec la forte baisse du taux d'épargne brute et l'augmentation du remboursement du capital de la dette, le taux d'épargne nette chute également en passant de 5,2% en 2022 à 0,1% en 2023.

Épargne nette en M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Épargne brute	134,55	160,73	105,56	152,97	159,65	84,72
Remboursement de dette (cptes 1641 & 16441 et débit cpts 16449)	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94	82,96
Épargne nette (épargne brute - remboursement de dette)	77,64	101,86	37,40	78,15	80,70	1,76
Recettes réelles de fonctionnement	1 448,25	1 493,78	1 461,47	1 544,41	1 559,51	1 542,94
Taux d'épargne nette (épargne nette / recettes de fonctionnement)	5,4%	6,8%	2,6%	5,1%	5,2%	0,1%

### 3.2 L'emprunt réalisé

L'emprunt réalisé permet de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement en complément de l'épargne (autofinancement), des recettes définitives d'investissement (dotations et subventions) et de la reprise du résultat de l'année antérieure. Le besoin de financement intègre les restes à réaliser en investissement correspondant aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

En 2023, l'emprunt réalisé s'élève à 161,00 M€, en hausse de 35,67 M€ par rapport à l'emprunt 2022 d'un montant de 125,33 M€. En 2022, une recette d'ordre de 2,16 M€ (soulte capitalisée dans le cadre d'une renégociation) s'était ajoutée à l'emprunt mobilisé. Il demeure légèrement inférieur à la prévision de recettes 2023 issue de la dernière décision modificative à hauteur de 164,00 M€.

## STRUCTURE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Opérations réelles en M€ (hors produits des cessions)		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement	(A)	1 491,89	1 539,38	1 517,67	1 598,90	1 610,91	1 583,39
Dépenses de fonctionnement	(B)	1 359,26	1 378,65	1 413,46	1 443,46	1 452,01	1 500,15
<b>Autofinancement</b>	<b>(C = A-B)</b>	<b>132,63</b>	<b>160,73</b>	<b>104,21</b>	<b>155,44</b>	<b>158,90</b>	<b>83,24</b>
Dépenses d'investissement (*)	(D)	291,25	304,61	322,98	383,45	367,77	341,15
Recettes d'investissement (*) (produits des cessions compris)	(E)	56,85	81,45	140,67	93,36	90,30	90,29
Fonds de roulement (résultat brut) N-1	(F)	24,49	24,01	46,62	98,52	53,87	60,63
<b>Besoin financement avant reports</b>	<b>(G = D-E-F-C)</b>	<b>77,29</b>	<b>38,41</b>	<b>31,48</b>	<b>36,13</b>	<b>64,70</b>	<b>106,99</b>
Solde des restes à réaliser	(H)	0,04	-0,00	-12,53	-24,13	-27,69	-33,05
<b>Besoin d'emprunt</b>	<b>(I = G-H)</b>	<b>77,25</b>	<b>38,41</b>	<b>44,01</b>	<b>60,26</b>	<b>92,39</b>	<b>140,04</b>
<b>Emprunt réalisé (hors avance DMTO)</b>	<b>(J)</b>	<b>101,30</b>	<b>85,03</b>	<b>130,00</b>	<b>90,00</b>	<b>125,33</b>	<b>161,00</b>
<b>Fonds de roulement (résultat brut)</b>	<b>(K = J-G)</b>	24,01	46,62	98,52	53,87	60,63	54,01
<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>(L = K-F)</b>	<b>-0,5</b>	<b>+22,6</b>	<b>+51,9</b>	<b>-44,7</b>	<b>+6,8</b>	<b>-6,6</b>

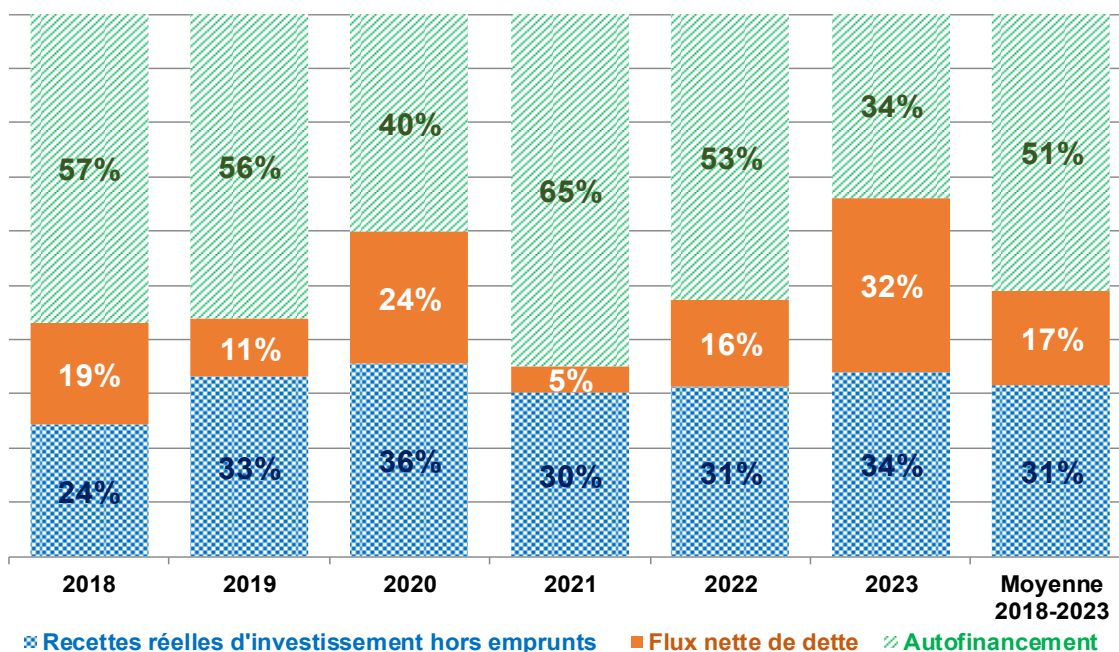
Afin de faciliter l'appréhension de ces données et d'en conserver la comparabilité sur la période, l'avance remboursable de DMTO réalisée en section d'investissement en 2020 à hauteur de 50 M€ et remboursée en sa totalité en 2021, a été neutralisée.

La dégradation brutale de la section de fonctionnement en 2023 conduit à une chute de l'autofinancement qui s'élève à 83,24 M€ contre 158,90 M€ en 2022, soit une baisse de 75,66 M€ et 47,6%. Cela affecte le poids respectif des différentes sources de financement de la section d'investissement.

En 2023, la part de l'autofinancement dans le financement des dépenses d'investissement est égale à celle des recettes d'investissement hors emprunt pour 34% alors qu'elle était jusqu'alors majoritaire. En effet, l'autofinancement avait financé 53% des dépenses d'investissement en 2022 et 65% en 2021. La part de financement par l'emprunt a doublé entre 2022 et 2023 en atteignant 32% en 2023 contre 16% en 2022.

Sur la période 2018-2023, l'investissement reste majoritairement financé par l'autofinancement (51%) et les recettes d'investissement (32%). Il convient de rappeler que l'augmentation de la part des recettes propres à la section depuis cinq ans est principalement due à la dotation versée par le FS2I (29 M€ reçus en 2023). Le solde net cumulé du financement du FS2I entre 2018 et 2023 s'élève à 46,10 M€ et a permis de réduire d'autant le recours à l'emprunt sur la période.

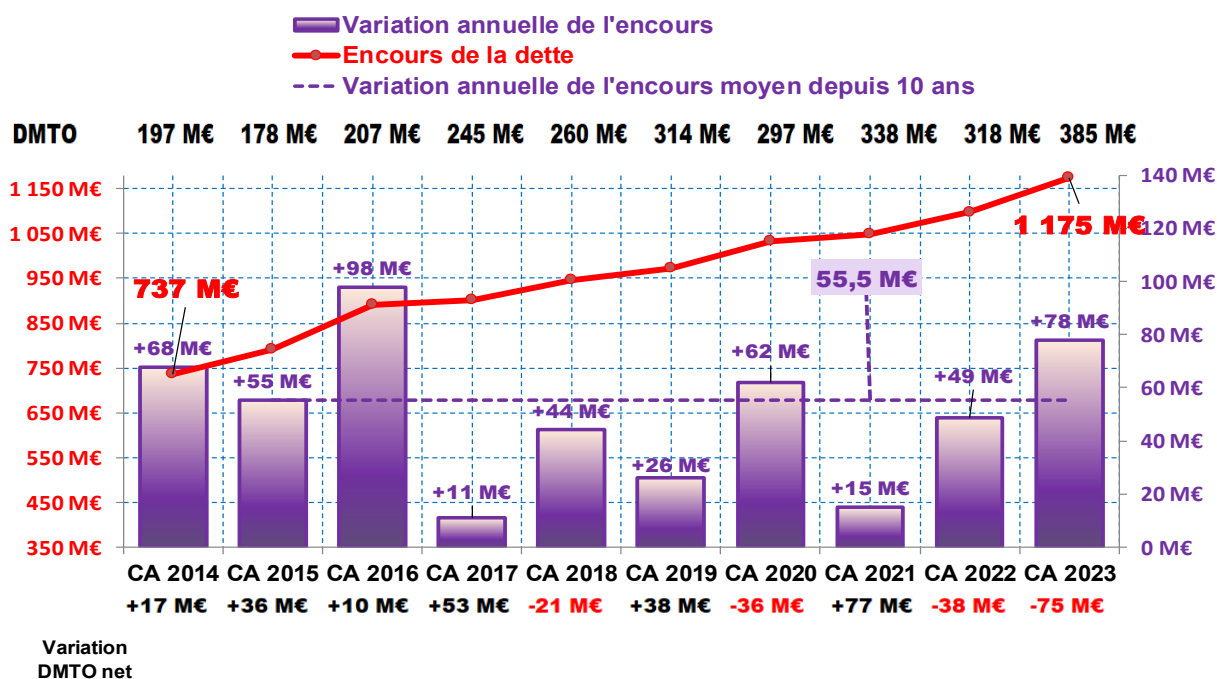
## EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



L'encours de la dette du budget général s'élève au 31 décembre 2023 à 1 175,03 M€ et enregistre une progression par rapport à 2022 de + 78,04 M€ et +7,1%. Cette évolution est plus rapide qu'en 2022 (+48,54 M€ et +4,6%).

En 2023, l'évolution de l'encours de la dette, également appelée besoin de financement par l'emprunt (emprunts nouveaux - remboursement de la dette en capital), est plus rapide que la moyenne 2018-2022 (+39,22 M€). Au-delà du niveau des dépenses d'investissement, on peut mettre en perspective les évolutions du besoin de financement par l'emprunt avec le produit des DMTO pour observer une corrélation certaine, en particulier depuis 2017. Ainsi, les années de baisse des DMTO nets (recette moins solde de la péréquation), correspondent à des accélérations du recours à l'emprunt.

## ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE AU BUDGET GÉNÉRAL DEPUIS 10 ANS



#### 4 Le résultat de clôture

Le compte administratif 2023 dégage un excédent brut de la section de fonctionnement de 17,66 M€ et un excédent brut de la section d'investissement avant la prise en compte des restes à réaliser de 36,35 M€. Une fois pris en compte le solde des restes à réaliser en investissement à hauteur de 33,05 M€, le **résultat net** de clôture est de **20,96 M€**.

- La section de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 1 590,38 M€, comprenant 6,99 M€ de produit des cessions.

Section de fonctionnement	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes réelles	1 496,96	1 545,22	1 522,05	1 605,88	1 612,77	1 590,38
Recettes d'ordre	55,57	57,21	71,89	52,25	49,21	47,27
<b>S/t recettes de fonctionnement (F)</b>	<b>1 552,53</b>	<b>1 602,43</b>	<b>1 593,94</b>	<b>1 658,13</b>	<b>1 661,98</b>	<b>1 637,65</b>
Report excédent fonctionnement N-1 (nature 002) (G)	24,42	24,05	46,62	35,99	29,74	32,94
<b>Total Recettes de fonctionnement (F=F+G)</b>	<b>1 576,95</b>	<b>1 626,48</b>	<b>1 640,56</b>	<b>1 694,12</b>	<b>1 691,72</b>	<b>1 670,59</b>
Dépenses réelles	1 359,26	1 378,65	1 413,46	1 443,46	1 452,01	1 500,15
Dépenses d'ordre	140,42	143,53	141,11	147,39	146,08	152,79
<b>Total Dépenses de fonctionnement (H)</b>	<b>1 499,68</b>	<b>1 522,17</b>	<b>1 554,57</b>	<b>1 590,85</b>	<b>1 598,09</b>	<b>1 652,94</b>
<b>Excédent de fonctionnement avant reports (I=F-H)</b>	<b>77,27</b>	<b>104,31</b>	<b>85,99</b>	<b>103,27</b>	<b>93,63</b>	<b>17,66</b>

- La section d'investissement

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 447,70 M€ et se décomposent en 83,30 M€ de recettes courantes, 161,00 M€ d'emprunt, 60,69 M€ au titre de l'affectation du résultat de fonctionnement 2022 et 142,71 M€ d'opérations de gestion active de la dette et de la trésorerie sur les encours revolving.

Section d'investissement	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes réelles	286,94	340,87	323,99	279,28	384,22	447,70
Recettes d'ordre	145,86	148,39	157,94	149,72	151,84	161,46
<b>S/total recettes d'investissement (A')</b>	<b>432,80</b>	<b>489,26</b>	<b>481,92</b>	<b>429,00</b>	<b>536,05</b>	<b>609,16</b>
Report excédent investissement N-1 (C) (nature 001)				12,53		
<b>Total recettes d'investissement (A=A'+C)</b>	<b>432,80</b>	<b>489,26</b>	<b>481,92</b>	<b>441,53</b>	<b>536,05</b>	<b>609,16</b>
Dépenses réelles	353,40	431,61	322,98	436,35	464,69	483,87
Dépenses d'ordre	61,02	62,08	88,72	54,59	54,96	55,95
<b>S/t dépenses d'investissement (B')</b>	<b>414,42</b>	<b>493,68</b>	<b>411,70</b>	<b>490,93</b>	<b>519,65</b>	<b>539,82</b>
Report déficit investissement N-1 (C) (nature 001)	71,64	53,26	57,69		49,40	33,00
<b>Total Dépenses d'investissement (B=B'+C)</b>	<b>486,06</b>	<b>546,95</b>	<b>469,39</b>	<b>490,93</b>	<b>569,05</b>	<b>572,81</b>
<b>Résultat investissement avant report (C=A-B) à reporter sur N+1 (nature 001)</b>	<b>-53,26</b>	<b>-57,69</b>	<b>12,53</b>	<b>-49,40</b>	<b>-33,00</b>	<b>36,35</b>
Restes à réaliser recettes investissement	18,64	14,09	14,35	11,74		
Restes à réaliser dépenses investissement	18,60	14,09	26,88	35,86	27,69	33,05
<b>Montant des restes à réaliser investissement (D)</b>	<b>0,04</b>	<b>0,00</b>	<b>-12,53</b>	<b>-24,13</b>	<b>-27,69</b>	<b>-33,05</b>
<b>Résultat d'investissement après report (E=C+D)</b>	<b>-53,22</b>	<b>-57,69</b>	<b>0,00</b>	<b>-73,52</b>	<b>-60,69</b>	<b>3,30</b>

- Le résultat brut

L'excédent de fonctionnement s'élève à 17,66 M€. La section d'investissement étant excédentaire, il n'existe pas de besoin de financement à couvrir. Le résultat de fonctionnement brut s'élève donc à 17,66 M€.

Il convient de rappeler que le résultat net de 2020, à hauteur de 85,99 M€, devait permettre le reversement de l'avance remboursable de DMTO au cours de l'année 2021 à hauteur de 50,00 M€.

- **Le résultat net à affecter**

Le résultat net correspond au résultat brut après couverture du solde des restes à réaliser en fonctionnement. Dans la mesure où il n'existe pas de restes à réaliser en fonctionnement, le résultat net est égal au résultat brut soit 17,66 M€

Ce montant doit donner lieu à une décision d'affectation de l'Assemblée départementale au budget supplémentaire 2024. Le résultat net de la section de fonctionnement d'un montant de 17,66 M€ viendra abonder les ressources de la section de fonctionnement nécessaires au financement des ajustements de dépenses et de recettes telles que votées dans le cadre du budget primitif 2024.

Le solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement sera reporté en section d'investissement.

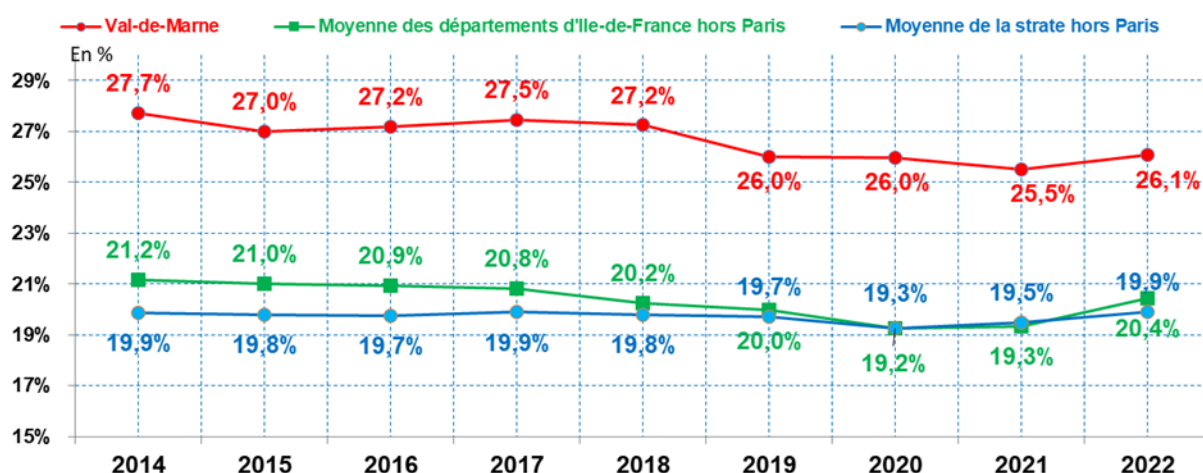
## 5 **Les ratios et indicateurs du Val-de-Marne en comparaison avec la moyenne de la strate**

La strate de collectivité retenue aux fins de comparaison est celle des départements de plus de 1 000 000 habitants (population Insee en 2021) et les départements d'Île-de-France (hors Paris sur la période 2014-2020). Les moyennes des 21 départements de la strate de référence ont été calculées à partir des agrégats et des chiffres publiés par la DGCL pour les sept dernières années.

Les crédits et débits des comptes sont calculés en valeurs nettes et les opérations spécifiques au titre des provisions sont exclues en dépenses comme en recettes. Compte tenu de la crise sanitaire, certains ratios et indicateurs 2020 et 2021 du Département nécessiteraient une analyse plus poussée au regard des évolutions constatées dans les autres départements de la strate.

- **Le compte administratif et sa structure**

### DÉPENSES DE PERSONNEL / DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

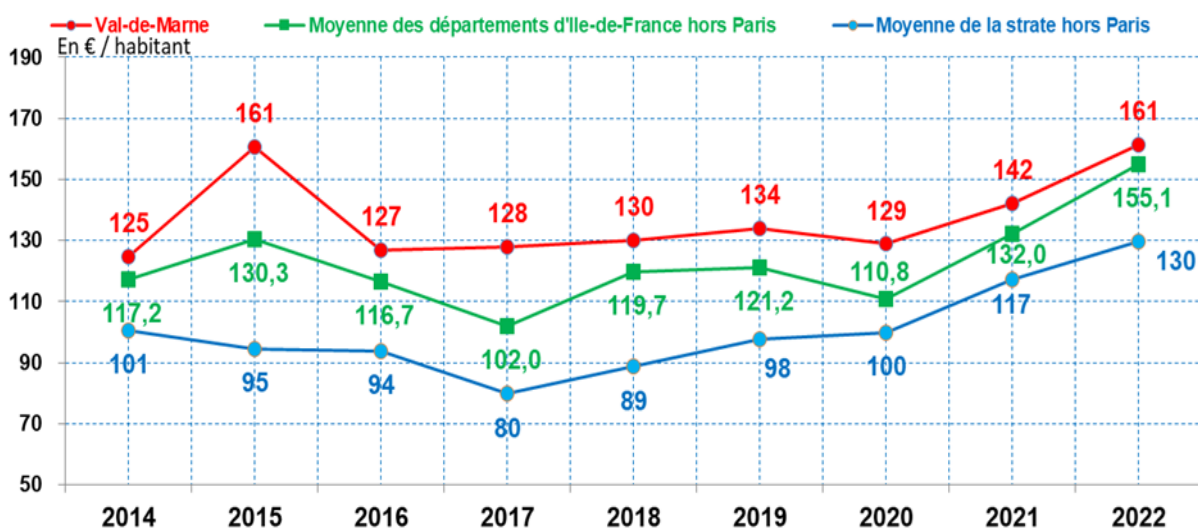


\*Ce ratio est égal au débit net des comptes 621, 631, 633, et 64 sur les dépenses réelles de fonctionnement hors reversement de fiscalité et atténuations de charges.

Sur la période 2016-2022, les dépenses de personnel des départements d'Île-de-France ont progressé en moyenne par an de +0,5% avec des écarts de variations importants allant de -2,2% pour le Département des Hauts-de-Seine à +2,2% pour celui des Yvelines. Le Val-de-Marne a vu ses dépenses progresser de +0,3% sur la période (hors BAFF). Pour les départements d'Île-de-France, ces dépenses progressent légèrement entre 2021 et 2022 passant de 19,3% en 2021 à 20,4% en 2022.

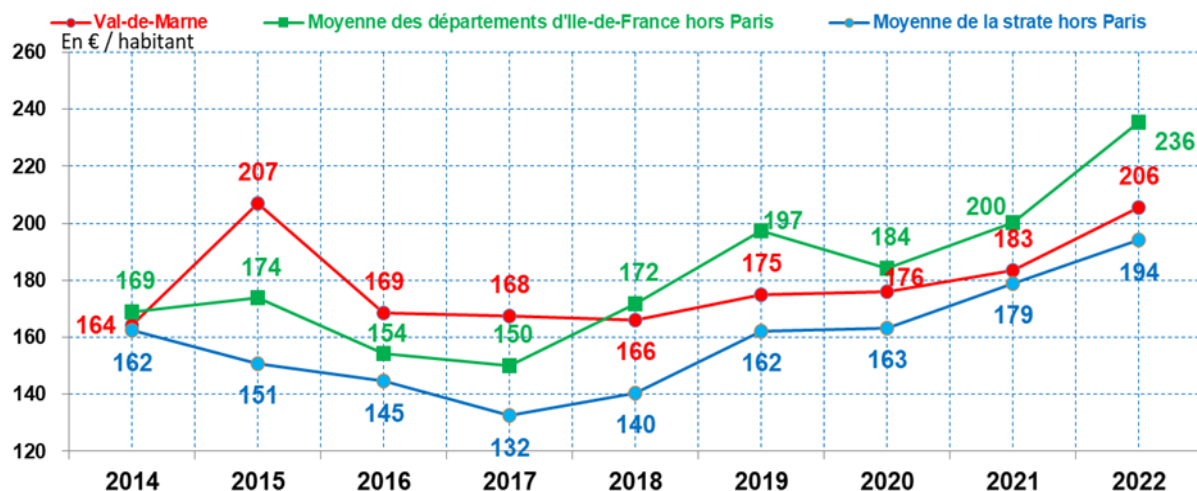
La part de ces dépenses sur leur section de fonctionnement reste relativement stable sur la période 2015-2021 (20,4%), les valeurs se situant entre 15,8% pour le Département du Val d'Oise et 26,2% pour le Département de Seine-Saint-Denis. La dispersion du ratio est à noter avec un écart type de 3,3% en valeur.

### DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT PAR HABITANT



Sur la période 2016-2022, la dépense d'équipement moyenne par habitant pour le Val-de-Marne est de 135,96 € contre 122,62 € pour les départements d'Ile-de-France et 101,27 € pour les départements de plus d'un million d'habitants.

### DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT + SUBVENTIONS PAR HABITANT

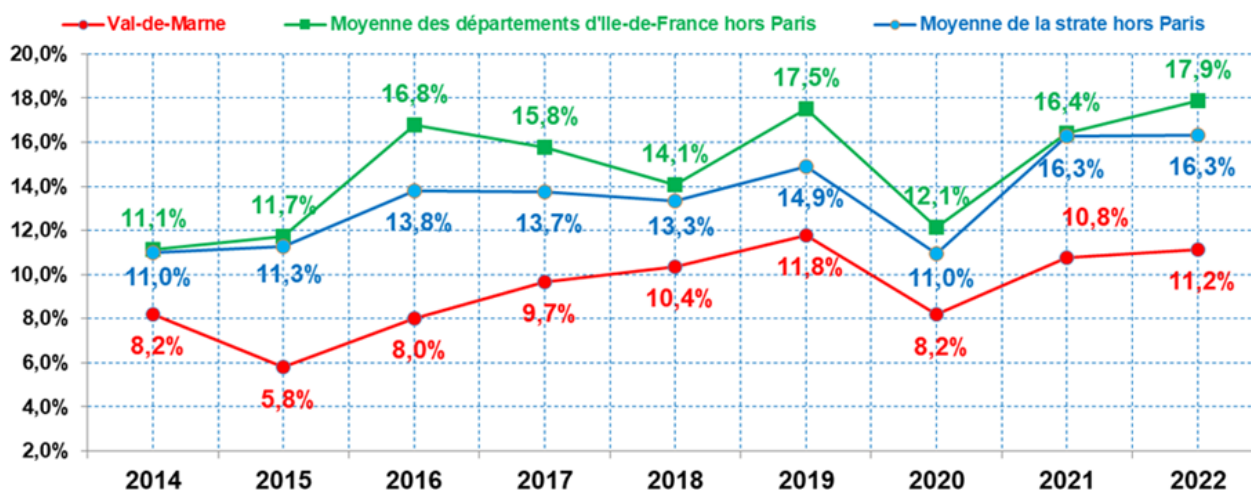


La mise en place à partir de 2019 du FS2I par les départements d'Ile-de-France à hauteur de 150,63 M€ pour les deux premières années, 140,62 M€ pour 2021 et 172,71 M€ en 2022 (157,50 M€ distribués en 2022), impacte fortement cet indicateur qu'il conviendrait de corriger en neutralisant par les coûts nets pour les départements globalement contributeurs. À titre d'exemple, la participation au fonds pour le Département du Val-de-Marne s'est échelonnée de 15,94 M€ en 2019 à 19,13 M€ en 2022, représentant en moyenne sur quatre ans 12,20 €/habitant. De plus, les financements obtenus ayant permis de dégager un excédent net de 33,33 M€ sur les quatre dernières années, les indicateurs corrigés varieraient alors de 163,64 €/habitant en 2019 à 192,11 €/habitant en 2022. Pour l'ensemble des départements d'Ile-de-France, les moyennes sont ramenées à 190,89 €/habitant en 2019, 177,19 €/habitant en 2020, 192,38 €/habitant en 2021 et 226,71 €/habitant en 2022.



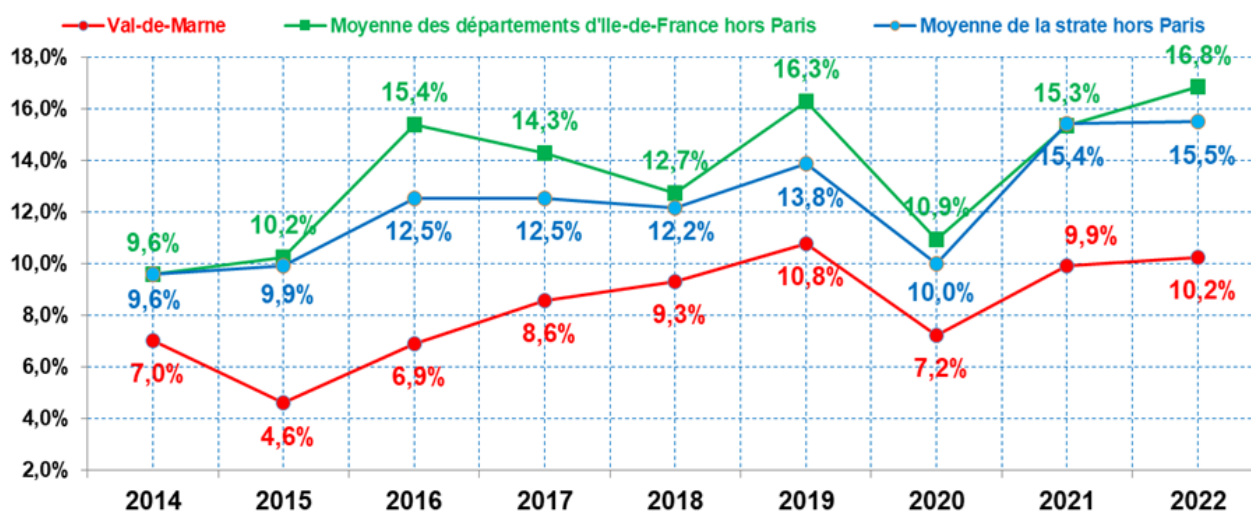
- Les trois niveaux d'épargne

### TAUX D'ÉPARGNE DE GESTION



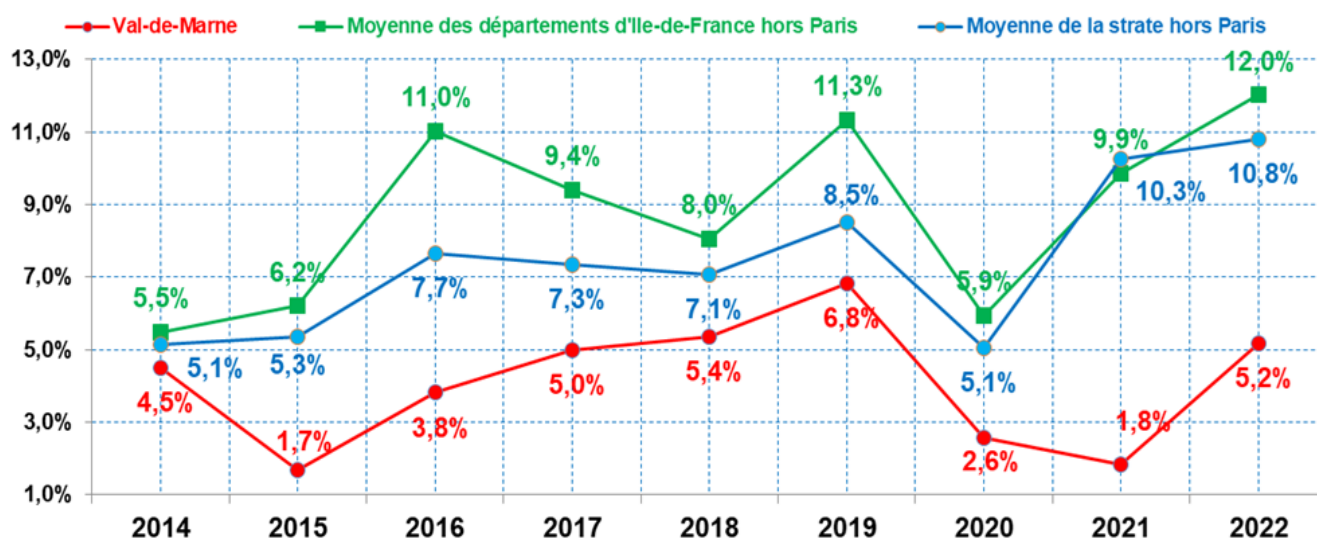
L'épargne de gestion correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement avant paiement des frais financiers. L'amélioration de l'épargne de gestion du Val-de-Marne s'est poursuivie en 2022 avec un taux de 11,2% contre 10,8% en 2021.

### TAUX D'ÉPARGNE BRUTE



L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement. L'année 2020 a été marquée par une diminution de l'épargne brute pour le Département du Val-de-Marne avec -34,32% contre -34,06% pour les départements d'Ile-de-France et -28,24% en moyenne pour les départements de même strate. En 2021 et 2022, le taux d'épargne du Département du Val-de-Marne se rapproche de son niveau antérieur à la crise avec respectivement 9,9% et 10,2%.

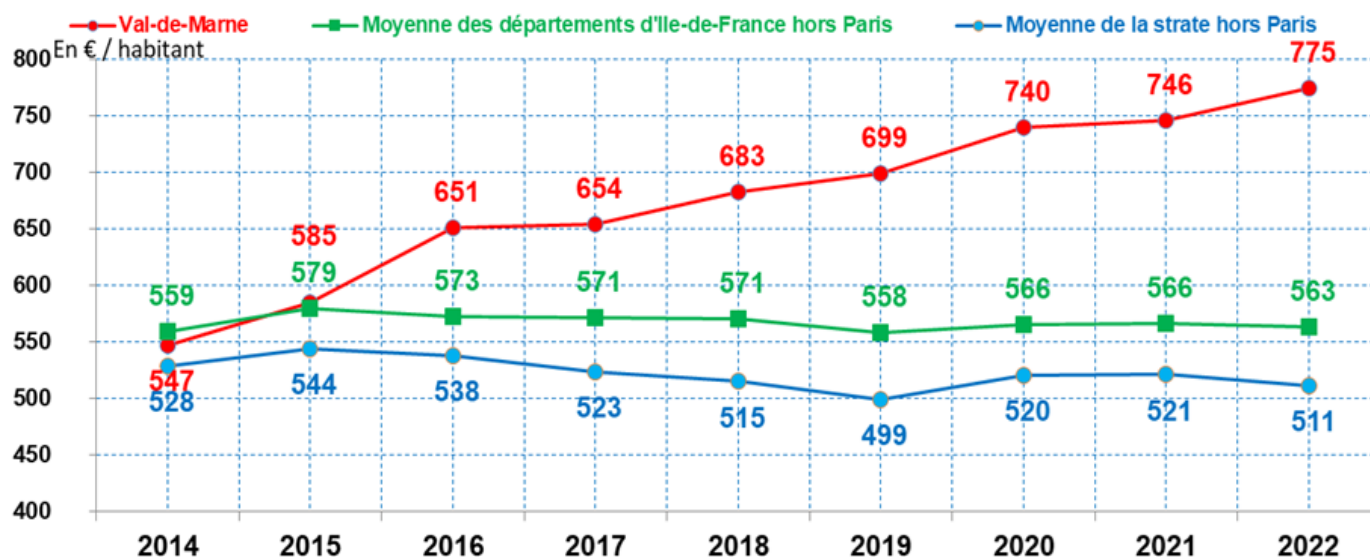
## TAUX D'ÉPARGNE NETTE



L'épargne nette correspond à l'épargne brute de laquelle est déduit le remboursement du capital de la dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. L'année 2020 avait été marquée par un net recul de ce ratio ramenant celui-ci à 2,6%. Depuis 2022, cet indicateur passe au-dessus du seuil des 5% sans pour autant retrouver le niveau d'avant la crise sanitaire.

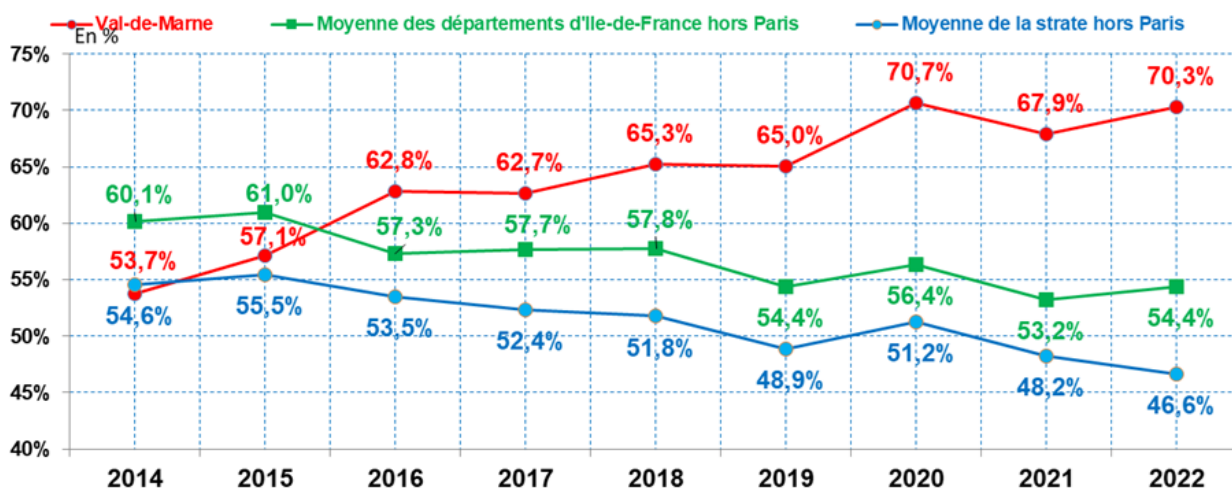
- **L'endettement**

## ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE PAR HABITANT



En 2022, la moyenne de la strate pour l'encours de dette par habitant diminue de 1,9% par rapport à 2021 pour atteindre 511,17 €. En 2022 et hors Paris et métropole de Lyon, les niveaux d'endettement sont extrêmement variables d'un département à l'autre, depuis 0 €/habitant en Indre jusqu'à 1 201 €/habitant dans le Cantal. Sur les 92 départements observés, le Val-de-Marne se situe au 13<sup>ème</sup> rang (15<sup>ème</sup> rang en 2021, soit - 2 places), derrière la Seine-Saint-Denis (5<sup>ème</sup>), devant l'Essonne (16<sup>ème</sup>) et le Val d'Oise (25<sup>ème</sup>) pour les départements de la région Ile-de-France. En 2022, la dette par habitant du Val-de-Marne progresse de 3,9% soit 28,94 €.

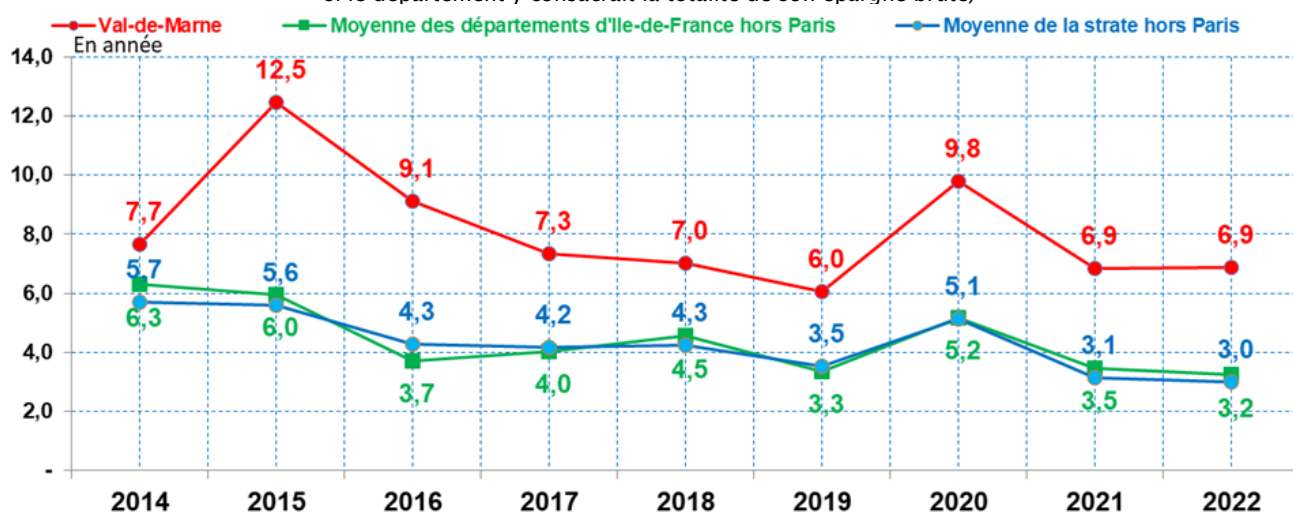
## ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE / RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



En Île-de-France, le poids de la dette 2022 au regard des recettes de fonctionnement est très variable allant de 8,4% pour les Hauts-de-Seine à 95,5% pour la Seine-Saint-Denis. Avec 70,3%, le Val-de-Marne se situe à la deuxième position en ordre décroissant derrière la Seine-Saint-Denis. Ce ratio diminue en raison de la bonne santé des DMTO jusqu'à 2022 et du désendettement global des départements.

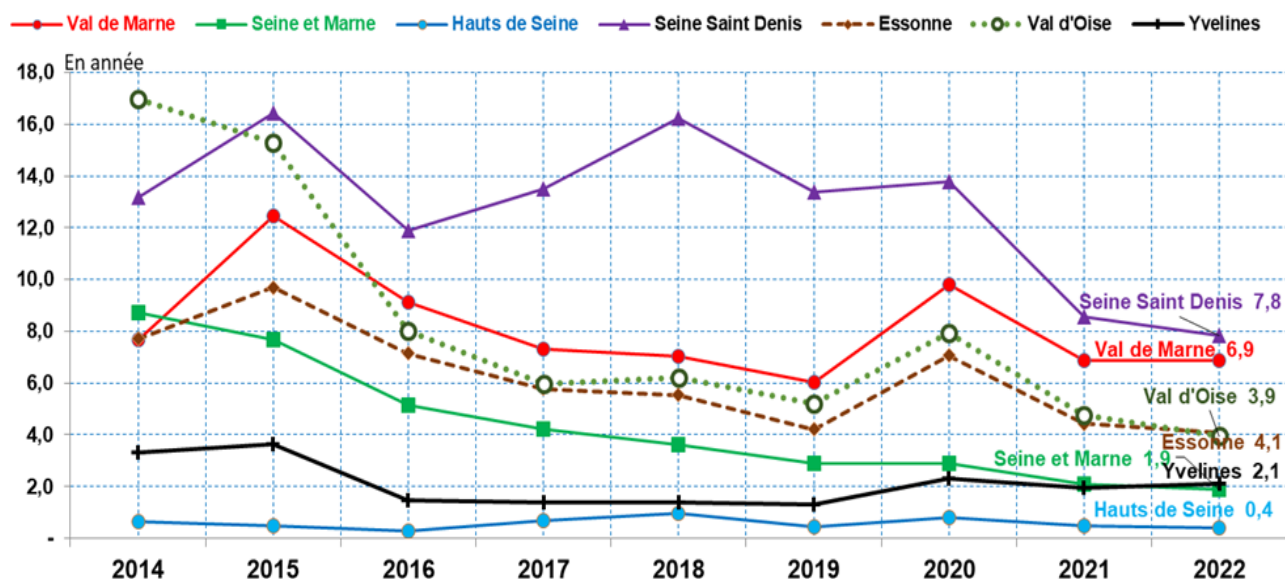
## CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT - ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE / CAF

(nombre d'années nécessaires pour rembourser sa dette si le département y consacrait la totalité de son épargne brute)



Source : Repères - RCF / DGCL

## CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT EN ILE-DE-FRANCE PÉRIODE 2014-2022



Source : Repères - RCF / DGCL

Après la dégradation quasi générale liée à la pandémie de 2020, les départements franciliens ont très majoritairement amélioré leur capacité de désendettement entre 2021 et 2022, bien que l'évolution soit légère (-0,2 année et -6,8% en moyenne). Le Département du Val-de-Marne présente une situation stable, alors que seules les Yvelines ont connu une augmentation (+0,2 année). Dans l'ensemble, le Val-de-Marne tend à s'écarter de la moyenne régionale.

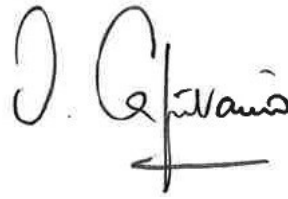
### RÉSULTATS BUDGÉTAIRES AU COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2023 (avant reprise des résultats antérieurs)

	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections	
<b><u>Recettes</u></b>				
<b>A</b>	<b>Prévisions budgétaires totales</b>	<b>951 580 531,70</b>	<b>1 698 133 071,83</b>	<b>2 649 713 603,53</b>
<b>B</b>	<b>Titres de recettes émis</b>	<b>641 311 708,42</b>	<b>1 677 036 005,23</b>	<b>2 318 347 713,65</b>
<b>C</b>	<b>Réductions de titres</b>	<b>32 147 737,76</b>	<b>39 383 670,21</b>	<b>71 531 407,97</b>
<b>D = B-C</b>	<b>Recettes nettes</b>	<b>609 163 970,66</b>	<b>1 637 652 335,02</b>	<b>2 246 816 305,68</b>
<b><u>Dépenses</u></b>				
<b>E</b>	<b>Prévisions budgétaires totales</b>	<b>951 580 531,70</b>	<b>1 698 133 071,83</b>	<b>2 649 713 603,53</b>
<b>F</b>	<b>Mandats émis</b>	<b>541 962 398,30</b>	<b>1 740 470 957,78</b>	<b>2 282 433 356,08</b>
<b>G</b>	<b>Réductions de mandats</b>	<b>2 146 612,04</b>	<b>87 535 671,77</b>	<b>89 682 283,81</b>
<b>H = F-G</b>	<b>Dépenses nettes</b>	<b>539 815 786,26</b>	<b>1 652 935 286,01</b>	<b>2 192 751 072,27</b>
<b><u>Résultat de l'exercice</u></b>				
<b>D-H</b>	<b>Excédent</b>	<b>69 348 184,40</b>	<b>-</b>	<b>54 065 233,41</b>
<b>H-D</b>	<b>Déficit</b>	<b>-</b>	<b>15 282 950,99</b>	<b>-</b>

Je vous prie de bien vouloir délibérer.

Le Président du Conseil départemental,

Rapport présenté par :  
M. GICQUEL  
Vice président du Conseil départemental

A handwritten signature in black ink, appearing to read "J. Gicquel". The signature is written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.

## SOMMAIRE DU RAPPORT

<b>1</b>	<b>Une section de fonctionnement affectée par l'augmentation des dépenses et la baisse des recettes</b> .....	<b>5</b>
1.1	Des dépenses de fonctionnement en augmentation soutenue en 2023 .....	5
1.1.1	La place prépondérante des dépenses d'action sociale .....	6
	L'insertion .....	9
	Les personnes âgées .....	10
	Les personnes en situation de handicap .....	11
	La protection de l'enfance et de la jeunesse .....	13
	La prévention médico-sociale .....	15
	Les crèches .....	15
1.1.2	Des dépenses de personnel en augmentation soutenue .....	16
1.1.3	D'autres dépenses de fonctionnement en forte hausse .....	19
	Les charges à caractère général .....	20
	Les réseaux et les infrastructures .....	23
	L'enseignement .....	29
	La sécurité.....	30
	La culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs.....	31
	La coopération décentralisée et les affaires européennes .....	33
	La péréquation.....	34
	Les frais financiers .....	35
1.2	Des recettes de fonctionnement en recul .....	36
1.2.1	Les impôts locaux en forte diminution .....	38
	La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).....	39
	Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) .....	39
	Le dispositif de compensation péréquée (DCP) .....	40
	Le fonds de solidarité des départements de la Région Île-de-France (FSDRIF).....	40
	L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) .....	41
1.2.2	Une diminution de la fiscalité indirecte en raison de l'effondrement des DMTO .....	41
	La fraction de TVA remplaçant la taxe foncière sur les propriétés bâties ....	43
	La fraction de TVA remplaçant la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ....	43
	Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO).....	44
	La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA).....	44
	La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).....	45
	La taxe d'aménagement .....	45
	La taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) ...	46
	La taxe additionnelle à la taxe de séjour .....	46
	Le fonds de péréquation DMTO .....	47
1.2.3	Une baisse des concours de l'Etat et recettes de compensation.....	47
	La dotation globale de fonctionnement (DGF) .....	48
	La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) .....	50
	La dotation générale de décentralisation (DGD).....	50
	Les allocations compensatrices.....	50
1.2.4	La baisse des autres recettes .....	50
<b>2</b>	<b>La section d'investissement</b> .....	<b>54</b>
2.1	Des dépenses en baisse significative .....	54
	Services généraux (hors remboursement en capital de la dette) .....	58
	Sécurité .....	59
	Enseignement .....	60
	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs .....	62
	Action sociale et prévention médico-sociale .....	63
	Réseau routier et transport .....	65
	Eau et assainissement.....	67

	Aménagement, environnement, habitat et développement du territoire .....	67
	Remboursement du capital de la dette .....	70
2.2	Des recettes d'investissement à la naisse (hors emprunt et dotations) .....	70
	Les subventions reçues.....	71
	Les opérations pour compte de tiers.....	72
	Les autres immobilisations financières .....	73
	Les autres recettes d'investissement.....	73
2.3	La structure de l'investissement en 2023 .....	74
<b>3</b>	<b>L'équilibre du compte administratif .....</b>	<b>74</b>
3.1	L'épargne .....	74
	L'épargne brute .....	74
	L'épargne nette .....	75
3.2	L'emprunt réalisé .....	75
<b>4</b>	<b>Le résultat de clôture .....</b>	<b>78</b>
	La section de fonctionnement.....	78
	La section d'investissement .....	78
	Le résultat brut.....	78
	Le résultat net à affectation .....	79
<b>5</b>	<b>Les ratios et indicateurs du Val-de-Marne en comparaison avec la moyenne de la strate.....</b>	<b>79</b>
	Le compte administratif et sa structure .....	79
	Les trois niveaux d'épargne .....	81
	L'endettement .....	82

## ANNEXES

### **du rapport au Conseil départemental du Val-de-Marne relatif au compte administratif du budget général de l'exercice 2023**

Annexe 1 - Évolution des dépenses de fonctionnement par fonction

Annexe 1 bis - Évolution de la masse salariale par fonction

Annexe 2 - Évolution des recettes de fonctionnement par fonction

Annexe 3 - Évolution des recettes d'investissement par fonction  
(hors gestion active de la dette)

Annexe 4 - Évolution des dépenses d'investissement par fonction  
(hors gestion active de la dette)

Annexe 5 - Évolution des dépenses de fonctionnement par nature

Annexe 6 - Évolution des recettes de fonctionnement par nature

Annexe 7 - Évolution des dépenses d'investissement par nature  
(gestion active de la dette incluse)

Annexe 8 - Évolution des recettes d'investissement par nature  
(gestion active de la dette incluse)



## Annexe 1 - Évolution des dépenses de fonctionnement par fonction

Fonc. S/fonc	Libellé	Compte aministratif 2022	Compte aministratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
0	Services généraux	214 495 038	218 656 283	14,6%	+4 161 245	+1,9%
01	Opérations non ventilables	67 319 244	68 587 978	4,6%	+1 268 734	+1,9%
02	Administration générale	146 746 682	149 810 762	10,0%	+3 064 080	+2,1%
04	Coopération décentralisée	429 111	257 542	0,0%	-171 569	-40,0%
1	Sécurité	39 318 764	42 063 802	2,8%	+2 745 038	+7,0%
10	Services communs	121 885	119 409	0,0%	-2 475	-2,0%
11	Gendarmerie, police, sécurité, justice	8 474	3 316	0,0%	-5 158	-60,9%
12	Incendie et secours	35 879 640	38 574 666	2,6%	+2 695 026	+7,5%
18	Autres interventions protection personnes et biens	3 308 765	3 366 411	0,2%	+57 646	+1,7%
2	Enseignement	76 074 507	81 316 457	5,4%	+5 241 950	+6,9%
20	Services communs	2 783 104	2 939 114	0,2%	+156 010	+5,6%
21	Enseignement du premier degré	39 772	30 332	0,0%	-9 440	-23,7%
22	Enseignement du second degré	73 027 406	78 205 648	5,2%	+5 178 242	+7,1%
23	Enseignement supérieur	137 486	108 151	0,0%	-29 335	-21,3%
28	Autres services périscolaires et annexes	86 739	33 212	0,0%	-53 527	-61,7%
3	Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	36 544 400	39 344 146	2,6%	+2 799 746	+7,7%
30	Services communs	12 936 707	13 494 366	0,9%	+557 658	+4,3%
31	Culture	11 927 069	12 244 188	0,8%	+317 119	+2,7%
32	Sports	7 801 427	8 844 306	0,6%	+1 042 879	+13,4%
33	Jeunesse	3 879 197	4 761 286	0,3%	+882 090	+22,7%
4	Prévention médico-sociale	45 145 404	47 852 801	3,2%	+2 707 397	+6,0%
40	Services communs	8 439	5 220	0,0%	-3 219	-38,1%
41	PMI et planification familiale	44 811 409	47 531 105	3,2%	+2 719 696	+6,1%
42	Prévention et éducation pour la santé	322 556	315 476	0,0%	-7 080	-2,2%
48	Autres actions	3 000	1 000	0,0%	-2 000	-66,7%
5	Action sociale	922 137 712	949 230 351	63,3%	+27 092 639	+2,9%
50	Services communs	68 046 786	72 048 073	4,8%	+4 001 287	+5,9%
51	Famille et Enfance	202 800 586	211 509 470	14,1%	+8 708 885	+4,3%
52	Personnes handicapées	151 762 678	156 834 118	10,5%	+5 071 441	+3,3%
53	Personnes âgées	60 634 031	66 422 011	4,4%	+5 787 979	+9,5%
54	Revenu minimum d'insertion	5 683	0	0,0%	-5 683	
55	Personnes dépendantes (APA)	90 905 459	91 393 944	6,1%	+488 485	+0,5%
56	Revenu de solidarité active	308 057 836	309 510 802	20,6%	+1 452 966	+0,5%
58	Autres interventions sociales	39 924 653	41 511 933	2,8%	+1 587 279	+4,0%
6	Réseaux et infrastructures	36 526 241	36 436 556	2,4%	-89 685	-0,2%
60	Services communs	11 310 144	11 318 936	0,8%	+8 792	+0,1%
61	Eaux et assainissement	19 343 100	19 204 101	1,3%	-138 999	-0,7%
62	Routes et voirie	5 872 134	5 912 258	0,4%	+40 124	+0,7%
64	Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	863	1 262	0,0%	+399	+46,3%
7	Aménagement et environnement	26 815 672	27 615 236	1,8%	+799 565	+3,0%
70	Services communs	17 555 263	18 226 679	1,2%	+671 416	+3,8%
71	Aménagement et développement urbain	2 888 343	2 616 544	0,2%	-271 799	-9,4%
72	Logement	5 416 575	5 739 550	0,4%	+322 974	+6,0%
73	Environnement	955 491	1 032 464	0,1%	+76 973	+8,1%
8	Transports	51 403 227	54 790 191	3,7%	+3 386 964	+6,6%
81	Transports scolaires	11 123 089	11 609 331	0,8%	+486 241	+4,4%
82	Transports publics de voyageurs	40 280 138	43 180 860	2,9%	+2 900 723	+7,2%
9	Développement	3 548 315	2 843 876	0,2%	-704 439	-19,9%
90	Services communs	1 119 875	227 188	0,0%	-892 687	-79,7%
91	Structures animation et développement du territoire	74 195	74 837	0,0%	+642	+0,9%
92	Agriculture et pêche	1 140 000	1 247 600	0,1%	+107 600	+9,4%
93	Industrie, commerce et artisanat	163 000	163 000	0,0%	-	-
94	Développement touristique	1 051 245	1 131 250	0,1%	+80 005	+7,6%
<b>Total des dépenses de fonctionnement par fonction</b>		<b>1 452 009 279</b>	<b>1 500 149 699</b>	<b>100,0%</b>	<b>+48 140 420</b>	<b>+3,3%</b>

## Annexe 1 bis - Évolution de la masse salariale par fonction

Fonc. S/fonc	Libellé	Compte administratif 2022	Compte administratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
0	Services généraux	91 214 113	83 034 606	21,8%	-8 179 507	-9,0%
01	Opérations non ventilables	589 605	564 751	0,1%	-24 854	-4,2%
02	Administration générale	90 624 508	82 469 855	21,6%	-8 154 653	-9,0%
04	Coopération décentralisée	0	0	0,0%	-	
1	Sécurité	121 885	119 409	0,0%	-2 475	-2,0%
10	Services communs	121 885	119 409	0,0%	-2 475	-2,0%
11	Gendarmerie, police, sécurité, justice	0	0	0,0%	-	
12	Incendie et secours	0	0	0,0%	-	
18	Autres interventions protection personnes et biens	0	0	0,0%	-	
2	Enseignement	40 305 496	44 718 217	11,7%	+4 412 721	+10,9%
20	Services communs	2 720 534	2 851 577	0,7%	+131 043	+4,8%
21	Enseignement du premier degré	0	0	0,0%	-	
22	Enseignement du second degré	37 584 962	41 866 641	11,0%	+4 281 678	+11,4%
23	Enseignement supérieur	0	0	0,0%	-	
28	Autres services périscolaires et annexes	0	0	0,0%	-	
3	Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	12 905 157	13 480 311	3,5%	+575 153	+4,5%
30	Services communs	12 905 157	13 480 311	3,5%	+575 153	+4,5%
31	Culture	0	0	0,0%	-	
32	Sports	0	0	0,0%	-	
33	Jeunesse	0	0	0,0%	-	
4	Prévention médico-sociale	36 884 401	39 683 872	10,4%	+2 799 471	+7,6%
40	Services communs	0	0	0,0%	-	
41	PMI et planification familiale	36 884 401	39 683 872	10,4%	+2 799 471	+7,6%
42	Prévention et éducation pour la santé	0	0	0,0%	-	
48	Autres actions	0	0	0,0%	-	
5	Action sociale	162 860 757	175 247 364	45,9%	+12 386 607	+7,6%
50	Services communs	67 734 757	71 743 877	18,8%	+4 009 121	+5,9%
51	Famille et Enfance	44 293 721	48 150 576	12,6%	+3 856 856	+8,7%
52	Personnes handicapées	5 216 852	6 271 677	1,6%	+1 054 826	+20,2%
53	Personnes âgées	9 578 927	10 294 211	2,7%	+715 284	+7,5%
54	Revenu minimum d'insertion	0	0	0,0%	-	
55	Personnes dépendantes (APA)	1 547 163	1 564 632	0,4%	+17 468	+1,1%
56	Revenu de solidarité active	1 991 688	1 616 060	0,4%	-375 628	-18,9%
58	Autres interventions sociales	32 497 649	35 606 330	9,3%	+3 108 681	+9,6%
6	Réseaux et infrastructures	11 529 545	11 510 647	3,0%	-18 898	-0,2%
60	Services communs	11 291 214	11 315 838	3,0%	+24 624	+0,2%
61	Eaux et assainissement	238 331	194 809	0,1%	-43 522	-18,3%
62	Routes et voirie	0	0	0,0%	-	
64	Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	0	0	0,0%	-	
7	Aménagement et environnement	12 871 181	13 451 521	3,5%	+580 341	+4,5%
70	Services communs	12 871 181	13 451 521	3,5%	+580 341	+4,5%
71	Aménagement et développement urbain	0	0	0,0%	-	
72	Logement	0	0	0,0%	-	
73	Environnement	0	0	0,0%	-	
8	Transports	0	0	0,0%	-	
81	Transports scolaires	0	0	0,0%	-	
82	Transports publics de voyageurs	0	0	0,0%	-	
9	Développement	1 117 946	226 596	0,1%	-891 349	-79,7%
90	Services communs	1 117 946	226 596	0,1%	-891 349	-79,7%
91	Structures animation et développement économique	0	0	0,0%	-	
92	Agriculture et pêche	0	0	0,0%	-	
93	Industrie, commerce et artisanat	0	0	0,0%	-	
94	Développement touristique	0	0	0,0%	-	
<b>Total des dépenses de fonctionnement par fonction</b>		<b>369 810 480</b>	<b>381 472 544</b>	<b>100,0%</b>	<b>+11 662 064</b>	<b>+3,2%</b>

## Annexe 2 - Évolution des recettes de fonctionnement par fonction

Fonc. S/fonc	Libellé	Compte aministratif 2022	Compte aministratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
0	Services généraux	1 431 645 879	1 407 678 327	88,5%	-23 967 552	-1,7%
01	Opérations non ventilables	1 422 166 739	1 394 554 326	87,7%	-27 612 413	-1,9%
02	Administration générale	7 997 079	12 039 676	0,8%	+4 042 598	+50,6%
04	Coopération décentralisée	1 482 061	1 084 325	0,1%	-397 737	-26,8%
1	Sécurité	219 905	308 581	0,0%	+88 676	+40,3%
10	Services communs	122 896	87 805	0,0%	-35 091	-28,6%
11	Gendarmerie, police, sécurité, justice	97 010	220 776	0,0%	+123 766	+127,6%
12	Incendie et secours	0	0	0,0%	-	
18	Autres interventions protection personnes et biens	0	0	0,0%	-	
2	Enseignement	2 829 009	3 099 333	0,2%	+270 324	+9,6%
20	Services communs	0	0	0,0%	-	
21	Enseignement du premier degré	0	0	0,0%	-	
22	Enseignement du second degré	2 815 929	3 087 128	0,2%	+271 199	+9,6%
23	Enseignement supérieur	360	0	0,0%	-360	
28	Autres services périscolaires et annexes	12 720	12 205	0,0%	-514	-4,0%
3	Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	3 754 015	3 873 670	0,2%	+119 655	+3,2%
30	Services communs	1 754	0	0,0%	-1 754	
31	Culture	808 195	608 384	0,0%	-199 810	-24,7%
32	Sports	0	21 111	0,0%	+21 111	
33	Jeunesse	2 944 066	3 244 175	0,2%	+300 109	+10,2%
4	Prévention médico-sociale	4 475 574	2 806 858	0,2%	-1 668 717	-37,3%
40	Services communs	0	0	0,0%	-	
41	PMI et planification familiale	4 348 074	2 790 310	0,2%	-1 557 765	-35,8%
42	Prévention et éducation pour la santé	127 500	16 548	0,0%	-110 952	-87,0%
48	Autres actions	0	0	0,0%	-	
5	Action sociale	148 730 778	150 507 368	9,5%	+1 776 590	+1,2%
50	Services communs	22 200	0	0,0%	-22 200	
51	Famille et Enfance	52 182 749	46 202 744	2,9%	-5 980 004	-11,5%
52	Personnes handicapées	23 609 400	23 443 965	1,5%	-165 435	-0,7%
53	Personnes âgées	15 396 437	13 046 714	0,8%	-2 349 723	-15,3%
54	Revenu minimum d'insertion	0	0	0,0%	-	
55	Personnes dépendantes (APA)	37 733 513	39 043 085	2,5%	+1 309 573	+3,5%
56	Revenu de solidarité active	16 860 056	25 106 806	1,6%	+8 246 750	+48,9%
58	Autres interventions sociales	2 926 424	3 664 053	0,2%	+737 629	+25,2%
6	Réseaux et infrastructures	5 839 935	7 045 320	0,4%	+1 205 385	+20,6%
60	Services communs	0	0	0,0%	-	
61	Eaux et assainissement	0	0	0,0%	-	
62	Routes et voirie	5 839 935	7 045 320	0,4%	+1 205 385	+20,6%
64	Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	0	0	0,0%	-	
7	Aménagement et environnement	14 995 052	14 552 812	0,9%	-442 240	-2,9%
70	Services communs	4 257 333	759 316	0,0%	-3 498 018	-82,2%
71	Aménagement et développement urbain	8 430 266	12 088 528	0,8%	+3 658 261	+43,4%
72	Logement	2 281 638	1 651 845	0,1%	-629 793	-27,6%
73	Environnement	25 814	53 123	0,0%	+27 309	+105,8%
8	Transports	7 486	11 742	0,0%	+4 256	+56,9%
81	Transports scolaires	7 486	11 742	0,0%	+4 256	+56,9%
82	Transports publics de voyageurs	0	0	0,0%	-	
9	Développement	273 096	496 543	0,0%	+223 447	+81,8%
90	Services communs	35 187	9 475	0,0%	-25 712	-73,1%
91	Structures animation et développement du territoire	0	1 000	0,0%	+1 000	
92	Agriculture et pêche	0	0	0,0%	-	
93	Industrie, commerce et artisanat	52 233	43 825	0,0%	-8 408	-16,1%
94	Développement touristique	185 676	442 242	0,0%	+256 567	+138,2%
<b>Total des recettes de fonctionnement par fonction</b>		<b>1 612 770 730</b>	<b>1 590 380 553</b>	<b>100,0%</b>	<b>-22 390 177</b>	<b>-1,4%</b>

**Annexe 3 - Évolution des recettes d'investissement par fonction  
(hors gestion active de la dette)**

Fonc. S/fonc	Libellé	Compte aministratif 2022	Compte aministratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
0	Services généraux	187 320 542	224 714 133	50,2%	+37 393 590	+20,0%
01	Opérations non ventilables	152 563 556	192 428 311	43,0%	+39 864 754	+26,1%
02	Administration générale	34 655 700	32 285 822	7,2%	-2 369 878	-7%
04	Coopération décentralisée	101 286	-	0,0%	-101 286	
1	Sécurité	-	-	0,0%	-	
10	Services communs	-	-	0,0%	-	
11	Gendarmerie, police, sécurité, justice	-	-	0,0%	-	
12	Incendie et secours	-	-	0,0%	-	
18	Autres interventions protection personnes et biens	-	-	0,0%	-	
2	Enseignement	9 789 141	7 417 201	1,7%	-2 371 941	-24,2%
20	Services communs	-	-	0,0%	-	
21	Enseignement du premier degré	-	-	0,0%	-	
22	Enseignement du second degré	9 789 141	7 417 201	1,7%	-2 371 941	-24,2%
23	Enseignement supérieur	-	-	0,0%	-	
28	Autres services périscolaires et annexes	-	-	0,0%	-	
3	Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	56 900	105 900	0,0%	+49 000	+86,1%
30	Services communs	-	-	0,0%	-	
31	Culture	56 900	105 900	0,0%	+49 000	+86,1%
32	Sports	-	-	0,0%	-	
33	Jeunesse	-	-	0,0%	-	
4	Prévention médico-sociale	-	-	0,0%	-	
40	Services communs	-	-	0,0%	-	
41	PMI et planification familiale	-	-	0,0%	-	
42	Prévention et éducation pour la santé	-	-	0,0%	-	
48	Autres actions	-	-	0,0%	-	
5	Action sociale	2 857 618	2 073 306	0,5%	-784 312	-27,4%
50	Services communs	-	-	0,0%	-	
51	Famille et Enfance	2 578 243	1 794 695	0,4%	-783 548	-30,4%
52	Personnes handicapées	4 174	3 411	0,0%	-764	-18,3%
53	Personnes âgées	275 200	275 200	0,1%	-	-
54	Revenu minimum d'insertion	-	-	0,0%	-	
55	Personnes dépendantes (APA)	-	-	0,0%	-	
56	Revenu de solidarité active	-	-	0,0%	-	
58	Autres interventions sociales	-	-	0,0%	-	
6	Réseaux et infrastructures	10 537 589	8 201 518	1,8%	-2 336 071	-22,2%
60	Services communs	-	-	0,0%	-	
61	Eaux et assainissement	594 554	673 362	0,2%	+78 807	+13,3%
62	Routes et voirie	9 943 035	7 528 157	1,7%	-2 414 878	-24,3%
64	Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	-	-	0,0%	-	
7	Aménagement et environnement	3 175 215	1 787 038	0,4%	-1 388 176	-43,7%
70	Services communs	2 509 161	1 193 636	0,3%	-1 315 525	-52,4%
71	Aménagement et développement urbain	-	-	0,0%	-	
72	Logement	612 144	579 300	0,1%	-32 843	-5,4%
73	Environnement	53 910	14 102	0,0%	-39 808	-73,8%
8	Transports	-	-	0,0%	-	
81	Transports scolaires	-	-	0,0%	-	
82	Transports publics de voyageurs	-	-	0,0%	-	
9	Développement	31 150	-	0,0%	-31 150	
90	Services communs	-	-	0,0%	-	
91	Structures animation et développement du territoire	-	-	0,0%	-	
92	Agriculture et pêche	-	-	0,0%	-	
93	Industrie, commerce et artisanat	-	-	0,0%	-	
94	Développement touristique	31 150	-	0,0%	-31 150	
<b>Total des recettes d'investissement par fonction</b>		<b>384 215 250</b>	<b>447 702 162</b>	<b>100,0%</b>	<b>+63 486 912</b>	<b>+16,5%</b>

**Annexe 4 - Évolution des dépenses d'investissement par fonction  
(hors gestion active de la dette)**

Fonc. S/fonc	Libellé	Compte aministratif 2022	Compte aministratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
0	Services généraux	158 810 511	130 653 064	39,1%	-28 157 447	-17,7%
01	Opérations non ventilables	78 950 263	75 920 064	22,7%	-3 030 199	-3,8%
02	Administration générale	79 860 247	54 732 999	16,4%	-25 127 248	-31,5%
04	Coopération décentralisée	-	-	0,0%	-	
1	Sécurité	2 813 456	4 191 690	1,3%	+1 378 233	+49,0%
10	Services communs	-	-	0,0%	-	
11	Gendarmerie, police, sécurité, justice	287 445	392 246	0,1%	+104 801	+36,5%
12	Incendie et secours	2 526 011	3 799 443	1,1%	+1 273 432	+50,4%
18	Autres interventions protection personnes et biens	-	-	0,0%	-	
2	Enseignement	90 156 159	84 774 717	25,4%	-5 381 442	-6,0%
20	Services communs	-	-	0,0%	-	
21	Enseignement du premier degré	-	-	0,0%	-	
22	Enseignement du second degré	89 403 621	84 462 312	25,3%	-4 941 309	-5,5%
23	Enseignement supérieur	750 000	300 000	0,1%	-450 000	-60,0%
28	Autres services périscolaires et annexes	2 538	12 405	0,0%	+9 867	+388,8%
3	Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs	4 932 820	4 769 738	1,4%	-163 082	-3,3%
30	Services communs	-	-	0,0%	-	
31	Culture	778 585	1 077 977	0,3%	+299 392	+38,5%
32	Sports	2 929 326	1 932 600	0,6%	-996 725	-34,0%
33	Jeunesse	1 224 909	1 759 161	0,5%	+534 252	+43,6%
4	Prévention médico-sociale	2 382 841	1 488 960	0,4%	-893 881	-37,5%
40	Services communs	-	-	0,0%	-	
41	PMI et planification familiale	2 272 922	1 448 960	0,4%	-823 962	-36,3%
42	Prévention et éducation pour la santé	109 919	40 000	0,0%	-69 919	-63,6%
48	Autres actions	-	-	0,0%	-	
5	Action sociale	15 416 425	12 613 712	3,8%	-2 802 713	-18,2%
50	Services communs	-	-	0,0%	-	
51	Famille et Enfance	12 956 611	10 161 005	3,0%	-2 795 606	-21,6%
52	Personnes handicapées	54 876	-	0,0%	-54 876	
53	Personnes âgées	1 158 866	1 250 710	0,4%	+91 844	+7,9%
54	Revenu minimum d'insertion	-	-	0,0%	-	
55	Personnes dépendantes (APA)	-	-	0,0%	-	
56	Revenu de solidarité active	-	-	0,0%	-	
58	Autres interventions sociales	1 246 072	1 201 997	0,4%	-44 075	-3,5%
6	Réseaux et infrastructures	62 165 162	63 188 266	18,9%	+1 023 104	+1,6%
60	Services communs	-	-	0,0%	-	
61	Eaux et assainissement	4 182 066	4 552 023	1,4%	+369 957	+8,8%
62	Routes et voirie	57 983 096	58 636 243	17,5%	+653 147	+1,1%
64	Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	-	-	0,0%	-	
7	Aménagement et environnement	30 370 138	31 984 378	9,6%	+1 614 240	+5,3%
70	Services communs	6 795 778	6 068 027	1,8%	-727 752	-10,7%
71	Aménagement et développement urbain	5 768 592	6 263 726	1,9%	+495 134	+8,6%
72	Logement	17 505 714	19 294 528	5,8%	+1 788 814	+10,2%
73	Environnement	300 053	358 097	0,1%	+58 044	+19,3%
8	Transports	628 461	449 217	0,1%	-179 245	-28,5%
81	Transports scolaires	-	-	0,0%	-	
82	Transports publics de voyageurs	628 461	449 217	0,1%	-179 245	-28,5%
9	Développement	90 000	-	0,0%	-90 000	
90	Services communs	-	-	0,0%	-	
91	Structures animation et développement du territoire	-	-	0,0%	-	
92	Agriculture et pêche	40 000	-	0,0%	-40 000	
93	Industrie, commerce et artisanat	-	-	0,0%	-	
94	Développement touristique	50 000	-	0,0%	-50 000	
<b>Total des dépenses d'investissement par fonction</b>		<b>367 765 973</b>	<b>334 113 740</b>	<b>100,0%</b>	<b>-33 652 233</b>	<b>-9,2%</b>

## Annexe 5 - Évolution des dépenses de fonctionnement par nature

Cpte S/cpte	Libellé	Compte aministratif 2021	Compte aministratif 2022	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
60	Achats et variation des stocks	15 179 432	15 530 244	1,1%	+350 812	+2,3%
606	Achats non stockés de matières et fournitures	15 179 432	15 530 244	1,1%	+350 812	+2,3%
61	Services extérieurs	44 007 435	44 046 421	3,0%	+38 986	+0,1%
611	Contrats de prestations de services avec des entreprises	2 670 011	3 166 950	0,2%	+496 939	+18,6%
612	Redevances de crédit-bail	1 443 202	717 820	0,0%	-725 382	-50,3%
613	Locations	7 152 812	7 357 917	0,5%	+205 105	+2,9%
614	Charges locatives et de copropriété	2 993 425	2 687 810	0,2%	-305 615	-10,2%
615	Entretien et réparations	23 559 559	23 732 683	1,6%	+173 125	+0,7%
616	Primes d'assurances	2 089 901	2 493 313	0,2%	+403 412	+19,3%
617	Etudes et recherches	619 322	640 517	0,0%	+21 195	+3,4%
618	Divers	3 479 203	3 249 411	0,2%	-229 792	-6,6%
62	Autres Services extérieurs	59 680 482	61 703 991	4,2%	+2 023 509	+3,4%
621	Personnel extérieur au service	152 587	31 012	0,0%	-121 574	-79,7%
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 077 111	3 258 290	0,2%	+181 179	+5,9%
623	Publicité, publications, relations publiques	4 104 704	3 520 939	0,2%	-583 765	-14,2%
624	Transports de biens et transports collectifs	5 533 069	6 321 655	0,4%	+788 587	+14,3%
625	Déplacement et missions	164 603	286 709	0,0%	+122 106	+74,2%
626	Frais postaux et de télécommunications	2 582 903	2 473 557	0,2%	-109 346	-4,2%
627	Services bancaires et assimilés	90 893	144 733	0,0%	+53 840	+59,2%
628	Divers	43 974 612	45 667 096	3,1%	+1 692 483	+3,8%
63	Impôts, taxes et versements assimilés	9 540 877	9 799 476	0,7%	+258 598	+2,7%
633	Impôts sur rémunérations (autres organismes)	8 737 872	9 050 662	0,6%	+312 790	+3,6%
635	Autres impôts (administration des impôts)	803 005	748 814	0,1%	-54 192	-6,7%
637	Autres impôts (autres organismes)	-	-	0,0%	-	-
64	Charges de personnel	347 974 273	357 371 663	24,6%	+9 397 390	+2,7%
641	Rémunérations du personnel	263 617 672	271 565 626	18,7%	+7 947 954	+3,0%
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	83 920 665	85 423 003	5,9%	+1 502 338	+1,8%
647	Autres charges sociales	435 936	383 035	0,0%	-52 902	-12,1%
648	Autres charges de personnel	-	-	0,0%	-	-
65	Autres charges d'activité	896 387 699	898 288 795	61,9%	+1 901 095	+0,2%
651	Aides à la personne	467 910 145	466 355 359	32,1%	-1 554 786	-0,3%
652	Frais de séjour, d'hébergement et d'inhumation	230 545 293	226 569 203	15,6%	-3 976 090	-1,7%
653	Indemnités, frais mission..., élus départementaux	2 836 231	2 811 622	0,2%	-24 609	-0,9%
654	Pertes sur créances irrécouvrables	646 907	1 542 268	0,1%	+895 361	+138,4%
655	Contributions obligatoires	107 561 429	109 252 192	7,5%	+1 690 763	+1,6%
656	Participations	55 205 055	56 572 238	3,9%	+1 367 183	+2,5%
657	Subventions	31 094 321	34 527 321	2,4%	+3 433 000	+11,0%
658	Charges diverses de gestion courante	588 319	658 592	0,0%	+70 273	+11,9%
66	Charges financières	13 526 162	14 246 282	1,0%	+720 120	+5,3%
661	Charges d'intérêts	12 594 188	13 128 464	0,9%	+534 277	+4,2%
668	Autres charges financières	931 974	1 117 818	0,1%	+185 843	+19,9%
67	Charges exceptionnelles	6 882 439	405 957	0,0%	-6 476 482	-94,1%
68	Dotations aux amortissement et provisions	4 497 621	2 526 128	0,2%	-1 971 492	-43,8%
022	Dépenses imprévues	-	-	0,0%	-	-
45	Opérations pour comptes de tiers	-	-	0,0%	-	-
739	Reversements (péréquations)	45 783 400	48 090 321	3,3%	+2 306 921	+5,0%
749	Reversements sur dotations et participations	-	-	0,0%	-	-
<b>Total des dépenses de fonctionnement par nature</b>		<b>1 443 459 821</b>	<b>1 452 009 279</b>	<b>100,0%</b>	<b>+8 549 458</b>	<b>+0,6%</b>

## Annexe 6 - Évolution des recettes de fonctionnement par nature

Cpte S/cpte	Libellé	Compte administratif 2022	Compte administratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
70	Produits des services du domaine et ventes diverses	26 709 615	22 039 403	1,4%	-4 670 212	-17,5%
701	Ventes de produits finis	8 112	8 146	0,0%	+35	+0,4%
703	Redevances et recettes d'utilisation du domaine	9 328 532	5 517 947	0,3%	-3 810 585	-40,8%
706	Prestations de services	15 307 026	14 162 199	0,9%	-1 144 827	-7,5%
707	Ventes de marchandises	182 923	223 941	0,0%	+41 018	+22,4%
708	Autres produits	1 883 022	2 127 170	0,1%	+244 147	+13,0%
73	Impôts et taxes	1 248 078 263	1 232 809 812	77,5%	-15 268 451	-1,2%
731	Contributions directes (CVAE - FNGIR - DCP - IFER)	240 003 128	142 137 562	8,9%	-97 865 566	-40,8%
732	Droits d'enregistrement et taxes d'urbanisme	366 158 424	305 028 195	19,2%	-61 130 229	-16,7%
734	Taxe liées aux véhicules (TCA)	135 788 429	165 513 517	10,4%	+29 725 088	+21,9%
735	Taxes sur énergie (Electricité, TIPP)	137 183 728	136 227 182	8,6%	-956 546	-0,7%
736	Impôts et taxes spécifiques liés aux activités des services	185 676	442 242	0,0%	+256 567	+138,2%
738	Autres taxes (Fraction de TVA)	368 758 878	483 461 114	30,4%	+114 702 236	+31,1%
74	Dotations et participations	304 965 108	297 407 400	18,7%	-7 557 708	-2,5%
741	Dotation globale de fonctionnement	143 780 881	142 849 519	9,0%	-931 362	-0,6%
744	FCTVA	1 742 518	1 407 898	0,1%	-334 620	-19,2%
746	Dotation générale de décentralisation	5 388 762	5 388 762	0,3%	-	-
747	Participations	126 871 129	126 020 349	7,9%	-850 780	-0,7%
748	Compensations, attributions et autres participations	27 181 818	21 740 872	1,4%	-5 440 946	-20,0%
75	Autres produits d'activité	14 929 051	20 474 268	1,3%	+5 545 217	+37,1%
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	8 135 298	9 654 948	0,6%	+1 519 650	+18,7%
752	Revenus des immeubles	987 990	949 105	0,1%	-38 884	-3,9%
753	Revenus des indus RMI RMA	5 401 747	9 417 822	0,6%	+4 016 075	+74,3%
758	Produits divers de gestion courante	404 016	452 393	0,0%	+48 377	+12,0%
76	Produits financiers	1 299 776	1 467 918	0,1%	+168 142	+12,9%
77	Produits exceptionnels	13 484 465	13 676 294	0,9%	+191 829	+1,4%
78	Reprises sur amortissements et provisions	1 779 513	1 317 442	0,1%	-462 070	-26,0%
45	Opérations pour comptes de tiers	1 524 938	1 188 015	0,1%	-336 923	-22,1%
64	Remboursements sur frais et charges de personnel	-	-	0,0%	-	-
<b>Total des recettes de fonctionnement par nature</b>		<b>1 612 770 730</b>	<b>1 590 380 553</b>	<b>100,0%</b>	<b>-22 390 177</b>	<b>-1,4%</b>

**Annexe 7 - Évolution des dépenses d'investissement par nature**  
(gestion active de la dette incluse)

Cpte S/cpte	Libellé	Compte aministratif 2022	Compte aministratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 660	-	0,0%	-5 660	
13	Subventions d'investissement	-	28 297	0,0%	+28 297	
132	Subventions d'équipement non transférables	-	28 297	0,0%	+28 297	
16	Emprunts et dettes assimilées	175 870 506	225 674 107	46,6%	+49 803 601	+28,3%
164	Emprunts auprès des établissements de crédit :	170 368 006	195 199 107	40,3%	+24 831 101	+14,6%
1641	- Emprunts en euros	72 100 243	75 498 090	15,6%	+3 397 846	+4,7%
16441	- Opérations afférentes à l'emprunt	6 844 360	421 975	0,1%	-6 422 385	-93,8%
16449	- Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie	91 423 403	119 279 043	24,7%	+27 855 640	+30,5%
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 500	-	0,0%	-2 500	
166	Refinancement de dette	5 500 000	30 475 000	6,3%	+24 975 000	+454,1%
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	0,0%	-	
20	Immobilisations incorporelles	71 091 991	79 185 447	16,4%	+8 093 456	+11,4%
203	Frais d'études, de recherche et de développement	3 367 911	4 142 612	0,9%	+774 700	+23,0%
204	Subventions d'équipement versées	62 842 675	68 524 371	14,2%	+5 681 696	+9,0%
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences...	4 881 404	6 518 464	1,3%	+1 637 059	+33,5%
21	Immobilisations corporelles	22 956 463	24 796 575	5,1%	+1 840 112	+8,0%
211	Terrains	126 817	566 950	0,1%	+440 133	+347,1%
212	Agencements et aménagements de terrains	2 021 869	2 322 493	0,5%	+300 624	+14,9%
213	Constructions	462 354	156 321	0,0%	-306 033	-66,2%
215	Installations, matériel et outillage technique	461 255	655 210	0,1%	+193 955	+42,0%
216	Collections et œuvres d'art	297 500	306 600	0,1%	+9 100	+3,1%
218	Autres immobilisations corporelles	19 586 667	20 789 001	4,3%	+1 202 334	+6,1%
23	Immobilisations en cours	191 717 928	153 518 099	31,7%	-38 199 829	-19,9%
231	Immobilisations corporelles en cours :	187 728 277	151 586 138	31,3%	-36 142 139	-19,3%
238	Autres immobilisations corporelles	3 989 650	1 931 961	0,4%	-2 057 690	-51,6%
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	0,0%	-	
27	Autres immobilisations financières	2 122 975	631 497	0,1%	-1 491 477	-70,3%
45	Opérations pour comptes de tiers	923 854	33 761	0,0%	-890 093	-96,3%
020	Dépenses imprévues	-	-	0,0%	-	
<b>Total des dépenses d'investissement par nature</b>		<b>464 689 375</b>	<b>483 867 783</b>	<b>100,0%</b>	<b>+19 178 407</b>	<b>+4,1%</b>
<b>Total des dépenses d'investissement par nature</b> <i>(hors gestion active de la dette (166 et 16449))</i>		<b>367 765 973</b>	<b>334 113 740</b>	<b>-</b>	<b>-33 652 233</b>	<b>-9,2%</b>



**Annexe 8 - Évolution des recettes d'investissement par nature**  
(gestion active de la dette incluse)

Cpte S/cpte	Libellé	Compte aministratif 2022	Compte aministratif 2023	% struc. CA	Évolution CA/CA	
					En volume	En %
10	Dotations, fonds divers et réserves	100 758 248	92 117 989	20,6%	-8 640 259	-8,6%
102	Dotation et fonds globalisés d'investissement	27 234 556	31 428 311	7,0%	+4 193 755	+15,4%
13	Subventions d'investissement	58 334 364	49 849 684	11,1%	-8 484 679	-14,5%
131	Subventions d'équipement transférables	32 602 832	29 180 000	6,5%	-3 422 832	-10,5%
132	Subventions d'équipement non transférables	17 307 285	13 741 753	3,1%	-3 565 532	-20,6%
133	Fonds affectés à l'équipement transférable (DDEC)	6 659 875	6 659 875	1,5%	-	-
134	Fonds affectés à l'équipement non amortissable (Amendes)	1 764 372	268 057	0,1%	-1 496 315	-84,8%
16	Emprunts et dettes assimilées	222 252 403	303 713 888	67,8%	+81 461 484	+36,7%
164	Emprunts auprès des établissements de crédit :	216 752 403	273 238 388	61,0%	+56 485 984	+26,1%
164*	- Emprunts en euros	216 752 403	273 238 388	61,0%	+56 485 984	+26,1%
16449	- Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie	91 423 403	112 238 388	25,1%	+20 814 985	+22,8%
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	500	0,0%	+500	
166	Refinancement de dette	5 500 000	30 475 000	6,8%	+24 975 000	+454,1%
167	Emprunts et dettes assorties de conditions particulières	-	-	0,0%	-	
20	Immobilisations incorporelles	352 961	111 860	0,0%	-241 101	-68,3%
21	Immobilisations corporelles	4 174	3 411	0,0%	-764	-18,3%
23	Immobilisations en cours	157 569	353 342	0,1%	+195 774	+124,2%
27	Autres immobilisations financières	2 318 278	1 550 632	0,3%	-767 646	-33,1%
4	Opérations pour comptes de tiers	37 253	1 356	0,0%	-35 897	-96,4%
024	Produits des cessions d'immobilisations	-	-	0,0%	-	
<b>Total des recettes d'investissement par nature</b>		<b>384 215 250</b>	<b>447 702 162</b>	<b>100,0%</b>	<b>+63 486 912</b>	<b>+16,5%</b>
<b>Total des recettes d'investissement par nature</b> <i>(hors gestion active de la dette (166 et 16449))</i>		<b>287 291 847</b>	<b>304 988 774</b>	<b>-</b>	<b>+17 696 927</b>	<b>+6,2%</b>